

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

RECUEIL DES

**INSTRUCTIONS
ET CIRCULAIRES**

2005

S O M M A I R E

N°	Date	Objet	Page
Instructions			
1	08/01/2005	Clôture du compte d'affectation spéciale n° 302.108 "compte de gestion des opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme de soutien à la relance".	9
2	31/01/2005	Modalités de consignation du montant des indemnités allouées au titre des expropriations avec possession immédiate.	10
3	08/02/2005	Clôture des sous-comptes n° 57 et 96 créés au sein du compte n° 402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».	11
4	08/02/2005	- Gestion comptable de la Résidence des Magistrats. - Création du sous-compte n° 57 au sein du compte 402 003 «Etablissements publics nationaux –service financier ».	12
5	08/02/2005	- Gestion comptable du Commissariat National du Littoral. - Création du sous-compte n° 96 au sein du compte 402 003 «Etablissements publics nationaux –service financier ».	14
6	28/02/2005	Comptabilisation des produits miniers.	16
7	06/03/2005	Apurement du solde du compte courant au Trésor de l'agent comptable du budget annexe des P et T. - ouverture de compte.	17
8	19/03/2005	Mobilisation de créances et règlement des intérêts moratoires résultant de l'exécution de marchés publics nantis au profit de la Caisse de Garantie des Marché Publics.	19
9	19/03/2005	Imputation du produit de cession des biens immobiliers appartenant à l'Etat et aux O.P.G.I.	29
10	28/03/2005	Modalités de comptabilisation du produit de la provision pour remise en état des lieux instituée par la loi minière.	30
11	13/03/2005	Comptabilisation des produits miniers.	32
12	13/04/2005	Réaménagement du compte 403.001 « dépôt au Trésor sans intérêts-organismes divers ».	33
13	27/04/2005	Comptabilisation du produit des prêts octroyés à la Caisse Nationale du Logement.	34
1	03/05/2005	Acquisition par l'Etat de biens immobilier auprès de promoteurs publics ou privés	35
14	15/05/2005	Imputation du produit de cession des biens immobiliers appartenant à l'Etat et aux O.P.G.I.	36
15	16/05/2005	Prêt Agence Française de Développement « Financement projet de restructuration de quartiers dégradés».	37
16	17/05/2005	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.105 "Fonds du patrimoine public minier".	38
17	17/05/2005	Fonctionnement du compte 302.069 "Fonds spécial de solidarité nationale".	39
18	17/05/2005	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.042 "Fonds de calamités naturelles et de risques technologiques majeurs".	40

19	17/05/2005	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.062 "Bonification du taux d'intérêts sur les investissements"	41
20	17/05/2005	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.102 "Fonds de promotion de la compétitivité industrielle".	42
21	29/05/2005	Modalités de mise en œuvre des opérations entrant dans le cadre du programme spécial de reconstruction suite au séisme du 21 mai 2003.	43
22	07/06/2005	Ouverture de lignes au sein du compte 304.609 « Prêts au budget annexe des PTT ».	47
23	07/06/2005	Comptabilisation des produits miniers.	48
24	02/07/2005	Prêt « Fonds Saoudien de Développement n° 398/11 ».« financement du projet de réalisation et d'équipement de deux centres de formation professionnelles à Alger ». - Ouverture de comptes.	49
26	02/07/2005	Clôture des sous-comptes n° 90, 95, 97 et 98 créés au sein du compte n°402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».	50
27	02/07/2005	Gestion comptable du Palais de la Culture. Création du sous-compte n° 95 au sein du compte 402 003 Etablissements publics nationaux –service financier ».	51
28	06/07/2005	Gestion comptable de l'école technique de formation et d'instruction maritimes de Béjaïa. Création d'un sous-compte n° 52 au sein du compte 402 001 « Wilayate et établissements de wilayate -service financier- ».	53
29	24/07/2005	Programme MEDA- don de l'Union Européenne. Projet « appui à la réhabilitation des zones affectées par les actes terroristes (PARZAT).	55
30	16/08/2005	Gestion comptable du Centre National Pédagogique et Linguistique pour l'Enseignement de Tamazight. Création du sous-compte n° 97 au sein du compte 402 003« établissements publics nationaux –service financier ».	57
31	17/08/2005	Modalités d'engagement et d'exécution des dépenses liées au déroulement du référendum du jeudi 29 septembre 2005 relatif à la réconciliation nationale.	59
32	22/08/2005	Prise en charge du surplus de la fiscalité pétrolière (Fonds de régulation des recettes).	61
33	03/09/2005	Clôture du compte d'affectation spéciale n° 302.108 "compte de gestion des opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme de soutien à la relance".	63
34	05/09/2005	Imputation du produit de la taxe de domiciliation bancaire.	64
35	07/05/2005	Comptabilisation des produits miniers.	65
36	09/10/2005	Gestion comptable du Conseil National Consultatif pour la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises. Création du sous-compte n° 90 au sein du compte 402 003 «établissements publics nationaux –service financier».	66
37	17/10/2005	Fonctionnement du compte 302.079 "Fonds national de l'eau potable ".	68

38	18/10/2005	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.114 "Fonds spécial de réhabilitation du parc immobilier des communes de la wilaya".	70
39	25/10/2005	Modalités d'engagement et d'exécution des dépenses liées au déroulement des élections partielles des assemblées populaires communales et de wilaya du 24 novembre 2005 .	72
40	14/11/2005	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.120 « Compte de gestion des opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme complémentaire de Soutien à la croissance».	74
41	14/11/2005	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.119 "Fonds national de préparation et d'organisation de la manifestation Alger, capitale de la culture arabe 2007 ".	80
42	14/11/2005	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.118 "Fonds national de préparation et d'organisation des neuvièmes (9ème) jeux africains ".	82
43	19/11/2005	Gestion comptable du Centre Universitaire de Tamanrasset. Création du sous-compte n° 53 au sein du compte 402 001 « wilayate et établissements de wilaya –service financier ».	84
44	19/11/2005	Gestion comptable du Centre Universitaire de Ghardaia. Création du sous-compte n° 54 au sein du compte 402 001 « wilayate et établissements de wilaya –service financier ».	86
45	04/12/2005	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.117 "Fonds national de soutien au micro crédit".	88
46	04/12/2005	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.121 "Fonds national de régulation de la production agricole".	90
47	11/09/2005	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.067 "Fonds national de régulation et de développement agricole".	92
48	11/12/2005	Modalités d'alimentation et de dégageement des caisses des comptables publics dans le cadre du système RTGS-ARTS.	94
49	11/12/2005	Gestion comptable de l'Agence Nationale de Développement de la Petite et Moyenne Entreprise. Création du sous-compte n° 98 au sein du compte 402 003 «établissements publics nationaux service financier »	103
50	25/12/2005	Ouverture d'un compte de prêt.	105
51	25/12/2005	Clôture des sous-comptes n° 13 et 57 créés au sein du compte n° 402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».	106
52	26/12/2005	Création d'un sous-compte n° 20 intitulé « centre universitaire » dans la nomenclature des comptes du Trésor au sein du compte n° 402 001 « Wilayate et établissements de wilaya –service financier ». Clôture de certains sous-comptes ouverts au sein du compte n°402 001 « Wilayate et établissements de wilaya –service financier »	107
53	28/12/2005	Gestion comptable de l'Institut National de Recherche Criminalistique. Création du sous-compte n° 13 au sein du compte 402 003 «établissements publics nationaux –service financier ».	109

Circulaires			
1	23/04/2005	Informatisation de la gestion des opérations du portefeuille Affectation d'un numéro de code aux comptes de dépôts de fonds particuliers.	113
2	14/05/2005	Informatisation de la gestion des opérations du portefeuille. Affectation d'un numéro de code aux comptes de dépôts de fonds particuliers.	114
3	08/06/2005	Codification des Ordonnateurs.	115
4	15/06/2005	Codification des Ordonnateurs.	116
5	06/07/2005	Codification des Postes Comptables.	117
6	24/09/2005	Codification des Postes Comptables.	118
7	24/09/2005	Codification des Ordonnateurs.	119
8	24/09/2005	Codification des Postes Comptables.	120
9	13/11/2005	A/S recouvrement des créances étrangères à l'impôt et au domaine.	121
10	04/12/2005	Codification des Postes Comptables.	123
11	24/12/2005	Revalorisation du montant des pensions concédées au titre de la guerre de libération nationale.	124

INSTRUCTIONS

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 01 DU 08/01/2005

O B J E T : Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.108 "compte de gestion des opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme de soutien à la relance".

R E F E R : - Loi n°04-21 du 29/12/2004 portant loi de finances pour 2005, notamment son article 78 .

I- DISPOSITIONS GENERALES

En vertu des dispositions de l'article 78 de la loi de finances pour 2005, le compte 302.108 « compte de gestion des opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme de soutien à la relance" est clôturé à la date du 31/12/2005.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application des dispositions de l'article précité.

II- DOSPOSITIONS COMPTABLES

A la date du 31 décembre 2005, lors de la passation des opérations d'ordre de première catégorie, le trésorier central et les trésoriers de wilaya, procéderont au transport au compte n°530.002 « compte d'ordre de centralisation et d'apurement de fin d'année » des soldes figurant dans leurs écritures respectivement à la ligne 001, la ligne 002 et la ligne 003 du compte 302.108 « compte de gestion des opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme de soutien à la relance ».

Cette opération permettra à l'agent comptable central du Trésor de procéder à l'intégration dans ses écritures des montants ainsi transportés par les comptables principaux précités et à l'imputation des dits montants au compte de résultats du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Ministères(et notification aux ordonnateurs secondaires)
- Walis
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Principale.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 02 DU 31/01/2005

O B J E T : Modalités de consignation du montant des indemnités allouées au titre des expropriations avec possession immédiate.

R E F E R : - Loi n°04-21 du 29 décembre 2004 portant loi de finances pour 2005, notamment son article 65.

En application des dispositions de l'article 65 de la loi de finances pour 2005 visée en référence, l'administration expropriante peut, pour les opérations de réalisation des infrastructures d'intérêt général, d'envergure nationale et stratégique, après consignation auprès du Trésor public du montant des indemnités allouées au profit des intéressés, procéder à la prise de possession immédiate.

Le montant des indemnités versé dans ce cadre est imputé par les comptables supérieurs du Trésor au compte n°431.006 « service des dépôts et consignations administratives et judiciaires, sur la base de l'arrêté prononçant l'expropriation dont il s'agit.

Ce montant est abrité au compte précité jusqu'à intervention de la décision ordonnant son versement aux profit des bénéficiaires.

A défaut, ce montant sera maintenu au compte 431.006, jusqu'au terme du délai de prescription civile, en vue de sa régularisation conformément à la réglementation en vigueur.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Domaine National
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°03 DU 08 FÉVRIER 2005

OBJET : Clôture des sous-comptes n°57 et 96 créés au sein du compte n°402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».

RÉFÉR : Instruction n°39 du 22 décembre 1996 relative à la gestion comptable de l'Agence Nationale d'Archéologie et de Protection des Sites et Monuments Historiques.

La gestion des opérations financières et comptables de l'Agence Nationale d'Archéologie et de Protection des Sites et Monuments Historiques étant actuellement assurée par un agent comptable agréé conformément à la réglementation en vigueur, les sous-comptes n°57 et 96 ouverts dans la nomenclature des comptes du Trésor au sein du compte n°402 003 « établissements publics nationaux –service financier» sont clôturés.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie principale
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie centrale
- Trésoreries de wilaya.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°04 DU 08 FÉVRIER 2005

OBJET : - Gestion comptable de la Résidence des Magistrats.
- Création du sous-compte n°57 au sein du compte 402 003
« Etablissements publics nationaux –service financier ».

RÉFÉRENCES : - Décret exécutif n°04-361 du 13 novembre 2004 portant création de la résidence des magistrats.
- Arrêté n°10 du 01 février 2005 portant désignation du trésorier principal en qualité d'agent comptable auprès de la résidence des magistrats.

I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°04-361 du 13 novembre 2004 visé en référence, a créé la résidence des magistrats.

La résidence des magistrats est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°10 du 01 février 2005 le trésorier principal a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de l'établissement sus-cité.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de la résidence précitée, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « Etablissements publics nationaux –service financier » le sous-compte 57 intitulé « **Résidence des Magistrats** ».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 571 : Exercice courant,
- 573 : OHB.

Le sous-compte 57 enregistre :

En recettes :

- les subventions de l'Etat ;
- le revenu des prestations fournies dans le cadre de son objet ;
- les dons et legs ;
- toutes les autres ressources liées à son activité.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- toutes autres dépenses liées à la réalisation de son objectif.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie principale
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Ministère de la Justice
- Résidence des magistrats
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie centrale
- Trésoreries de wilaya.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°05 DU 08 FÉVRIER 2005

OBJET : - Gestion comptable du Commissariat National du Littoral.
- Création du sous-compte n°96 au sein du compte 402 003
« Etablissements publics nationaux –service financier ».

RÉFÉRENCES : - Loi n°02-02 du 05 février 2002 relative à la protection et à la valorisation du littoral ,
notamment son article 24.
- Décret exécutif n°04-113 du 13 avril 2004 portant organisation, fonctionnement et missions
du Commissariat National du Littoral.
- Arrêté n°11 du 01 février 2005 portant désignation du trésorier principal en qualité d'agent
comptable auprès du Commissariat National du Littoral.

I – DISPOSITIONS GENERALES

La loi n°02-02 du 05 février 2002 visée en référence, a créé en son article 24 le Commissariat National du Littoral. L'organisation, le fonctionnement et les missions du Commissariat sont définis par le décret exécutif n°04-113 du 13 avril 2004.

Le Commissariat National du Littoral est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°11 du 01 février 2005 le trésorier principal a été désigné en qualité d'agent comptable auprès dudit Commissariat.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières du Commissariat précité, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « Etablissements publics nationaux –service financier » le sous-compte 96 intitulé «Commissariat National du Littoral ».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 961 : Exercice courant,
- 963 : OHB.

Le sous-compte 96 enregistre :

En recettes :

- la dotation initiale et les subventions de l'Etat ;
- les subventions allouées par les établissements et organismes publics ou privés ;
- les subventions des collectivités locales ;
- les subventions des organisations internationales ;
- les dons et legs nationaux et internationaux y compris l'immobilier ;
- toutes autres ressources et subventions liées aux activités du commissariat.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses liées à la gestion des espaces du littoral, à leur restauration et à leur réhabilitation ;
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation de ses missions.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie principale
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement
- Commissariat national du littoral
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie centrale
- Trésoreries de wilaya.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°06 DU 28/02/2005

O B J E T : Comptabilisation des produits miniers.

R E F E R : - Loi n° 01.10 du 03/ 07/ 2001 portant loi minière.
- Décret exécutif n° 02.471 du 24/ 12 / 2002 fixant la répartition des revenus de la redevance d'extraction et de la taxe superficielle entre le Fonds du Patrimoine Public Minier et le Fonds Commun des Collectivités Locales, au profit des Communes.
- Arrêté interministériel du 29/04/2003 portant application de l'article 155 de la loi minière, fixant les modalités de paiement de tous droits, redevances ou pénalités.
- Note n° 1541/MF/DGI/SDR/DOF/B1 du 04/08/2005.

Pour permettre la comptabilisation et la répartition des droits et taxes des produits miniers, il est ouvert au sein du compte 500.019 « Transfert produits de taxes au TP pour compte fonds commun des collectivités locales », les lignes ci- après :

Ligne 11 : « Produit de 50% de la taxe superficielle »

Ligne 12 : « Produit de 20% de la redevance d'extraction».

Ligne 13 : « Produit de 09% de l'IBM »

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptable
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale des Impôts (et notification aux receveurs des impôts)
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°07 DU 06/03/2005

OBJET : Apurement du solde du compte courant au Trésor de l'agent comptable du budget annexe des P et T.
- ouverture de compte.

R E F E R : - Loi n°2000-03 du 05 août 2000 fixant les règles générales relatives à la poste et aux télécommunications.

- Loi n°03-22 du 28 décembre 2003 portant loi de finances pour 2004, notamment son article 58.
- Décret exécutif n°02-34 du 14 janvier 2002 portant création "Algérie Poste".
- Instruction n°04 du 23 mars 2004, portant ouverture du compte n°401.002 « compte d'exécution des opérations réalisées au titre d'Algérie Poste ».

Les dispositions de l'article 58 de la loi de finances pour 2004 ont prononcé la clôture à compter du 1er janvier 2003, du budget annexe des P et T.

L'instruction visée en référence, a ouvert le compte n°401.002 « compte d'exécution des opérations au titre d'Algérie Poste.

Pour la réalisation des opérations d'apurement du solde du compte n°401.001 « compte courant au Trésor de l'agent comptable du budget annexe des PTT, il est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du groupe 4 compte général 40, le compte n°401.003 intitulé « compte de régularisation et d'apurement du solde du compte courant au Trésor de l'ex agent comptable du budget annexe des PTT ».

Ce compte qui est classé à la rubrique 14 de la situation statistique décadaire fonctionne dans les seules écritures de l'agent comptable central du Trésor et enregistre :

En crédit :

- le solde du compte 401.001 constaté au 31/12/2002 ;
- les versements de fonds en numéraire détenus par les P et T au 31/12/2002 et non reversés au Trésor à cette date.

Ces opérations seront réalisées par voie de contre partie sur balance d'entrée pour ce qui est du solde dégagé au compte 401.001 et sur écriture ferme pour les opérations de reversement de fonds.

En débit :

- les opérations de régularisation des avances consenties par le Trésor sur le compte 303.508 ligne 001 et non régularisées à la date du 31/12/2002 ;
- les régularisations diverses éventuelles ;
- les opérations d'apurement liées à la répartition des avoirs des comptes courants gérés par le Centre des chèques postaux et mis à la disposition du Trésor à la date du 31/12/2002 ;
- la régularisation par imputation au compte approprié, des sommes versées par les P et T postérieurement à la date du 31/12/2002.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction et me tenir informé de toutes difficultés éventuelles rencontrées.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Ministère de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication
- Algérie Poste
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°08 DU 19/03/2005

O B J E T : Mobilisation de créances et règlement des intérêts moratoires résultant de l'exécution de marchés publics nantis au profit de la Caisse de Garantie des Marchés Publics.

R E F E R : - Loi n°04-21 du 29 décembre 2004 portant loi de finances pour 2005, notamment son article 63.
- Décret présidentiel n°02-250 du 24 juillet 2002 modifié et complété portant réglementation des marchés publics, notamment ses articles 61,77, 97 et 98.
- Décret exécutif n°98-67 du 21 février 1998 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Garantie des Marchés Publics.

La Caisse de Garantie des Marchés Publics (CGMP) créée par décret exécutif n°98-67 du 21 février 1998 a été habilitée par les dispositions de l'article 98 du décret présidentiel n°02-250 du 24 juillet 2002 modifié et complété à intervenir dans le financement des marchés publics, par le paiement des situations ou factures au titre de la mobilisation de créances des entreprises titulaires de marchés publics.

En vertu des dispositions de l'article 77 du décret visé en référence portant réglementation des marchés publics, les intérêts moratoires résultant du défaut de mandatement des acomptes ou du solde dans les délais réglementaires, peuvent être rétrocédés à la Caisse de Garantie des Marchés Publics, chaque fois qu'elle est sollicitée pour la mobilisation de créances nées et constatées.

Conformément aux dispositions de l'article 63 de la loi de finances pour 2005, la Caisse de Garantie des Marchés Publics (CGMP) peut bénéficier des intérêts moratoires résultant de l'exécution des marchés publics nantis à son profit.

Les intérêts moratoires peuvent être réglés pour le compte de l'Etat par la Caisse de Garantie des Marchés Publics soit à son profit, soit au profit des entreprises cocontractantes.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités de mobilisation de créances et de règlement des intérêts moratoires y afférents, conformément aux dispositions légales et réglementaires visées ci-dessus.

I- MOBILISATION DE CREANCES

La mobilisation de créances est consentie lorsque le marché est nanti au profit de la Caisse de Garantie des Marchés Publics.

Cette mobilisation de créance s'entend comme une avance de trésorerie octroyée par la Caisse de Garantie des Marchés Publics à toute entreprise titulaire d'un marché public, chaque fois que le service contractant (ordonnateur) n'aura pas procédé au mandatement des avances, acomptes ou soldes, résultant de l'exécution du marché dans les délais mentionnés à l'article 77 du décret présidentiel n°02-250 précité.

L'avance de trésorerie n'est effectuée que pour les créances nées et constatées par une attestation de droits à paiement délivrée par l'ordonnateur suivant modèle joint à la présente instruction (annexe n°1).

A cet effet, les ordonnateurs devront délivrer aux entreprises cocontractantes qui désirent solliciter la mobilisation de leurs créances auprès de la Caisse de Garantie des Marchés Publics, les documents ci-après :

- l'exemplaire unique du Marché ;
- une attestation de droit à paiement pour les créances reconnues (dont une copie doit être jointe au mandat de paiement) ;
- un exemplaire de la ou des situations concernées dûment visées et approuvées.

II- NANTISSEMENT DES MARCHES PUBLICS

La mobilisation de créances ayant pour objet de mettre à la disposition des entreprises titulaires de marchés publics nantis au profit de la CGMP, la trésorerie nécessaire à leur exécution dans les délais les plus courts, les comptables publics assignataires sont tenus de veiller à ce que les actes de nantissement au profit de la CGMP qui leur sont présentés fassent l'objet d'un accusé de réception dans un délai n'excédant pas huit (08) jours.

Ces comptables doivent également informer la CGMP après chaque admission en dépense d'un mandat afférent à un marché nanti en faveur de cette dernière, en transmettant par fax au trésorier de wilaya auprès duquel est domiciliée la direction régionale de la CGMP et à la direction régionale concernée, un bordereau de versement de fonds conforme au modèle joint en annexe n°4.

Pour chaque nantissement, les services de la CGMP transmettront au comptable assignataire désigné dans le marché, un dossier comprenant :

- l'acte de nantissement ;
- un exemplaire du marché revêtu de la formule formant titre de nantissement ;
- un bordereau de notification de nantissement conforme un modèle joint en annexe n°2 ;
- une déclaration de subrogation au profit de la CGMP (annexe n°3).

Ce dernier document permet la libération entre les mains de la CGMP de toute somme due au titre du marché nanti, sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'avenant pour changement de domiciliation bancaire.

III- REGLEMENT DES INTERETS MORATOIRES

Les intérêts moratoires sont calculés par la CGMP dès réception du bordereau de versement de fonds transmis par le comptable assignataire. Leur montant est arrêté en fonction du montant de chaque mandat, du délai de retard exprimé en jours francs et du taux d'intérêts des crédits bancaires à court terme.

Le mémoire des intérêts moratoires comportera distinctement les montants acquis à la CGMP et ceux qui devront être reversés à l'entreprise (annexe n°6).

Le règlement des intérêts est effectué à partir du compte de dépôt de fonds ouvert auprès du trésorier central au nom de la CGMP.

Les opérations enregistrées à ce compte feront l'objet d'un bordereau de dépenses conforme au modèle joint en annexe n°07, appuyé des documents ci-après :

- bordereau de notification de nantissement de marché (annexe n°2) ;
- déclaration de rétrocession des intérêts moratoires (annexe n°5) ;
- copie de l'attestation de droits à paiement (annexe n°1) ;
- mémoires d'intérêts moratoires (annexe n°6).

Les opérations de règlement des intérêts moratoires effectuées dans le cadre de la présente instruction, feront l'objet d'une situation détaillée que la CGMP transmettra trimestriellement à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget du Ministère des Finances.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Caisse de Garantie des Marchés Publics
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale des Impôts
- Direction Générale du Domaine National
- Direction Générale des Douanes
- Ministères
- Walis
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de
 Wilaya de.....
 Direction de.....
 Sous Direction de.....

ATTESTATION DE DROITS A PAIEMENT

Nous (1).....
 Attestons par la présente que l'entreprise (2).....

 A déposé auprès de nos services en date du.....une situation
 De travaux ou facture d'un montant net de (3).....

 En exécution du marché n°.....du.....
 Visé sous le n°..... le..... conclu dans le cadre de la
 réalisation de l'opération n°.....portant sur.....

 Inscrite à la nomenclature des investissements de (5).....
et certifions qu'elle ouvre droit à paiement et qu'elle peut faire l'objet d'une
 mobilisation de créances auprès de la Caisse de Garantie des Marchés Publics (CGMP), conformément aux
 dispositions de l'article 98 du décret présidentiel n°02-250 du 24 juillet 2002, modifié et complété portant
 réglementation des marchés publics.

Pour servir et valoir ce que de droit
 Fait àle.....
 (Signature et cachet humide)

- (1) nom, prénom et fonction
 (2) nom ou raison sociale
 (3) montant net en TTC en chiffres et en lettre
 (4) intitulé de l'opération
 (5) préciser le maître de l'ouvrage

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
CAISSE DE GARANTIE DES MARCHES PUBLICS

Direction Régionale de.....

**BORDEREAU DE NOTIFICATION DE
NANTISSEMENT DE MARCHÉ PUBLIC**

Monsieur le trésorier.....

Conformément aux dispositions de l'article 97 du décret présidentiel n° 02-250 du 24 juillet 2002 modifié et complété portant réglementation des marchés publics, nous avons l'honneur de vous signifier la notification du marché visé ci-dessous consenti en notre faveur par (nom ou raison sociale).....

Domiciliée à.....
- n° du marché.....
- objet du marché.....
- montant du marché.....
- date de signature.....
- durée d'exécution.....
- service contractant.....
- procédure de passation.....
- visa de la commission des marchés n°..... date

Vous trouverez joint au présent bordereau

- l'exemplaire unique du marché suscité ;
- deux actes de nantissement dûment signé par les deux parties et enregistrés auprès des services de l'administration de l'enregistrement et du timbre de la wilaya de.....
- une déclaration de subrogation de la Caisse de Garantie des Marchés Publics dûment signée par le titulaire du marché.

Nous vous prions de bien vouloir,

- nous en accuser réception par lettre recommandée ;
- nous faire retour d'un exemplaire de l'acte de nantissement dûment visé par vos soins ;
- verser toute somme due à l'entreprise dans le cadre de ce marché, au compte de dépôt de fonds n°.....ouvert au nom de la caisse de garantie des marchés publics dans les écritures du trésorier de la wilaya de.....

En vous remerciant de votre aimable collaboration, veuillez croire Monsieur le trésorier à l'expression de nos salutations distinguées.

DECLARATION DE SUBROGATION

Je soussigné (1).....
 agissant pour le compte de (2).....
 domiciliée à (3).....
 en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par décision ou acte établi le
 déclare par la présente accepter que toutes les sommes qui seront dues
 à l'entreprise dans le cadre du marché n°.....
 du.....d'un montant de.....
 conclu avec.....
 Pour la réalisation de.....

Soient libérées entre les mains de la Caisse de Garantie des Marchés Publics et ce en vertu du
 nantissement du dit marchés conformément à l'article 97 du décret présidentiel n°02-250 du 24 juillet 2002
 modifié et complété portant réglementation des marchés publics.

Fait à....., le.....

Signature
(cachet humide)

(1) *Nom, prénom, fonction*

(2) *Raison sociale*

(3) *Adresse*

**BORDEREAU DE VIREMENT DE FONDS
SUR MARCHES NANTIS EN FAVEUR DE LA CGMP**

Emetteur :

Destinataire :

Bénéficiaire : Caisse de Garantie des Marchés Publics- compte n°

Ordonnateur	N° du mandat	Date de dépôt	date d'admission en dépenses	N° de l'opération	Intitulé de l'opération	N° du marché	Objet du marché	nom ou raison sociale de l'entreprise	N° de la situation de travaux	Mantant

**DECLARATION DE RETROCESSION DES
INTERETS MORATOIRES**

Je soussigné (1).....
 agissant pour le compte de (2).....

 domiciliée à (3).....
 en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par décision ou acte établi le..... déclare
 rétrocéder à la Caisse de Garantie des Marchés Publics, les intérêts moratoires dus sur toute somme ayant
 fait l'objet d'un crédit de mobilisation de créance en vertu du contrat
 n°.....conclu.....entre.....et la Caisse de Garantie des
 Marchés Publics et ce, conformément à l'article 77 du décret présidentiel n°02-250 du 24 juillet 2002 modifié
 et complété portant réglementation des marchés publics.

Fait à....., le.....
 Signature
 (cachet humide)

- (1) *Nom, prénom, fonction*
 (2) *Raison sociale*
 (3) *Adresse*

CAISSE DE GARANTIE DES MARCHES PUBLICS

Direction Régionale de.....

MEMOIRE D'INTERETS MORATOIRES

- Attestation de droits à paiement n°.....du.....
 D'un montant de.....
 - Ordonnateur :.....
 - Entreprise :.....

N° d'ordre	Nature de la prestation	Montant	Nombre de jours	Taux d'intérêt	Montant
1	Avance consentie				
2	Solde sur attestation de droits à paiement				
	Total HT TVA				
	TOTAL TTC				

Arrêté le présent mémoire à la somme (en lettres

Fait à....., le.....
 Signature
 (cachet humide)

**ETAT RECAPITULATIF DES INTERETS
MORATOIRES PERÇUS**

Période du au

N° du mémoire	montant	Montant de la situation	N°du marché	Objet du marché	Nom ou raison sociale de l'entreprise	Désignation de l'ordonnateur	Désignation du comptable

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 09 DU 19/03/2005

O B J E T : Imputation du produit de cession des biens immobiliers appartenant à l'Etat et aux O.P.G.I.

R E F E R : - Loi n°2000-06 du 23 décembre 2000 portant loi de finances pour 2001, notamment son article 41.
- Loi n°01-21 du 22 décembre 2001 portant loi de finances pour 2002, notamment son article 209.
- loi n°03-22 du 28 décembre 2003 portant loi de finances pour 2004, notamment son article 65.
- Instruction interministérielle relative aux conditions, modalités et procédures de cession des biens immobiliers appartenant à l'Etat et aux O.P.G.I, réceptionnés ou mis en exploitation avant le 1er janvier 2004.

Pour permettre l'individualisation dans les écritures des trésoriers du produit objet des textes visés ci-dessus, il est ouvert au sein des comptes ci-après, les lignes suivantes :

- **Compte 201.006** « produit et revenus des Domaines »
- **Ligne 06-67** « produit cession biens immobiliers appartenant à l'Etat mis en exploitation avant le 01/01/2004 »
- **Compte 201.007** « produit divers du Budget »
- **Ligne 07-101** « produit cession biens immobiliers appartenant aux O.P.G.I mis en exploitation avant le 01/01/2004, notamment ceux réalisés sur concours temporaire de l'Etat ».

Ces lignes seront retracées dans les registres auxiliaires des comptables publics assignataires et ne figurent pas en tant que telle dans la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction et me tenir informé des difficultés éventuelles rencontrées.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Domaine National
(et notification aux receveurs des Domaines)
- Directions Régionales du Trésor

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°10 DU 28/03/2005

O B J E T : Modalités de comptabilisation du produit de la provision pour
remise en état des lieux instituée par la loi minière.

R E F E R : - Loi n°01.10 du 03 juillet 2001 portant loi minière, notamment son article 176.

- Loi n°04.21 du 29 décembre 2004 portant loi de finances pour 2005, notamment son article 55.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités de versement et de comptabilisation du produit de la provision pour remise en état des lieux, instituée par la loi minière visée en référence.

I- DISPOSITIONS GENERALES

Les dispositions de l'article 176 de la loi n°01.10 du 03 juillet 2001 portant loi minière, font obligation aux entreprises chargées des activités d'exploitation minière, de constituer annuellement une provision de remise en état des lieux, dont le montant doit être consigné au Trésor dans un compte séquestre productif d'intérêts.

La loi de finances visée en référence, précise dans son article 55 que ce compte est productif d'intérêts calculés par référence aux taux des valeurs d'Etat à un an.

II- DISPOSITIONS COMPTABLES

II-1/ Imputation du produit de la provision

Pour permettre la comptabilisation du produit de la provision visée ci-dessus, il est ouvert à la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du groupe 4, compte général 40, section 3, le compte particulier n° 403.004 intitulé «dépôt au Trésor avec intérêts - compte séquestre».

Ce compte figure à la rubrique 16 de la situation statistique décadaire et fonctionne dans les écritures de l'ensemble des trésoriers de wilaya.

Le compte 403.004 est subdivisé en lignes ouvertes au titre de chaque entreprise déposante. Ces lignes ne figureront pas en tant que telles à la nomenclature des comptes du Trésor et seront retracées dans la comptabilité auxiliaire des trésoriers de wilaya assignataires.

II-2/ Dépôt au Trésor du montant de la provision

Sont concernés par ces dépôts, les entreprises exerçant des activités minières d'exploitation définies aux articles 18,19,20 et 22 de la loi minière susvisée, sur la base d'une autorisation délivrée par le Ministère de l'Energie et des Mines ou l'Agence Nationale du Patrimoine Minier (ANPM), dès la mise en place de cette structure.

Les opérations de dépôt en la matière doivent être effectuées à la caisse du trésorier de la wilaya du lieu de localisation de l'exploitation minière, sur la base d'un dossier comportant les documents ci-après :

- Titre ou autorisation d'exploitation valide, délivrée par l'autorité habilitée ;

- statut de l'entreprise précisant la qualité du gestionnaire dûment accrédité ;
- référence de l'identification fiscale ;
- déclaration de versement de la provision, au titre d'un exercice donné établie par l'entreprise déposante.

Le dépôt de la provision donne lieu à la délivrance par le trésorier de wilaya concerné, d'un récépissé de versement indiquant la partie versante, le montant déposé ainsi que l'exercice auquel se rapporte le versement de la provision.

Afin de faciliter les modalités de calcul des intérêts, le dépôt de la provision doit intervenir le 15 avril de l'année.

II-3/ Retrait de la provision

Les retraits des montants nécessaires à la remise en état graduelle des lieux, interviendront au début de chaque exercice au plus tard le 25 janvier du dit exercice, à la demande de l'entreprise concernée après accord de l'Agence Nationale de la Géologie et du Contrôle Minier.

Cet accord est formalisé à travers un document établi par les structures habilitées précitées, précisant notamment l'entreprise concernée et le montant du retrait à opérer qui doit correspondre à celui déterminé dans le plan de gestion environnementale pour effectuer les travaux de remise en état des lieux qui ont été prévus pour le dit exercice.

Le dossier que l'entreprise doit présenter au trésorier de wilaya à l'occasion du retrait, se compose de la demande formulée par l'entreprise et de l'accord susvisés.

II-4/ Règlement des intérêts

Conformément aux dispositions de l'article 55 de la loi de finances pour 2005, les intérêts à servir dans ce cadre, sont calculés par référence au taux des valeurs d'Etat à un (01) an, à savoir 3,1 %.

Les modalités de calcul, de règlement et de prise en charge des intérêts seront précisées ultérieurement.

III- DISPOSITIONS DIVERSES

Pour permettre le suivi des opérations de dépôts effectués dans le cadre de la présente instruction et le calcul des intérêts produits par ces dépôts, une situation détaillée par entreprise du compte 403.004 sera transmise mensuellement par les trésoriers de wilaya à la Direction Générale du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Ministère de l'Energie et des Mines
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°11 DU 13/04/2005

O B J E T : Comptabilisation des produits miniers.

R E F E R : Loi n°01-10 du 03/07/2001 portant loi minière.
Instruction n°06 du 28/02/2005.

Les dispositions de l'instruction n°06 du 28/02/2005 ont ouvert au sein du compte 500.019 « transfert produits de taxes au trésorier principal pour compte fonds commun des collectivités locales », les lignes 11-12 et 13 à l'effet de permettre la comptabilisation et la répartition des droits et taxes des produits miniers.

Pour permettre l'individualisation et la comptabilisation définitive des produits en question, il est ouvert au sein du compte 302.020 « Fonds de solidarité des collectivités locales » les lignes ci-après :

- Ligne 003 :** « Produit de 50% de la taxe superficière »
Ligne 007 : « Produit de 20% de la redevance d'extraction »
Ligne 018 : « Produit de 09% de l'IBM »

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°12 DU 13/04/2005

O B J E T : Réaménagement du compte 403.001 « dépôt au Trésor sans intérêts- organismes divers ».

R E F E R : - Décision n°04 du 18/08/2004 de Monsieur le Chef du Gouvernement.
- Loi n°04-21 du 29/12/2004 portant loi de finances pour 2005, notamment son article 81.

Les dispositions de la décision n°04 du 18/08/2004 de Monsieur le Chef du Gouvernement, ont fait obligation aux caisses publiques de sécurité sociale et organismes assimilés de déposer leurs avoirs au Trésor.

L'article 81 de la loi visée en référence, a déterminé les proportions et les emplois de placement des disponibilités des organismes de sécurité sociale.

Pour permettre l'individualisation dans les écritures du Trésor des dépôts des organismes de sécurité sociale, la structure du compte n°403.001 « dépôts au Trésor sans intérêts- organismes divers » est réaménagée comme suit :

- compte 403.001 « dépôts au Trésor sans intérêts »
- ligne 001 « organismes divers »
- ligne 002 « caisses et organismes de sécurité sociale »

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Principale

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°13 DU 13/04/2005

O B J E T : Comptabilisation du produit des prêts octroyés à la Caisse Nationale du Logement.

R E F E R : Lettre n°325/MF/DGT/DFIET du 21/03/2005 de la Direction Générale du Trésor.

Pour permettre la consolidation en prêts, des avances consenties par le Trésor à la Caisse Nationale du Logement, dans le cadre du financement du programme de 55.000 logements au titre de la location vente, il est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au sein du compte n°304.005 « Prêts à l'Habitat », la ligne ci-après :

- **Ligne 005 :** « Prêts à la Caisse Nationale du Logement (programme location/vente) ».

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N°1 DU 03/05/2005 MODIFIANT ET
COMPLETANT LES DISPOSITIONS DE L'INSTRUCTION
N° 28 DU 21 SEPTEMBRE 1996**

O B J E T : Acquisition par l'Etat de biens immobiliers auprès de promoteurs publics ou privés.

R E F E R : - loi n° 82-314 du 30 Décembre 1982 portant loi de finances pour 1983,
notamment ses articles 157 et suivants.

- Décret exécutif n° 91-454 du 23 décembre 1991, notamment son article 15.

- Instruction DGC/DGDN n° 28 du 21 Septembre 1996 modifiée et complétée, portant acquisition
par l'Etat de biens immobiliers auprès de promoteurs publics ou privés.

Les dispositions transitoires prévues par l'instruction n° 28 du 21 septembre 1996 citée en référence, sont
prorogées jusqu'au 31 Décembre 2005

Le Directeur Général
de la comptabilité

M. BOUTTABA

Le Directeur général
du Domaine National

M. BENMERADI

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N°14 DU 14/05/2005 MODIFIANT ET
COMPLETANT L'INSTRUCTION N°09 DU 19 MARS 2005**

O B J E T : Imputation du produit de cession des biens immobiliers appartenant à l'Etat et aux O.P.G.I.

R E F E R : - Instruction n°09 du 19 MARS 2005.

Les dispositions de l'instruction visée en référence sont modifiées et complétées comme suit :

- Compte 201.006 :

-Ligne 06.67 « produit sans changement jusqu'à à l'Etat, réceptionnés ou mis en exploitation avant le 1er janvier 2004 ».

- Compte 201.007 :

Ligne 07-101 « produit sans changement jusqu'à aux OPGI, réceptionnés ou mis en exploitation avant le 1er janvier 2004, notamment ceux réalisés sur concours temporaire de l'Etat ».

Le reste des dispositions de l'instruction n° 09 du 19 mars 2005 demeure sans changement.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Domaine National (et notification aux receveurs des domaines)
- Directions Régionales du Trésor

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°15 DU 16/05/2005

O B J E T : Prêt Agence Française de Développement « Financement projet de restructuration de quartiers dégradés».

R E F E R : - Instruction n°28 du 23/09/2003.

Pour permettre l'individualisation dans les écritures de l'Agent comptable central du Trésor, des opérations découlant du prêt intervenu entre l'Algérie et l'Agence française de Développement pour le financement du projet de restructuration de quartiers dégradés, la structure des comptes 335.026 et 432.104 intitulés « prêt de l'Agence française de développement » est réaménagée compte suit :

- Compte 335.026 :

Ligne 001 : convention du 02/03/2003 « projet de restructuration de quartiers dégradés ».
Ligne 002 : convention du 02/03/2003 « projet transfert d'eau potable TAKSEBT/ALGER»
Ligne 003 : convention du 04/06/2004 «projet programme de reconstruction des zones touchées par le séisme du 21/05/2003 ».

- Compte 432.104 :

Ligne 001 : convention du 02/03/2003 « projet de restructuration des quartiers dégradés ».
Ligne 002 : convention du 02/03/2003 « projet transfert d'eau potable TAKSEBT/ALGER ».
Ligne 003 : convention du 04/06/2004 «projet programme de reconstruction des zones touchées par le séisme du 21/05/2003 ».

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N°16 DU 17/05/2005 MODIFIANT ET COMPLETANT LES
DISPOSITIONS DE L'INSTRUCTION N°18 DU 23/04/2003**

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.105 "Fonds du patrimoine public minier".

REFER : - Loi n°2000-06 du 23/12/2000 portant loi des finances pour 2001, notamment son article 62.
- Loi n°01-10 du 3/07/2001 portant loi minière, notamment son article 154.
- Loi n° 02-11 du 24/12/2002 portant loi des finances pour 2003, notamment son article 126.
- Loi n° 04-21 du 29/12/2004 portant loi de finances pour 2005 notamment son article 73.
- Décret exécutif n°03.105 du 05/03/2003 modifié et complété fixant les modalités de fonctionnement du compte 302.105 « Fonds du patrimoine public minier ».
- Décret exécutif n°05.135 du 24/04/2005 modifiant et complétant le décret exécutif n°03.105 susvisé.
- Instruction n°18 du 23/04/2003.

En application de l'article 73 de la loi de finances pour 2005 visée en référence, les dispositions du titre II de l'instruction n°18 du 23/04/2003 sont modifiées et complétées comme suit :

II- DISPOSITIONS COMPTABLES

Le compte n°302.105 retrace:

En Recettes:

..... (sans changement jusqu'à)

- tous autres produits liés aux activités minières notamment ceux provenant des adjudications des titres miniers à hauteur de 60%.

En dépenses :

..... (sans changement).....

Le reste des dispositions de l'instruction n°18 du 23/04/2003 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Energie et des Mines
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N°17 DU 17/05/2005 MODIFIANT ET
COMPLETANT L'INSTRUCTION N°16 DU 17/10/1995**

O B J E T : Fonctionnement du compte 302.069 "Fonds spécial de solidarité nationale".

R E F E R : - Ordonnance n°93.01 du 19/01/1993 portant loi de finances pour 1993 notamment son article 136 ;
- Ordonnance n°95.27 du 30/12/1995 portant loi de finances pour 1996 notamment son article 190 ;
- Ordonnance n°96.14 du 24/06/1996 portant loi de finances complémentaire notamment son article 17 ;
- Ordonnance n°96.31 du 30/12/1996 portant loi de finances pour 1997 notamment ses articles 44 et 64 ;
- Loi n°03.22 du 28/12/2003 portant loi de finances pour 2004 notamment son article 61.
- Loi n°04-21 du 30 décembre 2004 portant loi de finances pour 2005 notamment son article 79.
- Décret exécutif n°94.310 du 08/10/1994 modifié et complété relatif aux modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.069 "Fonds spécial de solidarité nationale".
- Décret exécutif n°05.133 du 24/04/2005 modifiant et complétant le décret exécutif n°94.310 susvisé.
- Instruction n°16 du 17/10/1995 modifiée et complétée ;

En application de l'article 79 de la loi de finances pour 2005, les dispositions de l'instruction n°16 du 17/10/1995 visée en référence sont modifiées et complétées comme suit :

Le compte 302.069 enregistre :

En recettes :

Ligne 001 :

..... (sans changement)

En dépenses :

Ligne 001 :

- l'aide financière de l'Etat au titre de la solidarité nationale
- l'aide de l'Etat à travers les associations de bienfaisance et sociales.

Le reste des dispositions de l'instruction n°16 du 17/10/1995 demeure sans changement .

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Direction de l'Administration des Moyens au Ministère chargé de la solidarité nationale
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N°18 DU 17/05/2005 MODIFIANT ET
COMPLETANT LES DISPOSITIONS DE L'INSTRUCTION
N°85 DU 22/09/1991 MODIFIEE ET COMPLETEE**

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.042 "Fonds de calamités naturelles et de risques technologiques majeurs".

REFER : - Loi n°83.19 du 18/12/1983 portant loi des finances pour 1984, notamment son article 33.
- Loi n°89.26 du 31/12/1989 portant loi de finances pour 1990, notamment son article 145.
- Loi n°99.11 du 23/12/1999 portant loi de finances pour 2000 notamment son article 93.
- Loi n° 04-21 du 29/12/2000 portant loi de finances pour 2005 notamment son article 76.
- Décret exécutif n°90.402 du 15/12/1990 modifié et complété, portant organisation et fonctionnement du fonds de calamités naturelles et de risques technologiques majeurs,
- Décret exécutif n°05.131 du 24/04/2005 modifiant et complétant et le décret exécutif n°90.402 susvisé.
- Instruction n°85 du 22/09/1991, modifiée et complétée.

En application de l'article 76 de la loi de finances pour 2005 sus visée, les dispositions du titre I de l'instruction n°85 du 22/09/1991 sont modifiées et complétées comme suit :

En Recettes:

- Une dotation du budget de l'Etat
- La contribution de réserve légale de solidarité instituée par l'article 162 de la loi n°82.14 du 30/12/1982 portant loi de finances pour 1983.
- Les produits des amendes infligées pour non respect des obligations légales d'assurance à l'exception de celles relatives à l'assurance automobile.
- toutes autres ressources, contributions ou subventions.

En dépenses :

..... (sans changement)

Le reste des dispositions de l'instruction n°85 du 22/09/1991 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales
- Walis
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N°19 DU 17/05/2005 MODIFIANT ET
COMPLETANT LES DISPOSITIONS DE L'INSTRUCTION
N°25 DU 13/07/1992**

O B J E T : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.062 "Bonification du taux d'intérêts sur les investissements".

R E F E R : - Loi n°90.36 du 31/12/1990 portant loi des finances pour 1991, notamment son article 142.
- Loi n°98.12 du 31/12/1998 portant loi de finances pour 1999, notamment son article 89.
- Loi n°04-21 du 29/12/2004 portant loi de finances pour 2005, notamment ses articles 77 et 86.
- Décret exécutif n°94.228 du 27/07/1994 modifié et complété fixant les modalités de fonctionnement du compte 302.062 .
- Décret exécutif n°05.132 du 24/04/2005 modifiant et complétant le décret exécutif n°94.228 susvisé.
- Instruction n°25 du 13/07/1992 modifiée et complétée.

En application des articles 77 et 86 de la loi de finances pour 2005 susvisée, les dispositions du titre II de l'instruction n°25 du 13/07/1992 sont modifiées et complétées comme suit :

Le compte 302.062 enregistre.

En Recettes:

..... (sans changement jusqu'à) soutien au micro crédit
- les dotations inscrites au budget de fonctionnement du Ministère chargé de l'environnement et destinées au soutien des crédits destinés à l'environnement et à la dépollution.

En dépenses :

- les dépenses destinées aux crédits destinés à l'environnement et à la dépollution.
- Le coût du financement de la bonification du taux d'intérêts sur les prêts octroyés par les établissements de crédits pour la reconstruction ou la réhabilitation d'habitations touchées par le séisme du 21/ mai 2003.
- Versement de la bonification du taux d'intérêts sur les prêts octroyés par les Banques aux petites et moyennes entreprises dans la phase de création ou d'extension d'activités.

Le reste des dispositions de l'instruction n°25 du 13/07/1992 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N°20 DU 17/05/2005 MODIFIANT ET
COMPLETANT LES DISPOSITIONS DE L'INSTRUCTION
N°22 DU 11/09/2000**

O B J E T : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.102 "Fonds de promotion de la compétitivité industrielle".

R E F E R : - Loi n°99.11 du 23/12/1999 portant loi des finances pour 2000, notamment son article 92.
- Loi n°04-21 du 30/12/2004 portant loi de finances pour 2005 notamment son article 75.
- Décret exécutif n°2000.192 du 16/07/2000 modifié et complété fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.102 "Fonds de promotion de la compétitivité industrielle".
- Décret exécutif n°05.134 du 24/04/2004 modifiant et complétant le décret n°2000.192 susvisé.
- Instruction n°22 du 11/09/2000.

En application de l'article 75 de la loi de finances pour 2005 susvisée, les dispositions du titre II de l'instruction n°22 du 11/09/2000 sont modifiées et complétées comme suit :

II- DISPOSITIONS COMPTABLES

Le compte n°302.102 retrace:

En Recettes:

- Les dotations du budget de l'Etat .
- Les dons et legs.

En dépenses :

- (sans changement)

Le reste des dispositions de l'instruction n°22 du 11/09/2000 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Instruction et de la Restructuration
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya

INSTRUCTION N°21 DU 29/05/2005

OBJET : Modalités de mise en œuvre des opérations entrant dans le cadre du programme spécial de reconstruction suite au séisme du 21 mai 2003.

REFER : - Loi n°03-05 du 14 juin 2003 portant loi de finances complémentaire pour 2003, notamment son article 05.
- Décret exécutif n°03-252 du 22 juillet 2003 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-115 « compte de gestion des opérations du programme spécial de reconstruction ».
- Décret exécutif n°03-259 du 23 juillet 2003 relatif à la répartition par Secteur des crédits de paiement et des autorisations de programme prévus au titre du compte d'affectation spéciale n°302-115 « compte de gestion des opérations du programme spécial de reconstruction ».
- Instruction n°21 du 25/07/2001.
- Instruction n°26 du 14 septembre 2003.
- Contrat de financement passé en date du 11 décembre 2003 entre la Banque Européenne d'investissement (BEI) et la Banque Algérienne de Développement (BAD).
- Lettre d'engagement n°505/MF/ du 08/12/2003 de Monsieur le Ministre des Finances.

La gestion des opérations liées au programme spécial de reconstruction est réalisée à travers le compte d'affectation spéciale n°302-115 « compte de gestion des opérations du programme spécial de reconstruction » créé par l'article 05 de la loi n°03-05 du 14 juin 2003 portant loi de finances complémentaire pour 2003.

En vertu de la convention passée entre la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et la Banque Algérienne de Développement (BAD), des projets entrant dans le cadre du programme précité, sont financés sur emprunt extérieur.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application des opérations liées à ce programme, transférées de la gestion trésor en gestion BAD.

I - DISPOSITIONS GENERALES

I - 1/ Mise en place des crédits de paiement :

Les crédits de paiement mis en place au titre de l'année 2004 pour le programme spécial de reconstruction sont transformés en programme « financement extérieur - gestion BAD ».

Chaque opération inscrite en 2004 en « programme reconstruction » et transformée en « programme financement extérieur - gestion BAD », doit impérativement comporter les éléments suivants :

- le numéro de la décision programme de notification ;
- le numéro, le libellé ainsi que l'autorisation de programme de l'opération concernée ;
- les crédits de paiement mis en place en 2004 en distinguant :
- les montants consommés,
- les reliquats dégagés sur l'opération.

Ces éléments nécessaires à l'établissement des décisions de transformation des crédits de paiement, sont transmis par les ordonnateurs concernés et présentés par l'Unité de Gestion de Projet (UGP) à la Direction Générale du Budget, aux fins d'établissement desdites décisions.

I - 2/ Notification des décisions :

Les décisions de transformation des crédits de paiement établies dans les conditions décrites au point 1 ci-dessus, sont notifiées aux organes suivants :

- les ordonnateurs gestionnaires des crédits ;
- le trésorier central ;
- le trésorier de Wilaya concerné ;
- l'agent comptable central du Trésor ;
- la Banque Algérienne de Développement.

II - DISPOSITIONS COMPTABLES

II - 1/Rôle des trésoriers de wilaya

II - 1 - A/ Régularisation des écritures des trésoriers de wilaya

Les décisions portant transformation en financement extérieur (gestion BAD) des crédits destinés au programme spécial de reconstruction, impliquent impérativement le transfert au trésorier central de l'ensemble des opérations effectuées initialement par les trésoriers de wilaya assignataires par imputation au compte d'affectation spéciale n°302-115 « programme spécial de reconstruction »,

Dès réception des décisions portant transformation en financement extérieur (gestion BAD) des crédits inscrits initialement pour la réalisation du programme spécial de reconstruction, les trésoriers de wilaya concernés procéderont à la passation à la date du 31 décembre 2004, par voie de contrepartie, des opérations comptables suivantes, à concurrence des crédits disponibles à la date du 02 janvier 2004 au titre du programme spécial de reconstruction :

- réduire débit compte n°202-010 « dépenses d'équipement au titre du programme spécial de reconstruction », ligne du secteur concerné, à concurrence du montant des crédits reconvertis en financement extérieur (gestion BAD) ;
- réduire crédit compte n°302-115 « programme spécial de reconstruction », ligne de l'ordonnateur concerné ;

Pour les crédits consommés au titre de la gestion 2004, les trésoriers de wilaya concernés effectueront à la date du 31 décembre 2004, l'écriture comptable suivante par voie de contrepartie :

- réduire débit compte n°302-115, ligne de l'ordonnateur concerné ;
- Forcer débit compte n°322-001 « dépenses à imputer aux comptes d'affectation spéciale ».

II - 1 - B/ Transfert des pièces de dépenses au trésorier central

La transformation en gestion BAD (financement extérieur) des opérations liées au programme spécial de reconstruction implique, pour les crédits consommés, le transfert par les trésoriers de wilaya concernés au trésorier central, de l'ensemble des pièces justificatives y afférentes.

Cette opération de transfert implique pour les comptables publics assignataires la réalisation par opération ferme à la date du 31 décembre 2004, de l'écriture comptable suivante :

- débit compte n°510-005 ligne 001 « dépenses diverses à transférer aux comptables principaux » ;
- crédit compte n°322-001 « dépenses à imputer aux comptes d'affectation spéciale »

II - 2/ Rôle du trésorier central

II - 2 - A/ Mise en place des crédits au titre du financement extérieur

Dès réception des décisions portant transformation des crédits en gestion BAD émanant de la Direction Générale du Budget, le trésorier central passera par opération ferme à la date du 31 décembre 2004, l'écriture comptable ci-après :

- débit compte n°202-003 « dépenses d'équipement réalisées par la BAD » ;
- crédit compte n°302-104 ligne 002 « compte de gestion des opérations d'investissements publics financées sur des emprunts extérieurs ».

II - 2 - B/ Prise en charge des pièces de dépenses transférées par les trésoriers de wilaya

Dès réception des transferts des pièces de dépenses émanant des trésoriers de wilaya concernés, le trésorier central passera par écriture ferme à la date du 31 décembre 2004, l'opération comptable ci-après :

- crédit compte n°510.005 ligne 002
- débit ligne 302-104 ligne 002.

III – Dispositions particulières aux opérations relevant du secteur de l'habitat, restant à réaliser en 2004 au titre du programme spécial de reconstruction reconverties en gestion BAD

Les opérations entrant dans le cadre de ce programme et dont la gestion a été confiée à la Caisse Nationale du Logement (CNL), continuent à être exécutées sur la base d'une convention à conclure entre cette dernière et la Banque Algérienne de Développement (BAD).

III - 1/ Mise en place des fonds au niveau de la CNL

Pour permettre à la CNL de procéder aux opérations de paiement liées à la réalisation des projets et à la demande de celle-ci, la BAD procédera à des appels de fonds auprès du trésorier central, dont le montant ne doit pas excéder le montant des crédits de paiement mis en place au titre du programme dans la limite de l'autorisation de programme y afférente.

Ces appels de fonds sont pris en charge par le trésorier central par imputation au compte n°322-001 et leur montant versé à la BAD, laquelle procédera à son virement au profit de la CNL.

Après réalisation des opérations de paiement mises à sa charge dans ce cadre, la CNL transmettra les justifications de ces paiements à la BAD.

Mensuellement la BAD produira au trésorier central en trois exemplaires, une situation détaillée de ces paiements faisant ressortir notamment :

- les crédits de paiement ouverts par chapitres ;
- les dépenses réalisées par opérations ;
- les dépenses antérieures ainsi que les dépenses totales ;
- le solde des crédits de paiement disponibles.

Après exploitation de cette situation par le trésorier central, son montant fera l'objet d'un ordonnancement par la Direction de l'Administration des Moyens auprès de la Direction Générale de la Comptabilité (Ministère des Finances).

L'ordonnance de paiement émise dans ce cadre sera, après les contrôles réglementaires d'usage, prise en charge par le trésorier central par imputation au crédit du compte n°322-001 par le débit du compte n°302-104 ligne 002, rubrique du secteur concerné.

IV – Mobilisation de l’Emprunt :

- Sur la base des justifications de dépenses produites la CNL, la BAD provoque le versement par la BEI de la tranche du prêt et procède ensuite à son virement au profit de l’ACCT.
- Dès réception de ce virement, l’ACCT procédera à l’imputation de son montant au crédit du compte de dette approprié.

V - Remboursement de l’emprunt

A l’échéance et à la demande de la BAD, l’agent comptable central du Trésor procédera au virement de l’échéance en principal et intérêt. Le montant du principal sera réglé par imputation sur le compte de dette approprié, tandis que l’échéance en intérêt sera prise en charge sur les crédits du budget des charges communes, dans les conditions réglementaires habituelles.

J’attache du prix à une stricte application des dispositions de la présente instruction

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence comptable centrale du Trésor
- trésorerie centrale
- trésorerie principale
- trésoreries de wilayas
- Banque Algérienne de Développement

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale des Relations Financières Extérieures
- Ministères
- Wilayas
- Directions Régionales du Trésor

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°22 DU 07/06/2005

O B J E T : Ouverture de lignes au sein du compte 304.609 « Prêts au budget annexe des PTT ».

R E F E R : - Loi n°2000.03 du 05 août 2000 fixant les règles générales relatives à la poste et aux télécommunications.
- Loi n° 03.22 du 28 décembre 2003 portant loi de finances pour 2004 notamment son article 58.
- Décret exécutif n°02-43 du 14 janvier 2002 portant création d'Algérie Poste.
- Résolution du Conseil national aux participations de l'Etat du 1er mars 2001 portant création d'une société par action dénommée « Algérie Télécom ».
- Lettre n°531/MF/DGT/DFIET du 07 Mai 2005 de la Direction Générale du Trésor

Suite à la création des entités « Algérie Poste » et « Algérie Télécom » et pour permettre le suivi des prêts octroyés par le Trésor public, à l'ex budget annexe des P et T, il est ouvert au sein du compte 304.609 « Prêts au budget annexe des P et T » les lignes ci-après :

- **Ligne 001** « Algérie Poste »
- **Ligne 002** « Algérie Télécom »

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°23 DU 07/06/2005

O B J E T : Comptabilisation des produits miniers.

R E F E R : - Loi n° 01.10 du 03/ 07/ 2001 portant loi minière.

- Décret exécutif n° 02.471 du 24/ 12 / 2002 fixant la répartition des revenus de la redevance d'extraction et de la taxe superficielle entre le Fonds du Patrimoine Public Minier et le Fonds Commun des Collectivités Locales, au profit des Communes.

- Arrêté interministériel du 29/04/2003 portant application de l'article 155 de la loi minière, fixant les modalités de paiement de tous droits, redevances ou pénalités.

- Note n° 10/MF/DOF/SDR/B1 du 05/01/2005.

Pour permettre l'individualisation des droits et taxes résultant des produits miniers, il est ouvert au sein du compte 201.001 « Produits des contributions directes », les lignes ci- après :

Ligne 105 : « Produit de pénalités de contrôle et de vérification »

Ligne 106 : « Produit de 91% de l' IBM ».

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes

- Inspection Générale des Finances

- Inspection des Services Comptable

- Direction Générale du Budget

- Direction Générale du Trésor

- Direction Générale des Impôts (et notification aux receveurs des impôts)

- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable

- Directions Régionales du Trésor

- Agence Comptable Centrale du Trésor

- Trésorerie Centrale

- Trésorerie Principale

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°24 DU 02/07/2005

OBJET : - Prêt « Fonds Saoudien de Développement n°398/11 ». « financement du projet de réalisation et d'équipement de deux centres de formation professionnelles à Alger ».
- Ouverture de comptes.

A l'effet de permettre la comptabilisation dans les écritures de l'Agent Comptable Central du Trésor (ACCT) des opérations découlant de l'accord de prêt intervenu entre l'Algérie et le Fonds Saoudien de Développement (FSD), il est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au sein des comptes 335.017 et 432.048 bis la ligne 008 intitulée "Prêt FSD n°398/11 "Financement du projet de réalisation et d'équipement de deux centres de formation professionnelles à Alger".

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 26 DU 02 JUILLET 2005

OBJET : Clôture des sous-comptes n°90, 95, 97 et 98 créés au sein du compte n°402 003
« établissements publics nationaux –service financier ».

RÉFER : - Décrets présidentiels n°112, 113 et 114 du 11/05/2000 portant dissolution respectivement du conseil supérieur de la jeunesse, du conseil supérieur de l'éducation et de l'observatoire national de surveillance et de prévention de la corruption.
- Ordonnance n°01-04 du 20/08/2001 relative à l'organisation, la gestion et la privatisation des entreprises publiques économiques (notamment son article 42).

En vertu des dispositions des textes respectifs sus-référencés, les établissements publics ci-après, ont été dissous :

- conseil supérieur de la jeunesse ;
- conseil supérieur de l'éducation ;
- observatoire national de surveillance et de prévention de la corruption ;
- conseil de la privatisation.

De ce fait, les sous comptes n° 90, 95, 97 et 98 ouverts au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier » sont clôturés.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie principale
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie centrale
- Trésoreries de wilaya.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 27 DU 02 JUILLET 2005

OBJET : - Gestion comptable du Palais de la Culture.
- Création du sous-compte n°95 au sein du compte 402 003
« Etablissements publics nationaux –service financier ».

RÉFÉRENCES : - Décret n°86-139 du 10 juin 1986 portant création du palais de la culture.
- Arrêté n°51 du 26 juin 2005 portant désignation du trésorier principal en qualité d'agent comptable auprès du palais de la culture.

I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°86-139 du 10 juin 1986 visé en référence, a créé le palais de la culture.

Le palais de la culture est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°51 du 26 juin 2005 le trésorier principal a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de l'établissement sus-cité.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de l'établissement précité, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « Etablissements publics nationaux–service financier » le sous-compte 95 intitulé « Palais de la Culture ».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 951 : Exercice courant,
- 953 : OHB.

Le sous-compte 95 enregistre :

En recettes :

- les subventions de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics ;
- les emprunts ;
- les dons et legs.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie principale
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Ministère de la culture
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie centrale
- Trésoreries de wilaya.
- Palais de la culture

INSTRUCTION N°28 DU 06 JUILLET 2005

OBJET : - Gestion comptable de l'école technique de formation et d'instruction maritimes de Béjaia.
- Création d'un sous-compte n°52 au sein du compte 402 001 « Wilayate et établissements de wilayate -service financier- ».

RÉFÉRENCES : - Décret exécutif n°90-167 du 02 juin 1990 portant transformation de l'école de formation technique de pêcheurs de Béjaia et transfert de tutelle.
- Décret exécutif n° 90-166 du 02 juin 1990 portant statut-type des écoles techniques de formation et d'instruction maritimes.
- Arrêté n°52 du 26 juin 2005 portant désignation du trésorier de la wilaya de Béjaia en qualité d'agent comptable auprès de l'école de formation et d'instruction maritimes.

I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°90-167 du 02 juin 1990 visé en référence, a transformé l'école de formation technique de pêcheurs de Béjaia en école technique de formation et d'instruction maritimes.

Les écoles techniques de formation et d'instruction maritimes sont des établissements publics à caractère administratif, dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°52 du 26 juin 2005 le trésorier de la wilaya de Béjaia a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de l'école technique de formation et d'instruction maritimes de Béjaia.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières des écoles précitées, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 001 « Wilayate et établissements de wilayate -service financier-» le sous-compte 52 intitulé « **Ecole Technique de Formation et d'Instruction Maritimes** ».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 521 : Exercice courant,
- 523 : OHB.

Le sous-compte 52 enregistre :

En recettes :

- Les ressources de fonctionnement allouées par l'Etat, les collectivités ou organismes publics ;
- le produit des recettes et de l'internat éventuellement ;
- les dons et legs d'Etat ou d'organismes ;
- les recettes diverses.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement y compris les allocations des élèves et les frais de stage ;
- les dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs de l'école et à la sauvegarde de son patrimoine ;
- les rémunérations des personnels de l'école.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :Pour exécution :

- Trésorerie de la wilaya de Béjaia
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Ministère des transports
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie centrale
- Trésorerie principale
- Trésoreries de wilaya
- Ecole technique de formation et d'instruction maritimes de Béjaia.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°29/107 DU 24/07/2005

O B J E T : Programme MEDA- don de l'Union Européenne.
Projet « appui à la réhabilitation des zones affectées par les actes terroristes (PARZAT).

R E F E R : Convention de financement spécifique n°MED/2003/4194 ET MED/2004/6091 entre la Communauté Européenne et la République Algérienne Démocratique et Populaire.
Lettre n°1127 du 18 juin 2005 de Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales.

Dans le cadre du programme MEDA, un don est accordé par l'union européenne à l'Algérie représentée par le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales, en vue du financement du projet d'appui à la réhabilitation des zones affectée par les actes terroristes, sous forme d'actions de réhabilitation, de développement local et de relance des activités productives.

Ce projet concerne une soixantaine de communes réparties au niveau des wilayas de Chlef, Ain-Defla, Relizane, Mascara, Tissemsilt et Tiaret.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités de gestion comptable de ce don.

I- DOMICILIATION DU DON

Les fonds résultant de ce don et abrités dans un compte au niveau de la Banque d'Algérie, seront versés à un compte de dépôt de fonds ouvert dans les écritures du trésorier central au nom du bénéficiaire du projet en l'occurrence le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales.

L'affectation des fonds au niveau des wilayas concernées, destinés à la réalisation du programme de réhabilitation dont il s'agit, sera assurée par le coordonnateur du projet désigné par le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales.

II- CONTROL DES DEPENSES

Les dépenses entrant dans ce cadre sont soumises au visa du contrôleur financier et font l'objet d'une comptabilité spéciale tant au niveau des contrôleurs financiers que des trésoriers de wilaya.

Le contrôle effectué par le contrôleur financier et le trésorier de wilaya est limité à la conformité des dépenses avec les projets figurant sur la nomenclature.

III- REGLEMENT DES DEPENSES

Pour permettre le règlement des dépenses entrant dans le cadre du programme au niveau local, un compte de dépôt de fonds est ouvert à la demande des walis concernés au nom exclusif du programme, dans les écritures des trésoriers de wilaya territorialement compétents .

Conformément aux dispositions techniques et administratives figurant en annexe II de la convention de financement, toutes les dépenses relatives au projet et couvertes par le don de l'Union Européenne, seront effectuées à partir du compte de dépôt de fonds du Trésor par un responsable désigné et dûment mandaté par le wali.

Ces dépenses sont justifiées par des documents dûment classés et répertoriés (bons de commande, factures, etc...). Elles sont réalisées sur la base d'une nomenclature de projets, élaborée par le comité d'orientation présidé par Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Locales et notifiée pour exécution aux walis, aux contrôleurs financiers et aux trésoriers de wilaya.

Cette nomenclature fera l'objet d'une révision semestrielle et sera soumise à l'approbation du comité d'orientation.

Pour permettre le suivi des opérations liées à ce don, une situation détaillée des recettes et dépenses effectuées en la matière et dûment visée par les contrôleurs financiers et les trésoriers de wilaya est transmise trimestriellement par ces derniers à la Direction Générale du Budget du Ministère des Finances.

J'attache du prix à une stricte application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 30 DU 16 AOÛT 2005

OBJET : - Gestion comptable du Centre National Pédagogique et Linguistique pour l'Enseignement de Tamazight.
- Création du sous-compte n°97 au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».

RÉFÉRENCES : - Décret exécutif n°03-470 du 02 décembre 2003 portant création, organisation et fonctionnement d'un centre national pédagogique et linguistique pour l'enseignement de Tamazight.
- Arrêté n° 66 du 15/08/2005 portant désignation du trésorier principal en qualité d'agent comptable auprès du Centre National Pédagogique et Linguistique pour l'Enseignement de Tamazight.

I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°03-470 du 02 décembre 2003 visé en référence, a créé le centre national pédagogique et linguistique pour l'enseignement de Tamazight.

Ce centre est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°66 du 15/08/2005, le trésorier principal a été désigné en qualité d'agent comptable auprès du centre sus-cité.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières du centre précité, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier » le sous-compte 97 intitulé « **Centre National Pédagogique et Linguistique pour l'Enseignement de Tamazight** ».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 971 : Exercice courant,
- 973 : OHB.

Le sous-compte 97 enregistre :

En recettes :

- les subventions allouées par l'Etat ;
- les contributions éventuelles d'établissements ou d'organismes nationaux ou internationaux ;
- les dons et legs ;
- toute autre ressource provenant de l'activité du centre.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- toute autre dépense liée à la réalisation du programme et des missions du centre.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie principale
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Ministère de l'Education Nationale
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie centrale
- Trésoreries de wilaya.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°31 DU 17/08/2005

O B J E T : Modalités d'engagement et d'exécution des dépenses liées au déroulement du référendum du jeudi 29 septembre 2005 relatif à la réconciliation nationale.

R E F E R : Décret présidentiel n°05-278 du 14 août 2005 portant convocation du corps électoral pour le référendum du jeudi 29 septembre 2005 relatif à la réconciliation nationale.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'engagement des dépenses liées au déroulement du référendum du jeudi 29 septembre 2005 relatif à la réconciliation nationale.

I- ENGAGEMENT DES DEPENSES

Afin de permettre une saine comptabilisation des opérations liées au déroulement du référendum du jeudi 29 septembre 2005 relatif à la réconciliation nationale, la date limite de clôture des engagements de dépenses entrant dans ce cadre est fixée à soixante (60) jours, après la date de clôture officielle du scrutin.

A ce titre, les ordonnateurs concernés sont invités à veiller à ce que tous les engagements de dépenses effectués par leurs soins en la matière, soient déposés auprès du contrôleur financier compétent, avant terme du délai précité.

II- ORDONNANCEMENT ET MANDATEMENT DES DEPENSES

La date limite de dépôt au Trésor des ordonnances et mandats émis par les ordonnateurs compétents dans le cadre des dispositions de la présente instruction, est fixée à soixante cinq (65) jours, après la date de clôture du scrutin.

L'ordonnancement des dépenses est effectué par les services centraux du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales, par imputation au chapitre 37.05 "Administration Centrale – élections".

Au niveau local, le mandatement des dépenses est effectué par les walis, par imputation au chapitre 37.15 "services déconcentrés de l'Etat – élections", sur la base de délégations de crédits, mises en place par les services centraux.

III- CLOTURE DE L'OPERATION "ELECTIONS"

Les opérations comptables liées au déroulement du référendum du jeudi 29 septembre 2005 relatif à la réconciliation nationale, sont définitivement clôturées à la date du 31 décembre 2005.

IV- PAIEMENT DES DEPENSES

Les dépenses ordonnancées ou mandatées dans ce cadre, sont réglées par les comptables publics conformément aux dispositions de la loi n°90.21 du 15 août 1990, relative à la comptabilité publique.

V- PAIEMENT DES DEPENSES PAR VOIE DE REGIE

Compte tenu du caractère exceptionnel que revêt l'opération "l'élection", les dépenses payables par voie de régie ne sont soumises à aucun plafond.

Pour des raisons de commodités, des sous-régies peuvent être créées par les walis au niveau de chaque daïra, conformément à la réglementation en vigueur.

Les justifications des dépenses effectuées par les régisseurs doivent être produites par ces derniers, avant le terme du délai de clôture des engagements fixé ci-dessus, afin de permettre leur engagement et ordonnancement ou mandatement dans les délais requis.

Messieurs les ordonnateurs, contrôleurs financiers et comptables publics assignataires, sont priés de veiller à la stricte application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

- M. le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Locales
- M. le Président de la Cour des Comptes
- M. le Chef de l'Inspection Générale des Finances
- M. le Chef de l'Inspection des Services Comptables
- M. le Directeur Général du Trésor
- M. le Directeur Général du Budget (et notification aux contrôleurs financiers)
- MM. Les Walis
- MM. Les Directeurs Régionaux du Trésor
- M. l'Agent comptable Central du Trésor
- M. le Trésorier Central.
- M. le Trésorier Principal.
- MM. Les Trésoriers de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°07/32 DU 22/08/2005

OBJET : Prise en charge du surplus de la fiscalité pétrolière (Fonds de régulation des recettes).

R E F E R : - Loi n°2000.02 du 27 juin 2000 portant loi de finances complémentaire pour 2000, notamment son article 10.
- Loi n°03.22 du 28/12/2003 portant loi de finances pour 2004 notamment son article 66,
- Décret exécutif n°04.232 du 04/08/2004 modifiant et complétant le décret exécutif n°02.67 du 06/02/2002 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.103 « Fonds de régulation des recettes »,
- Arrêté n°122 du 16 juin 2002 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte n°302.103,
- Instruction n°25 du 21 septembre 2004 modifiant et complétant l'instruction n°15 du 18/06/2002 précisant les modalités comptables de fonctionnement du compte n°302.103.

I- DISPOSITIONS GENERALES

Les dispositions des textes visés en références ont créé le compte d'affectation spéciale n°302.103 «Fonds de régulation des recettes » et fixé les modalités de son fonctionnement.

La contrepartie en dinars des produits constituant ce Fonds, est abritée distinctement au niveau de la Banque d'Algérie à un compte spécial portant le n°12 410 10 500 X et intitulé « Fonds en dépôt auprès de la Banque d'Algérie ».

Pour permettre l'enregistrement comptable des mouvements de fonds réalisés sur ce compte, il est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du groupe 1 – compte général 13, le compte n°130.002 intitulé « Fonds provenant du surplus de la fiscalité pétrolière en dépôt auprès de la Banque d'Algérie ».

Ce compte figure à la rubrique 3 de la situation statistique décadaire et fonctionne dans les seules écritures de l'agent comptable central du Trésor.

Il enregistre :

- **en débit** : les fonds en dépôt auprès de la Banque d'Algérie, provenant du surplus de la fiscalité pétrolière ;
- **en crédit** : les opérations de virement au profit du compte courant du Trésor auprès de la Banque d'Algérie, des montants rendus disponibles et devant faire face aux besoins exprimés en matière de compensation des moins values au titre de la fiscalité pétrolière et de réduction du principal de la dette publique.

II- DISPOSITIONS COMPTABLES

A l'initiative et sur instruction de la Direction Générale du Trésor (DGT) l'agent comptable central du Trésor (ACCT) donne ordre à la Banque d'Algérie de débiter le compte courant du Trésor Public du montant de la fiscalité pétrolière et de créditer le compte spéciale « Fonds provenant du surplus de la fiscalité pétrolière, en dépôt auprès de la Banque d'Algérie ».

Dès réception de l'avis de débit notifié dans ce cadre par la Banque d'Algérie, l'ACCT en informe aussitôt la Direction Générale du Trésor et procède à la passation de l'écriture comptable suivante :

- débit compte 130.002 « Fonds provenant du surplus de la fiscalité pétrolière en dépôt auprès de la Banque d'Algérie ».
- crédit compte n°110.001 « compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie ».

Au fur et à mesure des besoins exprimés et sur la base d'une décision du Ministre des Finances fixant périodiquement le montant des ressources du Fonds de régulation des recettes à affecter en couverture des dépenses à ordonnancer sur la caisse du trésorier principal au titre :

- de la compensation des moins values résultant d'un niveau de recettes de fiscalité pétrolière inférieur aux prévisions de la loi de finances ;
- de la réduction de la dette publique,

L'ACCT et le trésorier principal procéderont chacun en ce qui le concerne, à la réalisation des opérations suivantes :

- Au niveau de l'ACCT :

Dès réception de l'ordre émis par la Direction Générale du Trésor, dûment appuyé de la décision ministérielle sus-indiquée, l'ACCT demandera à

la Banque d'Algérie de rendre disponible au niveau du compte courant du Trésor Public ouvert dans ses écritures, le montant objet de l'ordre émis par la DGT.

A la réception de l'avis de crédit qui lui sera notifié à cet effet par la Banque d'Algérie, l'ACCT procédera à la passation de l'écriture comptable suivante :

- débit compte n°110.001 « compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie ».
- crédit compte n°130.002 « Fonds provenant du surplus de la fiscalité pétrolière en dépôt auprès de la Banque d'Algérie ».

- Au niveau du trésorier principal :

Dès réception de l'ordonnance de paiement émise par l'ordonnateur, appuyée de la décision du Ministère des Finances et après les vérifications réglementaires d'usage, le trésorier principal procédera à la passation de l'écriture comptable suivante :

- débit compte n°302.103 « Fonds de régulation des recettes »
- crédit compte n°500.031/005 « opérations spéciales à transférer aux comptes principaux ».

A la réception de ce transfert, l'ACCT procédera aux opérations de transfert au compte de résultats du Trésor dans les conditions réglementaires en vigueur.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale

Pour information : (diffusion restreinte)

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Banque d'Algérie
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N°33 DU 03/09/2005 MODIFIANT
ET COMPLETANT L'INSTRUCTION N°01 DU 08/01/2005**

O B J E T : Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.108 "compte de gestion des opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme de soutien à la relance".

R E F E R : - Loi n°04-21 du 29/12/2004 portant loi de finances pour 2005, notamment son article 78 .
- Ordonnance n°05.05 du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 notamment son article 30.
- Instruction n°1 du 08/01/2005.

En application de l'article 30 de l'ordonnance n°05.05 du 25/07/2005 susvisée, l'instruction n°01 du 08/01/2005 est modifiée et complétée comme suit :

I- DOSPOSITIONS GENERALES

En vertu des dispositions de l'article 30 de l'ordonnance n°05.05 du 25/07/2005 susvisée, le compte 302.108 (sans changement jusqu'à) est clôturé à la date du 31/12/2006.

La présente instruction a pour objet (sans changement).

II- DOSPOSITIONS COMPTABLES

A la date du 31 décembre 2006, (sans changement jusqu'à) de soutien à la relance.

Le reste des dispositions de l'instruction n°01 du 08/01/2005 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Ministères(et notification aux ordonnateurs secondaires)
- Walis
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Principale.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°34 DU 05/09/2005

O B J E T : Imputation du produit de la taxe de domiciliation bancaire.

R E F E R : - Ordonnance n°05.05 du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005, notamment son article 02
- Lettre n°499/MF/DGI du 29/08/2005 de la Direction Générale des Impôts.

Pour permettre l'individualisation dans les écritures des trésoriers du produit de la taxe de domiciliation bancaire instituée par l'article 02 de la loi de finances complémentaire pour 2005, il est ouvert au sein du compte 201.007 « produit divers du budget » la ligne ci-après :

- **Ligne 102** : « Taxe de domiciliation bancaire ».

Cette ligne sera retracée dans les registres auxiliaires des comptables publics assignataires et ne figure pas en tant que telle dans la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction et me tenir informé de toutes difficultés éventuelles rencontrées.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale des Impôts (et notification aux receveurs des Impôts)
- Directions Régionales du Trésor

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

N°35 DU 05/09/2005
ERRATUM A L'INSTRUCTION N°23 DU 07 MAI 2005

O B J E T : Comptabilisation des produits miniers.

- Au lieu de :

Ligne 105 : « Produit de pénalités de contrôle et de vérification »

Ligne 106 : « Produit de 91% de l'IBM »

- Lire :

Ligne 105 : « Produits de 91% de l'IBM »

Ligne 106 : « Produit de pénalités de contrôle et de vérification »

Le reste des dispositions de l'instruction n°23 du 07 mai 2005 demeure sans changement.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes

- Inspection Générale des Finances

- Inspection des Services Comptables

- Direction Générale du Budget

- Direction Générale du Trésor

- Direction Générale des Impôts (et notification aux receveurs des impôts)

- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable

- Directions Régionales du Trésor

- Agence Comptable Centrale du Trésor

- Trésorerie Centrale

- Trésorerie Principale

INSTRUCTION N°36 DU 09 OCTOBRE 2005

OBJET : - Gestion comptable du Conseil National Consultatif pour la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises.
- Création du sous-compte n°90 au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».

RÉFÉRENCES : - Décret exécutif n°03-80 du 25 février 2003 portant organisation et fonctionnement du conseil national consultatif pour la promotion des PME.
- Arrêté n° 43 du 14/06/2005 portant désignation du trésorier principal en qualité d'agent comptable auprès du conseil national consultatif pour la promotion des PME.

I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°03-80 du 25 février 2003 visé en référence, a créé le conseil national consultatif pour la promotion des PME.

Ce conseil est un organe consultatif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n° 43 du 14/06/2005 le trésorier principal a été désigné en qualité d'agent comptable auprès du conseil sus-cité.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières du conseil précité, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier » le sous-compte 90 intitulé « Conseil National Consultatif pour la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 901 : Exercice courant,
- 903 : OHB.

Le sous-compte 90 enregistre :

En recettes :

- les subventions de l'Etat ;
- les contributions des organisations patronales et associations professionnelles ;
- les dons et legs.

En dépenses :

les dépenses prévues au budget de fonctionnement du conseil approuvé par le Ministre chargé de la Petite et Moyenne Entreprise, conformément à l'article 28 du décret exécutif n°03-80 du 25 février 2003 précité.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie principale
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Ministère de la Petite et Moyenne Entreprise et de l'Artisanat
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie centrale
- Trésoreries de wilaya.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N°37 DU 17/10/2005 MODIFIANT ET
COMPLETANT L'INSTRUCTION N°13 DU 03/10/1995**

O B J E T : Fonctionnement du compte 302.079 "Fonds national de l'eau potable ".

R E F E R : - Ordonnance n°94.03 du 31/12/1994 portant loi de finances pour 1995 notamment son article 143 ;
- Loi n°02.11 du 24/12/2002 portant loi de finances pour 2003 notamment son article 122 ;
- Loi n°04.21 du 29 décembre 2004 portant loi de finances pour 2005 notamment son article 82 ;
- Décret exécutif n°95.176 du 24/06/95 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.079 « Fonds National de l'Eau Potable » ;
- Décret exécutif n°05.304 du 20/08/2005 modifiant et complétant le décret exécutif n°95.176 du 24/06/95 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.079 « Fonds National de l'Eau Potable » ;
- Instruction n°13 du 03/10/95.

En application des textes sus visés, les dispositions du titre I de l'instruction n°13 du 03/10/1995 sont modifiées et complétées comme suit :

Ce compte retrace :

En recettes :

- le produit des redevances dûes par les services, organismes et établissements publics de l'Etat et des Collectivités territoriales chargé de l'alimentation en eau potable et industrielle au titre de la concession de la gestion des distributions de l'eau potable ;
- les subventions éventuelles de l'Etat ou des Collectivités territoriales ;
- une quote part du produit de la redevance dûe en raison de l'usage à titre onéreux du domaine public hydraulique pour les eaux minérales, eaux de source, eaux pour la fabrication de boisson et limonades ;
- une quote part du produit de la redevance dûe au titre de l'usage à titre onéreux du domaine public hydraulique par le prélèvement d'eau pour son usage industriel et touristique et de service ;
- une quote part du produit de la redevance dûe en raison de l'usage à titre onéreux du domaine public hydraulique par le prélèvement d'eau pour son injection dans les puits pétroliers ou pour d'autres usages dans le domaine des hydrocarbures ;
- les dons et legs ;

En dépenses :

- (sans changement).

Un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé des Ressources en Eau déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.

Les modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n°302.079 intitulé « Fonds national de l'eau potable » seront précisées par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé des Ressources en Eau.

Le programme d'action sera établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

Le reste des dispositions de l'instruction n°13 du 03/10/1995 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à la stricte application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère des Ressources en Eau
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°38 DU 18/10/2005

O B J E T : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.114 "Fonds spécial de réhabilitation du parc immobilier des communes de la wilaya".

R E F E R : - Loi n°02.11 du 24/12/2002 portant loi de finances pour 2003 notamment son article 123.
- Décret exécutif n°05.305 du 20/08/2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.114 intitulé « Fonds spécial de réhabilitation du parc immobilier des communes de la wilaya ».

I- DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif visé en référence pris en application de l'article 123 de la loi n°02.11 du 24/12/2002 portant loi de finances pour 2003 a fixé les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale 302.114 intitulé « Fonds spécial de réhabilitation du parc immobilier des communes de la wilaya ».

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités de comptabilisation des opérations inhérentes à ce compte.

II- DISPOSITIONS COMPTABLES

Le compte 302.114 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 3, compte général 30, section 2.

Il figure à la rubrique 09 de la situation statistique décadaire, se justifie tant en débit qu'en crédit et fonctionne dans les seules écritures des Trésoriers de wilaya comptables assignataires.

Le compte 302.114 est mouvementé par les Walis territorialement compétents et enregistre :

En Recettes :

- le produit de la taxe d'habitation ;
- les contributions volontaires de toutes personnes physiques ou morales ;
- les subventions «éventuelles de l'Etat et des Collectivités Territoriales ;
- les dons et legs.

En dépenses :

- les frais engagés au titre des travaux nécessaires à la réhabilitation et la rénovation des parties communes du parc immobilier de la wilaya ;
- les frais engagés au titre des travaux de remise en état et maintenance des équipements de services liés à l'exploitation de la bâtisse ;
- la contribution due pour la société « SONELGAZ » .

Un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre de l'Intérieur et des Collectivité Locales déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.

Les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n°302.114 sont précisées par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de l'Intérieur et des Collectivités Locales.

Un programme d'action sera établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

II- DISPOSITIONS DIVERSES

Une situation détaillée faisant apparaître les recettes enregistrées, les dépenses exécutées, et le solde dégagé, sera transmise mensuellement par les trésoriers de wilaya, aux Walis concernés et à l'Agent Comptable Central du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Walis
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°39/008 DU 25/10/2005

O B J E T : Modalités d'engagement et d'exécution des dépenses liées au déroulement des élections partielles des assemblées populaires communales et de wilaya du 24 novembre 2005 .

R E F E R : Décret présidentiel n°05-307 du 25 août 2005 portant convocation des électeurs pour les élections partielles des assemblées communales et de wilaya.

Les dispositions du décret visé en référence ont fixé la liste des Communes relevant des wilaya de Laghouat, Biskra, Bouira, Boumerdes et Khenchela, concernées par les élections partielles d'assemblées populaires communales et de wilaya, du 24 novembre 2005.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'engagement des dépenses liées au déroulement de ces élections.

I- ENGAGEMENT DES DEPENSES

Afin de permettre une saine comptabilisation des opérations liées au déroulement des élections du 24 novembre 2005 relatives aux élections partielles des assemblées populaires communales et de wilaya, la date limite de clôture des engagements de dépenses entrant dans ce cadre est fixée à soixante (60) jours, après la date de clôture officielle du scrutin.

A ce titre, les ordonnateurs concernés sont invités à veiller à ce que tous les engagements de dépenses effectués par leurs soins en la matière, soient déposés auprès du contrôleur financier compétent, avant le terme du délai précité.

II- ORDONNANCEMENT ET MANDATEMENT DES DEPENSES

La date limite de dépôt au Trésor des ordonnances et mandats émis par les ordonnateurs compétents dans le cadre des dispositions de la présente instruction, est fixée à soixante cinq (65) jours, après la date de clôture du scrutin.

L'ordonnancement des dépenses est effectué par les services centraux du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales, par imputation au chapitre 37.05 "Administration Centrale – élections".

Au niveau local, le mandatement des dépenses est effectué par les walis concernés par imputation au chapitre 37.15 "services déconcentrés de l'Etat – élections", sur la base de délégations de crédits, mises en place par les services centraux.

III- CLOTURE DE L'OPERATION "ELECTIONS"

Les opérations comptables liées au déroulement des élections du 24 novembre 2005 précitées, sont définitivement clôturées à la date du 31 janvier 2006.

IV- PAIEMENT DES DEPENSES

Les dépenses ordonnancées ou mandatées dans ce cadre, sont réglées par les comptables publics concernés conformément aux dispositions de la loi n°90.21 du 15 août 1990, relative à la comptabilité publique modifiée et complétée.

V- PAIEMENT DES DEPENSES PAR VOIE DE REGIE

Compte tenu du caractère exceptionnel que revêt l'opération "élections", les dépenses payables par voie de régie ne sont soumises à aucun plafond.

Pour des raisons de commodités, et conformément à l'article 13 du décret exécutif n°93.108 du 05 mai 1993 fixant les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement des régies de recettes et de dépenses, des sous-régies peuvent être créées par les walis compétents au niveau des daïra concernées.

Les justifications des dépenses effectuées par les régisseurs doivent être produites par ces derniers, avant le terme du délai de clôture des engagements fixé ci-dessus, afin de permettre leur engagement et ordonnancement ou mandatement dans les délais requis.

Messieurs les ordonnateurs, contrôleurs financiers et comptables publics assignataires concernés, sont priés de veiller à la stricte application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

- M. le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Locales
- M. le Président de la Cour des Comptes
- M. le Chef de l'Inspection Générale des Finances
- M. le Chef de l'Inspection des Services Comptables
- M. le Directeur Général du Trésor
- M. le Directeur Général du Budget (et notification aux contrôleurs financiers)
des wilaya de Béjaïa – Tizi Ouzou – Laghouat – Biskra – Bouira Boumerdès et Khenchela
- MM. Les Walis des wilaya de Béjaïa – Tizi Ouzou – Laghouat – Biskra – Bouira Boumerdès et Khenchela
- MM. Les Directeurs Régionaux du Trésor
- M. l'Agent comptable Central du Trésor
- M. le Trésorier Central.
- MM. Les Trésoriers des wilaya de Béjaïa – Tizi Ouzou – Laghouat – Biskra – Bouira Boumerdès et Khenchela

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°40 DU 14/11/2005

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.120 « Compte de gestion des opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme complémentaire de Soutien à la croissance».

REFER : - Ordonnance n°05-05 du 18 Djoumada Ethani correspondant au 25 juillet 2005, portant loi de finances complémentaire pour 2005, notamment son article 27.
- Décret exécutif n°05-403 du 14 ramadhan 1426 correspondant au 17 octobre 2005, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.120 « Compte de gestion des opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme complémentaire de soutien à la croissance ».

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités comptables induites par le décret exécutif visé en référence, pris en application de l'article 27 de l'ordonnance n°05-05 du 18 Djoumada Ethani correspondant au 25 juillet 2005, portant loi de finances complémentaire pour 2005.

I- DISPOSITIONS GENERALES

Le compte n°302.120 ouvert par l'article 27 de la loi de finances complémentaire pour 2005 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année. Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 3, compte général 30, section 2.

Il figure à la rubrique 9 de la situation statistique décadaire, se justifie tant en débit qu'en crédit, et fonctionne dans les écritures du Trésorier Central et des Trésoriers de wilaya.

Le compte n°302.120 est mouvementé par les Ministres ordonnateurs primaires et les walis, pour les opérations inscrites à leur indicatif. Il enregistre :

En recettes :

- Les reliquats des crédits de paiement dégagés au 31 décembre 2005 et relatifs aux projets inscrits au titre du programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC) .
- Les dotations budgétaires allouées annuellement dans le cadre du programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC).

En dépenses :

- Les dépenses liées à l'exécution des projets d'investissements publics inscrits au titre du programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC).

Le programme complémentaire de soutien à la croissance couvre le programme en cours à fin 2004 et les opérations d'investissement inscrites durant la période 2005-2009.

Conformément aux dispositions de l'article 8 du décret visé en référence, le programme complémentaire de soutien à la croissance est mis en œuvre à travers les programmes d'actions retenus dans le cadre des budgets annuels.

Les dépenses imputées au compte d'affectation spéciale n°302.120 sont exécutées conformément à la nomenclature portant classification des investissements publics en vigueur.

Un programme d'actions est établi par l'ordonnateur, précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

II- DISPOSITIONS COMPTABLES

1- Imputation des dépenses d'équipement au titre du PCSC

Pour permettre la réalisation des opérations d'équipement relevant du PCSC entrant dans le cadre des dispositions de la présente instruction, il est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor, au groupe 2, compte général 20, section 2, les comptes ci-après :

- compte n°202.012 : Dépenses d'équipement au titre du PCSC (programme sectoriel)
- compte n°202.013 : Dépenses effectuées au titre des plans communaux de développement relevant du PCSC.

Le compte n°202.012 sus désigné comporte les lignes ci-après :

- ligne 001 : Industries manufacturières
- ligne 002 : Mines et énergie
- ligne 003 : Agriculture et Hydraulique
- ligne 004 : Services productifs
- ligne 005 : Infrastructures économiques et administratives
- ligne 006 : Education - formation
- ligne 007 : Infrastructures socio-culturelles
- ligne 008 : Habitat
- ligne 009 : Divers.

2- Réalisation des opérations comptables :

-A- Comptabilisation des recettes :

A-1) MISE EN PLACE DES RELIQUATS DE CRÉDITS DÉGAGÉS AU 31 DÉCEMBRE 2005 :

Les dotations résultant des reliquats de crédits dégagés au 31 décembre 2005, font l'objet d'un ordre de virement par décision du Ministre des Finances - Direction Générale du Budget (DGB).

L'ordre de virement objet de la décision ci-dessus vaut ordonnancement conformément à l'article 05 du décret exécutif n°05-403 du 17 octobre 2005 visé en référence et donne lieu à la passation des écritures ci-après :

- au niveau du Trésorier Central :

- débit compte n°202.002 "dépenses d'équipement", ligne du secteur concerné
- crédit compte n°302-120 sus désigné.

- au niveau des Trésoriers de wilaya :

- débit compte n°202.002 : "dépenses d'équipement" ligne du secteur concerné ou selon le cas, compte n°202.006 : "dépenses effectuées au titre des plans communaux de développement"
- crédit compte n°302-120 sus désigné.

Cette opération est effectuée au titre de la journée complémentaire du 31 décembre 2005.

A-2) MISE EN PLACE DE LA DOTATION ANNUELLE

En vertu des dispositions des textes visés en référence, le compte n°302.120 reçoit en crédit, les dotations budgétaires destinées à couvrir les dépenses relatives aux opérations d'investissements publics inscrites au titre du PCSC.

Les dotations font l'objet de décisions de mise en place de crédits portant code « N.F » .

Pour permettre l'individualisation des opérations effectuées dans ce cadre, il est ouvert au sein du compte n°302.120 les lignes ci-après :

- **ligne 001** : programme sectoriel centralisé . Cette ligne enregistre :

- au niveau du trésorier central : les opérations du PCSC centralisées et exécutées par les ministres en leur qualité d'ordonnateurs primaires et les responsables des établissements publics à caractère administratif à caractère national.

- au niveau des trésoriers de wilaya : les opérations de ce même programme centralisées, dont l'exécution est confiée par voie d'extrait d'autorisation de programme et de crédit de paiement, par les ministres de tutelle concernés, aux directeurs d'exécutifs et aux responsables des établissements publics à caractère administratif au niveau local.

- **ligne 002** : programme sectoriel déconcentré (walis ordonnateurs uniques). Cette ligne ne fonctionne qu'au niveau des trésoriers de wilaya et enregistre les seules opérations du plan sectoriel déconcentré inscrites au titre du PCSC à l'indicatif des walis et exécutées par leurs soins en leur qualité d'ordonnateurs uniques.

Conformément à l'article 29 de la loi n°90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique et dans la limite de leurs attributions et sous leur responsabilité, les walis peuvent donner délégation de signature à des fonctionnaires placés sous leur autorité directe.

- **ligne 003** : plans communaux de développement.

Après leur notification à l'ensemble des ordonnateurs concernés, par le Ministre des Finances, ces dotations font l'objet d'un ordre de virement par décision du Ministre des Finances, du compte des dépenses d'équipement 202-012 et 202-013, au compte d'affectation spéciale n°302.120 et donnent lieu à la passation des écritures ci-après :

- au niveau du Trésorier Central :

- débit compte n°202.012, ligne du secteur concerné

- crédit compte n°302.120, ligne 001, rubrique de l'ordonnateur concerné

- au niveau des Trésoriers de wilaya :

- débit compte n°202.012 ou, 202.013 selon le cas, ligne du secteur concerné,

- crédit compte n°302.120 ligne 01, 02 et 03 selon le cas, rubrique de l'ordonnateur concerné.

L'ordre de virement, objet de la décision ci-dessus, vaut ordonnancement conformément à l'article 05 du décret exécutif précité.

Les montants virés au crédit du compte n°302.120 au titre des dotations budgétaires ainsi que les dépenses y afférentes, sont retracées à travers une comptabilité auxiliaire par chapitre et par opération.

A-3) MISE EN PLACE DES ORDONNANCES DE DÉLÉGATION DE CRÉDITS DANS LE CADRE DU PROGRAMME SECTORIEL CENTRALISÉ AU PROFIT DES ORDONNATEURS SECONDAIRES DES NOTIFICATIONS DE DOTATIONS BUDGÉTAIRES AUX ÉTABLISSEMENTS PUBLICS À CARACTÈRE ADMINISTRATIF LOCAUX

Les ordonnances portant délégation de crédits aux ordonnateurs secondaires ainsi que les décisions de notification des dotations budgétaires au profit des établissements publics à caractère administratifs sous tutelle, notifiées par les ministres dans le cadre du PCSC au trésorier central et aux trésoriers de wilaya donnent lieu à la passation des écritures comptables ci-après :

- au niveau du trésorier central :

Dès réception de l'ordonnance de délégation de crédits ou de la notification de la dotation budgétaire, le trésorier central procède par voie de contrepartie à :

- la réduction du débit du compte n°202-012, ligne du secteur concerné
- la réduction du crédit du compte n°302-120 ligne 001 rubrique de l'ordonnateur concerné.

Après passation des écritures comptables décrites ci-dessus, le trésorier central procède par voie de fax, à la notification aux trésoriers de wilaya concernés, des crédits délégués et/ou des dotations budgétaires les concernant

- au niveau des trésoriers de wilaya :

A la réception du fax, les trésoriers de wilaya prennent en charge les crédits délégués et/ou dotations budgétaires par voie d'écriture ferme, ainsi qu'il suit :

- débit compte n°202-012 ligne du secteur concerné
- crédit compte n°302-120 ligne 001 rubrique de l'ordonnateur concerné.

-A- 4) MISE EN PLACE DES ORDONNANCES DE RETRAIT DE DÉLÉGATIONS DE CRÉDITS DANS LE CADRE DU PROGRAMME SECTORIEL CENTRALISÉ

Les retraits de crédits sont effectués dans les mêmes formes et sont notifiés par voie de fax et donnent lieu à la passation d'écritures comptables ainsi qu'il suit :

- au niveau du trésorier central :

- débit compte n°202-012 ligne du secteur concerné
- crédit compte n°302-120 ligne 001, rubrique de l'ordonnateur concerné

- au niveau des trésoriers de wilaya

Les trésoriers de wilaya procèdent à l'annulation à leur niveau du montant du retrait par voie de contrepartie comme suit :

- réduire débit compte n°202-012 ligne du secteur concerné
- réduire crédit compte n°302-120 ligne 001, rubrique de l'ordonnateur concerné (programme sectoriel centralisé).

En cas d'insuffisance de crédits permettant la prise en charge du retrait ordonné, le trésorier de wilaya concerné doit en informer immédiatement le trésorier central par voie de fax, pour permettre à ce dernier de prendre les mesures appropriées en relation avec le secteur concerné.

-A- 5) PRISE EN CHARGE DES DÉLÉGATIONS DE CRÉDITS SUR LES RELIQUATS DES ANNÉES ANTÉRIEURES

1°) Délégations de crédits sur reliquats des années antérieures

A la réception des délégations de crédits sur les reliquats des années antérieures, le trésorier central procède à leur vérification et à la passation des écritures ci-après :

a) par voie de contrepartie :

- réduire crédit compte n°302-120 ligne 001 (programme sectoriel centralisé) rubrique balance d'entrée
- forcer crédit compte n°500-001 « opérations diverses à classer et à régulariser » rubrique balance d'entrée.

b) par écriture ferme :

- débit compte n°500-001
- crédit compte n°500-005/001 « recettes diverses à transférer aux comptes principaux »

A la réception du transfert de recettes, les trésoriers de wilaya procèdent à la réalisation des opérations ci-après, par écriture ferme :

- débit compte n°5005-005/002
- crédit compte n°302-120 ligne 001 (programme sectoriel centralisé)

Le crédit ainsi comptabilisé sera positionné en comptabilité auxiliaire au niveau des « reliquats années antérieures ».

2°) Retrait de crédits sur années antérieures :

- au niveau des trésoriers de wilaya :

Dès réception de la délégation de retraits de crédits sur années antérieures, les trésoriers de wilaya procèdent à la passation des écritures ci-après :

a) par voie de contrepartie :

- réduire crédit compte n°302-120 ligne 001 (programme sectoriel centralisé) rubrique balance d'entrée
- forcer crédit compte n°500-001 rubrique balance d'entrée.

b) par écriture ferme :

- débit compte n°500-001
- crédit compte n°500-005/001

- au niveau du trésorier central :

Dès réception du transfert, le trésorier central procédera à la passation des écritures comptables ci-après :

- débit compte n°500-005/002
- crédit compte n°302-120 ligne 001 (programme sectoriel centralisé).

Au niveau de la comptabilité auxiliaire le montant du retrait doit apparaître dans la rubrique reliquats « années antérieure ».

B - Ordonnancement, mandatement et règlement des dépenses.

Les dépenses imputables au compte d'affectation spéciale n°302.120 sont ordonnancées ou mandatées conformément aux règles de la comptabilité publique, par les ordonnateurs concernés, pour les opérations d'équipement public inscrites à leur indicatif, au titre du PCSC.

Elles sont payables à hauteur des autorisations de programme et dans la limite des crédits de paiement alloués par secteur et chapitre d'imputation budgétaire. Les dépenses de l'espèce, sont soumises au visa préalable du contrôleur financier conformément à la réglementation en vigueur.

Les ordonnances et mandats de paiement appuyées des pièces justificatives assorties de la mention de service fait, émises dans ce cadre et admises en dépenses par le trésorier central et les trésoriers de wilaya, donnent lieu à la passation des écritures suivantes :

- au niveau du Trésorier Central :

- débit compte n°302.120, ligne 001, rubrique du secteur concerné.
- crédit compte financier de règlement

- au niveau des Trésoriers de wilaya :

- débit compte n°302.120 lignes concernées
- crédit compte financier de règlement.

Les dépenses enregistrées au compte n°302-120 sont retracées par le trésorier central et les trésoriers de wilaya dans une comptabilité auxiliaire par secteur et par chapitre.

Le solde créditeur dégagé en fin d'année au compte n°302.120 lignes 001, 002 et 003 est repris en balance d'entrée au titre de l'année suivante.

Ce solde doit correspondre aux reliquats des crédits figurant au niveau des différents chapitres et secteurs concernés des programmes sectoriel et PCD.

III – GESTION DES CREDITS DE PAIEMENT MIS EN PLACE AU TITRE DE L'ANNEE 2005

Afin de ne pas perturber la réalisation des projets d'équipement inscrits au titre du programme complémentaire de soutien à la croissance, les crédits de paiement mis en place pour 2005 dans le cadre de ce programme ainsi que les opérations y afférentes, seront exécutés dans les mêmes conditions que les opérations du programme d'équipement normal en cours.

Les reliquats de crédits dégagés sur l'ensemble de ce programme à la date du 31 décembre 2005 (PEC et PCSC) feront l'objet d'un versement au crédit du compte n°302.120 « compte de gestion des opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme complémentaire de soutien à la croissance, conformément aux dispositions des textes visés en référence.

IV - DISPOSITIONS DIVERSES

Pour permettre le suivi du compte n°302.120, une situation retraçant par ligne et par secteur les crédits délégués, les dépenses effectuées, le solde disponible et le taux d'exécution, sera transmise mensuellement par le trésorier central et les trésoriers de wilaya à la Direction Générale de la Comptabilité, avant le 6 du mois suivant celui auquel elle se rapporte.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction qui prendront effet à compter du 02 janvier 2006.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya

Pour Information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Ministères (et notification aux ordonnateurs secondaires)
- Walis
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Principale

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°41 DU 14/11/2005

O B J E T : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.119 "Fonds national de préparation et d'organisation de la manifestation Alger, capitale de la culture arabe 2007".

R E F E R : - Ordonnance n°05-05 du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 notamment son article 26.
- Décret exécutif n°05.402 du 17/10/2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.119 "Fonds national de préparation et d'organisation de la manifestation Alger, capitale de la culture arabe 2007".

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités comptables induites par le décret exécutif visé en référence, pris en application de l'article 26 de l'ordonnance n°05.05 du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005.

I- DISPOSITIONS GENERALES

Le compte 302.119 ouvert par l'article 26 de la loi de finances complémentaire pour 2005 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 3, compte général 30, section 2.

Il figure à la rubrique 9 de la situation statistique décadaire, se justifié tant en débit qu'en crédit et fonctionne dans les seules écritures du Trésorier Principal en sa qualité de comptable assignataire.

Le compte 302.119 est mouvementé par le Ministre chargé de la Culture en sa qualité d'ordonnateur principal.

II- DISPOSITIONS COMPTABLES

Le compte 302.119 enregistre :

En Recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- les contributions éventuelles des collectivités locales ;
- les contributions des organismes nationaux ;
- les dons et legs ;
- toutes autres recettes liées à l'organisation et au déroulement de cette manifestation.

En dépenses :

- les dépenses liées à la préparation à l'organisation et au déroulement de la manifestation « Alger, capitale de la culture arabe 2007 ».

Les opérations imputables au compte 302.119 sont réalisées conformément aux dispositions de la loi n°90.21 du 15/08/1990 relative à la comptabilité publique.

Un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la Culture déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.

Les modalités du suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302.119 "Fonds national de préparation et d'organisation de la manifestation - Alger, capitale de la culture arabe 2007 " sont précisées par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la Culture.

Un programme d'actions sera établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

III - DISPOSITIONS DIVERSES

Pour permettre le suivi du compte n° 302.119, le trésorier principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, au Ministère de la culture, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de la Culture
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°42 DU 14/11/2005

O B J E T : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.118 "Fonds national de préparation et d'organisation des neuvièmes (9ème) jeux africains ".

R E F E R : - Ordonnance n° 05.05 du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 notamment son article 25.
- Décret exécutif n°05.401 du 17/10/2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.118 intitulé "Fonds national de préparation et d'organisation des neuvièmes (9ème) jeux africains ".

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités comptables induites par le décret exécutif visé en référence, pris en application de l'article 25 de la l'ordonnance n°05.05 du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005.

I- DISPOSITIONS GENERALES

Le compte 302.118 ouvert par l'article 25 de la loi de finances complémentaire pour 2005 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 3, compte général 30, section 2.

Il figure à la rubrique 9 de la situation statistique décadaire, se justifie tant en débit qu'en crédit et fonctionne dans les seules écritures du Trésorier Principal en sa qualité de comptable assignataire.

Le compte 302.118 est mouvementé par le Ministre chargé de la Jeunesse et des Sports en sa qualité d'ordonnateur principal.

II- DISPOSITIONS COMPTABLES

Le compte 302.118 enregistre :

En Recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- les contributions éventuelles des collectivités locales, notamment celles domiciliataires des manifestations ;
- les contributions des organismes nationaux ;
- les subventions des organismes internationaux, notamment ceux mentionnés dans les règlements des jeux africains ;
- le produit de la vente des publications susceptibles d'être réalisées par le Comité ;
- les dons et legs ;
- les participations volontaires de personnes physiques et d'organismes publics ou privés ;
- la contribution des pays participants ;
- le produit des actions de parrainage, de sponsoring, de publicité et de la commercialisation des jeux ;

- le produit des manifestations et compétitions sportives ;
- toutes autres recettes.

En dépenses :

- les dépenses liées à la préparation et à l'organisation des 9ème Jeux Africains.

Les opérations imputables au compte 302.118 sont réalisées conformément aux dispositions de la loi n°90.21 du 15/08/1990 relative à la comptabilité publique.

Un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la Jeunesse et des Sports déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.

Les modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale sont précisées par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la Jeunesse et des Sports.

Un programme d'actions est établi par l'ordonnateur, précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

III-DISPOSITIONS DIVERSES

Pour permettre le suivi du compte n°302.118, le trésorier principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, au Ministère de la Jeunesse et des Sports, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour information :

- Trésorerie Principale

Pour exécution :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de la Jeunesse et des Sports
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°43 DU 19 NOVEMBRE 2005

OBJET : - Gestion comptable du Centre Universitaire de Tamanrasset.
- Création du sous-compte n°53 au sein du compte 402 001 « wilayate et établissements de wilaya –service financier ».

RÉFÉRENCES : - Décret exécutif n°05-301 du 16 août 2005 portant création d'un centre universitaire à Tamanrasset.
- Décret exécutif n°05-299 du 16 août 2005 fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement du centre universitaire
- Arrêté n° 71 du 08/11/2005 portant désignation du trésorier de la wilaya de Tamanrasset en qualité d'agent comptable auprès du Centre Universitaire de Tamanrasset.

I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°05-301 du 16 août 2005 visé en référence, a créé un centre universitaire à Tamanrasset . Le centre universitaire est régi par le décret exécutif n°05-299 du 16 août 2005 cité ci-dessus.

Ce centre est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°71 du 08/11/2005, le trésorier de la wilaya de Tamanrasset a été désigné en qualité d'agent comptable auprès du centre sus-cité.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières du centre précité, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 001 « wilayate et établissements de wilaya –service financier » le sous-compte 53 intitulé « Centre Universitaire de Tamanrasset ».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 531 : Exercice courant,
- 533 : OHB.

Le sous-compte 53 enregistre :

En recettes :

- les subventions allouées par l'Etat, les collectivités locales et les établissements ou organismes publics;
- les contributions au financement du centre universitaire par des personnes morales ou physiques ;
- les subventions des organisations internationales ;
- les emprunts, dons et legs ;
- les dotations exceptionnelles ;
- les recettes diverses liées à l'activité du centre universitaire.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs du centre universitaire.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie de la wilaya de Tamanrasset
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie centrale
- Trésorerie principale
- Trésoreries de wilaya.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 44 DU 19 NOVEMBRE 2005

OBJET : - Gestion comptable du Centre Universitaire de Ghardaia.
- Création du sous-compte n°54 au sein du compte 402 001 « wilayate et établissements de wilaya –service financier ».

RÉFÉRENCES : - Décret exécutif n°05-302 du 16 août 2005 portant création d'un centre universitaire à Ghardaia.
- Décret exécutif n°05-299 du 16 août 2005 fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement du centre universitaire.
- Arrêté n° 72 du 13/11/2005 portant désignation du trésorier de la wilaya de Ghardaia en qualité d'agent comptable auprès du Centre Universitaire de Ghardaia.

I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°05-302 du 16 août 2005 visé en référence, a créé un centre universitaire à Ghardaia. Le centre universitaire est régi par le décret exécutif n°05-299 du 16 août 2005 cité ci-dessus.

Ce centre est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°72 du 13/11/2005, le trésorier de la wilaya de Ghardaia a été désigné en qualité d'agent comptable auprès du centre sus-cité.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières du centre précité, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 001 « wilayate et établissements de wilaya –service financier » le sous-compte 54 intitulé « Centre Universitaire de Ghardaia ».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 541 : Exercice courant,
- 543 : OHB.

Le sous-compte 54 enregistre :

En recettes :

- les subventions allouées par l'Etat, les collectivités locales et les établissements ou organismes publics;
- les contributions au financement du centre universitaire par des personnes morales ou physiques ;
- les subventions des organisations internationales ;
- les emprunts, dons et legs ;
- les dotations exceptionnelles ;
- les recettes diverses liées à l'activité du centre universitaire.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs du centre universitaire.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie de la wilaya de Ghardaia
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie centrale
- Trésorerie principale
- Trésoreries de wilaya.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°45 DU 04/12/2005

O B J E T : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.117 "Fonds national de soutien au micro crédit".

R E F E R : - Ordonnance n°05.05 du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 notamment son article 24.
- Décret exécutif n°04-14 du 22/01/2004, portant création et fixant le statut de l'Agence Nationale du Micro Crédit.
- Décret exécutif n°05-414 du 25/10/2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.117 "Fonds national de soutien au micro crédit".

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités comptables induites par le décret exécutif visé en référence, pris en application de l'article 24 de la loi de finances complémentaire pour 2005.

I- DISPOSITIONS GENERALES

Le compte 302.117 ouvert par l'article 24 de la loi de finances complémentaire pour 2005 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 3, compte général 30, section 2.

Il figure à la rubrique 9 de la situation statistique, se justifie tant en débit qu'en crédit et fonctionne dans les seules écritures du Trésorier Principal en sa qualité de comptable assignataire.

Le compte 302.117 est mouvementé par le Ministère chargé de l'emploi en sa qualité d'ordonnateur principal.

II- DISPOSITIONS COMPTABLES

Le compte 302.117 enregistre :

En Recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- le produit des taxes spécifiques instituées par les lois de finances ;
- le solde du compte de dépôt du Trésor public ouvert à l'indicatif de l'agence nationale de gestion du micro crédit en application de l'article 28 du décret exécutif n°04-14 du 29 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 22 janvier 2004 sus-visé ;
- le produit des remboursements de prêts non rémunérés consentis aux citoyens éligibles aux micro crédits ;
- toutes autres ressources ou contributions.

En dépenses :

- l'octroi de prêts non rémunérés consentis aux citoyens éligibles aux micro crédits lorsque le coût du projet est supérieur à cent mille dinars (100.000 DA), destinés à compléter le niveau des apports personnels requis pour être éligible au crédit bancaire, sachant que le montant des investissements ne saurait dépasser 400.000 DA ;
- l'octroi de prêts non rémunérés au titre de l'acquisition de matières premières dont le coût ne saurait dépasser trente mille dinars (30.000 DA) ;
- la bonification des taux d'intérêt des crédits bancaires obtenus par les citoyens éligibles au dispositif du micro crédit ,
- les frais de gestion liés à la mise en œuvre des programmes et actions susvisés, notamment ceux liés au fonctionnement de l'agence nationale de gestion du micro crédit (ANGEM).

Le niveau de ces frais de gestion est fixé à compter du 1er janvier 2006 à 8% du montant total des programmes gérés par L'ANGEM.

La gestion de ce compte est confiée à l'agence nationale de gestion du micro crédit (ANGEM).

Les opérations imputables au compte 302.117 sont réalisées conformément aux dispositions de la loi n°90.21 du 15/08/1990 relative à la comptabilité publique.

Un arrêté conjoint du Ministre des Finances et du Ministre chargé de l'emploi déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.

Les modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n°302.117 seront précisées par un arrêté conjoint du Ministre des Finances et du Ministre chargé de l'emploi.

Un programme d'action est établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

III-DISPOSITIONS DIVERSES

Pour permettre le suivi du compte n°302.117, le trésorier principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, au Ministère de l'emploi, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Emploi
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N° 46 DU 04/12/2005

O B J E T : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.121 "Fonds national de régulation de la production agricole".

R E F E R : - Ordonnance n°05.05 du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 notamment son article 29.
- Décret exécutif n°05.415 du 25/10/2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.121 "Fonds national de régulation de la production agricole".

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités comptables induites par le décret exécutif visé en référence, pris en application de l'article 29 de l'ordonnance n°05.05 du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005.

I- DISPOSITIONS GENERALES

Le compte 302.121 ouvert par l'article 29 de la loi de finances complémentaire pour 2005 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 3, compte général 30, section 2.

Il figure à la rubrique 9 de la situation statistique décadaire, se justifié tant en débit qu'en crédit et fonctionne dans les seules écritures du Trésorier Principal en sa qualité de comptable assignataire.

Le compte 302.121 est mouvementé par le Ministère chargé de l'Agriculture en sa qualité d'ordonnateur principal.

II- DISPOSITIONS COMPTABLES

Le compte 302.121 enregistre :

En Recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- les produits des taxes spécifiques instituées par les lois de finances ;
- toutes autres ressources, contributions ou subventions définies par voie législative.

En dépenses :

- les subventions au titre de la protection des revenus des agriculteurs pour la prise en charge des frais induits par la fixation de prix de référence ;
- les subventions destinées à la régulation des produits agricoles.

Sont éligibles au soutien sur le Fonds national de régulation de la production agricole :

- les entreprises économiques intervenant dans les activités liées à la valorisation des produits agricoles.

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'institutions financières spécialisées.

Les modalités d'application en la matière sont précisées en tant que de besoin, par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de l'Agriculture.

Les opérations imputables au compte 302.121 sont réalisées conformément aux dispositions de la loi n°90.21 du 15/08/1990 relative à la comptabilité publique.

Un arrêté conjoint du Ministre des Finances et du Ministre chargé de l'agriculture déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.

Les modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n°302.121 seront précisées par arrêté conjoint du Ministre des Finances et du Ministre chargé de l'agriculture.

Un programme d'action est établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

III-DISPOSITIONS DIVERSES

Pour permettre le suivi du compte n°302.121, le trésorier principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, au Ministère de l'agriculture, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Agriculture
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°47 DU 04/12/2005 MODIFIANT ET COMPLETANT L'INSTRUCTION N°25 DU 11/09/2000

O B J E T : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.067 "Fonds national de régulation et de développement agricole".

R E F E R : - Loi n°99-11 du 23/12/1999 portant loi de finances pour 2000 notamment son article 94.
- Ordonnance n°05.05 du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 notamment son article 28.
- Décret exécutif n°2000.118 du 30/05/2000 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.067 "Fonds national de régulation et de développement agricole".
- Décret exécutif n°05.413 du 25/10/2005 modifiant et complétant le décret exécutif n°2000.118 susvisé.
- Instruction n°25 du 11/09/2000 modifiée et complétée.

En application de l'article 28 de l'ordonnance n°05.05 du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005, la présente instruction a pour objet de modifier et compléter les dispositions de l'instruction n°25 du 11/09/2000 comme suit :

I- DISPOSITIONS GENERALES

Le compte 302.067 « Fonds national de régulation et de développement agricole » s'intitulera désormais « Fonds national de développement de l'investissement agricole ».

II- DISPOSITIONS COMPTABLES

Le compte 302.067 enregistre :

En Recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- le produit de la parafiscalité ;
- les dons et legs ;
- toutes autres ressources, contributions ou subventions définies par voie législative.

En dépenses :

- les subventions assurant la participation de l'Etat pour le développement de la production et la productivité agricole ainsi que sa valorisation, son stockage, son conditionnement, voire son exportation ;
- les subventions assurant la participation de l'Etat pour les opérations de développement de l'irrigation agricole et de la protection et du développement des patrimoines génétiques animal et végétal ;
- les subventions au titre du soutien des prix des produits énergétiques utilisés en agriculture ;
- la bonification du taux d'intérêt des crédits agricoles et agro-alimentaires à court, moyen et long terme, y compris ceux destinés au matériel agricole acquis dans le cadre de la formule « leasing » ;
- les frais liés aux études de faisabilité, à la formation professionnelle, à la vulgarisation et au suivi d'exécution des projets en rapport avec son objet.

Sont éligible au soutien sur le Fonds national de développement de l'investissement agricole :

- les agriculteurs et les éleveurs à titre individuel ou organisés en coopérative, groupement ou association ;
- les entreprises économiques intervenant dans les activités de production agricole, de valorisation et d'exportation des produits agricoles et agro-alimentaires.

Le reste des dispositions de l'instruction du 11/09/2000 demeure sans changement

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Agriculture
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya

INSTRUCTION N°48 DU 11/12/2005

O B J E T : Modalités d'alimentation et de dégagement des caisses des comptables publics dans le cadre du système RTGS-ARTS.

Dans le cadre de la modernisation du système de traitement des moyens de paiement de masse, la monnaie fiduciaire (numéraire) sera désormais gérée au niveau de la Banque d'Algérie, selon le système RTGS.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités de retrait (prélèvements) et de dépôt (versements) de fonds auprès de la Banque d'Algérie, par les comptables principaux du Trésor.

I- DISPOSITIONS GENERALES

Ce nouveau mode opératoire relatif à la gestion de la monnaie fiduciaire a pour but notamment :

- de permettre à la Banque d'Algérie de connaître les besoins exprimés par les participants au système « RTGS » en monnaie fiduciaire un (1) jour avant le retrait ;
- d'assurer la couverture de ces retraits au niveau des agences locales de la Banque d'Algérie par les propres fonds du participant ;
- de comptabiliser les opérations de retrait en temps réel dès leur réalisation.

Dés lors, la Banque d'Algérie n'assurera plus la couverture des retraits de fonds au niveau local, au jour le jour. Les opérations de retrait et de dépôt de fonds seront suivies et prises en compte au niveau central et leurs mouvements ne seront plus enregistrés sur les comptes des succursales de la Banque d'Algérie.

Ce nouveau mode opératoire présente pour les services du Trésor, l'avantage de permettre le suivi en temps réel des mouvements de retrait et de dépôt de fonds au cours de la journée.

II- DISPOSITIONS RELATIVES AUX OPERATIONS DE RETRAITS DE FONDS

Dans le cadre de cette nouvelle procédure, toute demande de fonds auprès de la Banque d'Algérie doit être formulée par les comptables principaux du Trésor auprès de l'Agent comptable central du Trésor - ACCT- (annexe I).

Ces demandes comprenant aussi bien les besoins propres des caisses des comptables principaux du Trésor que ceux des caisses des trésoreries de rattachement (trésoreries des communes et trésoreries des secteurs sanitaires et des centres hospitalo-universitaires), doivent parvenir à l'ACCT par voie de fax deux (02) jours avant la date prévue pour le retrait et selon le programme arrêté et figurant en annexe II.

Les demandes sont ensuite centralisées et consolidées par les services de l'ACCT et transmises par ces derniers à la Banque d'Algérie pour réservations de fonds au niveau des succursales locales auprès desquelles les fonds devront être retirés (annexe IV).

Après saisine par l'ACCT et à la réception de la demande de fonds, la Banque d'Algérie procédera à la réservation des fonds demandés et à la mise à disposition au niveau local.

Une fois cette opération réalisée, la Banque d'Algérie confirme à l'ACCT la faisabilité de cette opération à la date fixée et lui communiquera :

- l'avis de débit relatif à chaque opération de réservation ;
- le montant de la réservation concernant chaque comptable ;
- le numéro d'identification propre à chaque opération.

Dès réception de ces éléments, l'ACCT procédera aussitôt à leur communication aux comptables principaux concernés par voie de fax (annexe III).

Par mesure de sécurité, les trésoriers demandeurs doivent veiller personnellement à la réception de la confirmation émanant de l'ACCT.

La réalisation des opérations décrites ci-dessus impliquent la passation des écritures comptable ci-après :

a) Au niveau de la Banque d'Algérie

Dès réservation et mise à dispositions des fonds demandés, la Banque d'Algérie enregistre dans ses écritures l'opération comptable suivante :

- débit compte de règlement du Trésor Public
- crédit sous compte de réserve de sa succursale locale.

Cette opération sera suivie par la transmission à l'ACCT d'un avis de débit (MT9000), par le biais de la plateforme RTGS.

b) Au niveau de l'ACCT

A la réception de l'avis de débit transmis par la Banque d'Algérie, l'ACCT procédera à la passation à la date de valeur, de l'écriture comptable ci-après :

- crédit compte 110.001 « compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie »
- débit compte 110.004 ligne 002 « opérations de retrait de fonds dans cadre RTGS » qui est ainsi ouverte à la nomenclature des comptes du Trésor.

c) Au niveau de la succursale

La remise de fonds s'effectuera au niveau du siège local de la Banque d'Algérie auprès duquel le trésorier ou son représentant dûment accrédité se présentera muni du numéro d'identification de l'opération de réservation aux lieux et place du chèque traditionnel émis sur la Banque d'Algérie.

Dès la réalisation de cette opération, l'écriture suivante est effectuée pour enregistrement dans le système RTGS :

- débit sous compte de réserve
- crédit compte de règlement de la Banque d'Algérie

A la suite de cette opération, un avis de débit est remis par la banque au trésorier concerné ou son représentant habilité.

d) Au niveau du trésorier concerné

A la date de remise des fonds, le trésorier procédera à la passation de l'écriture comptable suivante :

- débit compte 100.001 « numéraire chez les comptables principaux »
- crédit compte 110.002 « recettes à transférer à l'ACCT P/C Banque d'Algérie (prélèvements) »

Dès réception du transfert, l'ACCT réalisera l'opération comptable ci-après :

- débit compte 110.002 « recettes à l'ACCT p/c Banque d'Algérie »
- crédit compte 110.004 ligne 003 « opérations de retraits 110.002 et 110.004/002 seront équilibrés et soldés au niveau de l'ACCT.

III- DISPOSITIONS RELATIVES AUX OPERATIONS DE DEPOTS DE FONDS

III-1- Modalités de dépôts de fonds

De même que pour les opérations de retrait, celles relatives aux dépôts de fonds effectuées auprès de la Banque d'Algérie par les comptables principaux du Trésor, seront portées au crédit du compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie avant même que le décompte matériel du dépôt ne soit effectué.

Cette opération qui est réalisée par l'intermédiaire de la plate forme connectée au système RTGS donne lieu à la passation des écritures comptables suivantes :

a) Au niveau de la Banque d'Algérie

- débit compte de règlement de la Banque d'Algérie
- crédit compte règlement du Trésor

b) Au niveau du trésorier

- débit compte 110.003 « Dépenses à transférer à l'ACCT P/C Banque d'Algérie »
- crédit compte 100.001 « numéraire chez les comptables principaux »
- ou crédit comptes 520.004 520.005 ou 411.002 s'il s'agit des dépôts concernant les receveurs des régies financières, des trésoriers communaux ou des receveurs d'Algérie Poste.

c) Au niveau de l'ACCT

A la réception de l'avis de crédit, l'écriture suivante est réalisée :

- débit compte 110.001 « compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie »
- crédit compte 110.004 ligne 003 « opérations de versements de fonds dans cadre RTGS », qui est ainsi ouverte dans la nomenclature des comptes du Trésor.

Des réception du transfert du compte 110-003 que lui transmettent mensuellement les comptables principaux du trésor, l'ACCT procédera à la passation de l'opération comptable suivantes :

- Crédir compte 110-003 « dépenses à transférer à l'ACCT p/c Banque d'Algérie »
- Débit compte 110-004 ligne 003 « opération de versements de fonds dans cadre RTGS.

Après la réalisation de cette opération, le compte 110-004/003 doit se solder et l'équilibre du compte 110-003 assuré.

III-2- Régularisation des différences constatées éventuellement lors du dépôt et après comptage des fonds

Le montant des dépôt de fonds étant porté immédiatement au crédit du compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie, des erreurs ou discordances en plus ou en moins peuvent être constatées au moment de la reconnaissance et comptage des fonds par les préposés aux guichets des succursales de la Banque d'Algérie auprès desquelles les dépôts sont effectués.

Dans cette hypothèse, les opérations décrites ci-après sont à réaliser après production d'un procès verbal signé conjointement par le déposant et le préposé habilité de la succursale :

II-2-a) Cas où la différence constatée est en plus

A- Au niveau de la Banque d'Algérie

- débit compte de règlement de la Banque d'Algérie
- crédit compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie

B- Au niveau de la trésorerie

- débit compte 110.003 « dépenses à transférer à l'ACCT P/C Banque d'Algérie »
- crédit compte 500.001 « recettes diverses à classer et à régulariser »

Il appartient ainsi au trésorier concerné, après comptabilisation de la différence ainsi constatée, de procéder aux vérifications qui s'imposent en vue de déterminer l'origine de cette discordance et de procéder aux régularisations nécessaires.

C- Au niveau de l'ACCT

- débit compte 110.001 « compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie »
- crédit compte 110.004/003 « opérations de versements de fonds dans cadre RTGS »

II-2-B) Cas où la différence constatée est en moins

A- Au niveau de la Banque d'Algérie

- débit compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie
- crédit compte Banque d'Algérie

B- Au niveau de la trésorerie

- crédit compte 110.002 « recettes à transférer à l'ACCT P/C Banque d'Algérie
- débit compte 510.001 « dépenses diverses à classer et à régulariser » (cas de constatation de faux billets, manque de fonds). A charge pour le trésorier concerné de procéder aux régularisations nécessaires.

C- Au niveau de l'ACCT

- crédit compte 110.001 « compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie »
- débit compte 110.004 ligne 002 « opérations de retrait de fonds dans cadre RTGS »

IV- DISPOSITIONS DIVERSES

Afin de permettre une saine application des dispositions entrant dans le cadre de la gestion ce nouveau mode opératoire, les comptables principaux du Trésor doivent veiller à une maîtrise parfaite de leurs besoins en monnaie fiduciaire, en tenant compte notamment des appels de fonds effectués auprès de leur caisse.

Les opérations entrant dans le cadre de la présente instruction ne doivent souffrir d'aucun chevauchement ou décalage de date. Elles doivent en outre être récapitulées distinctement au niveau du compte de transfert concerné.

La date de réservation et de mise à disposition des fonds doit être la date de référence de la passation d'écriture au niveau de la Banque d'Algérie et de la trésorerie ayant reçu les fonds.

Toute difficulté ou anomalie constatée éventuellement dans la réalisation de ces opérations, doit immédiatement être signalée à l'agent comptable central du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

- Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya (et notification aux trésoreries communales, des secteurs sanitaires et des CHU)

- Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale des Impôts
- Directions Régionales du Trésor
- Banque d'Algérie
- Banque Extérieure d'Algérie
- Banque Nationale d'Algérie
- Banque de l'Agriculture et du Développement Locale
- Crédit Populaire d'Algérie
- Banque de Développement Local

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION REGIONALE DU TRESOR DE.....
TRESORERIE.....

N°.....

Alger, le

LE TRESORIER.....

A

MONSIEUR L'AGENT COMPTABLE CENTRAL DU TRESOR

OBJET : Demande d'alimentation en monnaie fiduciaire.

REFER : Instruction n°.....du.....

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire procéder à la réservation d'un montant de (arrêté en chiffres et en lettres).....
Pour permettre l'alimentation de ma caisse.

Le trésorier.....

(signature et timbre humide).

Cette demande doit impérativement parvenir par voie de fax à l'ACCT 48 heures avant le retrait effectif des fonds et doit indiquer le montant des besoins exprimés.

**PROGRAMME DE TRANSMISSION A L'ACCT
DES DEMANDES D'ALIMENTATION**

TRESORERIES RELEVANT DES DRT DESIGNEESCI-DESSOUS	NUMERO DE FAX	JOURS ET HORAIRES
Chlef	021-64-32-74	Tous les samedi et lundi de 8H00 à 12H00
Tlemcen	“	“
Alger	“	“
Mostaganem	“	“
Biskra	021-64-32-76	“
Sétif	“	“
Constantine	“	“
Béchar	021-64-32-79	“
Oran	“	“
Ghardaia	“	“
Annaba	021-64-32-80	“
Boumerdes	“	“
Khenchela	“	“

Toute difficulté rencontrée dans la transmission de la demande d'alimentation doit être portée à la connaissance de l'ACCT en temps opportun, afin de permettre la prise en charge de celle-ci par autre moyen de communication.

REPUBLIQUE ALGERINNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
AGENCE COMPTABLE CENTRAL DU TRESOR

Alger, le

A

MONSIEUR LE TRESORIER.....

OBJET : Confirmation de votre demande d'alimentation en monnaie fiduciaire.

REFER : Instruction n°.....du.....
Votre lettre n°.....du.....

Comme suite à votre lettre visée en référence, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le retrait de fonds relatif à votre demande d'alimentation est confirmé sous la référence ci-après :

- date :
- montant :
- numéro d'identification :

L'ACCT
(Signature et Cachet
humide)

**DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
MINISTERE DES FINANCES
AGENCE COMPTABLE CENTRALE DU TRESOR**

**SITUATION CONSOLIDEE DES DEMANDES D'ALIMENTATION
EN MONNAIE FIDUCIAIRE EXPRIMEES PAR LES TRESORIERES**

TRESORERIES	MONTANT DE LA DEMANDE	CONFIRMATION	DE LA BANQUE D'ALGERIE
Adrar			
Chlef			
Laghouat			
Oum El Bouaghi			
Batna			
Béjaia			
Biskra			
Béchar			
Blida			
Bouira			
Tamanrasset			
Tébessa			
Tlemcen			
Tiaret			
Tizi-Ouzou			
Alger			
Djelfa			
Jijel			
Sétif			
Saida			
Skikda			
S. Bel Abbes			
Annaba			
Guelma			
Constantine			
Médéa			
Mostaganem			
M'sila			
Mascara			
Ouargla			
Oran			
El Bayadh			
Illizi			
B. Bou Arreridj			
Boumerdes			
Tindouf			
Tarf			
Tissemsilt			
El Oued			

Khenchela			
Souk Ahras			
Tipaza			
Mila			
Ain Defla			
Naama			
Ain Témouchent			
Ghardaia			
Relizane			
Trésorerie principale			
Trésorerie centrale			
TOTAL GENERAL			

Cet état consolidé et arrêté à la somme de représente la demande en monnaie fiduciaire au profit des postes comptables du Trésor, effectuée par l'agent comptable central du Trésor auprès de la Banque d'Algérie.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°49 DU 11 DÉCEMBRE 2005

OBJET : - Gestion comptable de l'Agence Nationale de Développement de la Petite et Moyenne Entreprise.
- Création du sous-compte n° 98 au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».

RÉFÉRENCES : - Décret exécutif n°05-165 du 03 mai 2005 portant création, organisation et fonctionnement de l'agence nationale de développement de la Petite et Moyenne Entreprise.
- Arrêté n°77 du 06/12/2005 portant désignation du trésorier principal en qualité d'agent comptable auprès de l'Agence Nationale de Développement de la Petite et Moyenne Entreprise.

I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°05-165 du 03 mai 2005 visé en référence, a créé l'agence nationale de développement de la Petite et Moyenne Entreprise.

Cette agence est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°77 du 06/12/2005 le trésorier principal a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de l'agence sus-citée.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de l'agence précitée, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier » le sous-compte 98 intitulé « Agence Nationale de Développement de la Petite et Moyenne Entreprise».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- **981** : Exercice courant,
- **983** : OHB.

Le sous-compte 98 enregistre :

En recettes :

- les subventions de fonctionnement allouées par l'Etat ;
- les contributions financières et dons des organismes nationaux et internationaux ;
- les dons, legs et libéralités de toute nature ;
- les recettes provenant des prestations dispensées à titre onéreux liées à son objet
- les recettes diverses.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation de ses missions.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie principale
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Ministère de la Petite et Moyenne Entreprise et de l'Artisanat
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Agence Nationale de Développement de la Petite et Moyenne Entreprise
- Trésorerie centrale
- Trésoreries de wilaya.

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°50 DU 25/12/2005

O B J E T : Ouverture d'un compte de prêt.

Afin de permettre la comptabilisation dans les écritures de l'Agence Comptable Centrale du Trésor des opérations découlant de l'accord de prêt intervenu entre l'Algérie et l'Agence Française de Développement (AFD), il est ouvert dans la nomenclature des comptes du trésor au sein des comptes 335.026 et 432.104, la ligne ci-après:

- **Ligne 004** : Prêt AFD du 25/05/2005 (financement du projet d'électrification des lignes ferroviaires de voyageurs de la banlieue d'Alger)

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°51 DU 26 DÉCEMBRE 2005

OBJET : Clôture des sous-comptes n°13 et 57 créés au sein du compte n°402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».

La gestion des opérations financières et comptables du Musée National du Moudjahid et de la Résidence des Magistrats étant actuellement assurée par des agents comptables nommés conformément à la réglementation en vigueur, les sous-compte n°13 et 57 ouverts dans la nomenclature des comptes du Trésor au sein du compte n°402 003 « établissements publics nationaux –service financier » sont clôturés.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie principale
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie centrale
- Trésoreries de wilaya.

INSTRUCTION N°52 DU 26 DÉCEMBRE 2005

OBJET : - Création d'un sous-compte n°20 intitulé « centre universitaire » dans la nomenclature des comptes du Trésor au sein du compte n°402 001 « Wilayate et établissements de wilaya –service financier ».
- Clôture de certains sous-comptes ouverts au sein du compte n°402 001 « Wilayate et établissements de wilaya –service financier ».

RÉFÉR. : Décret exécutif n°05-299 du 16 août 2005 fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement du centre universitaire.

I – DISPOSITIONS COMPTABLES

Il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor au sein du compte n°402 001 « Wilayate et établissements de wilaya –service financier » le sous-compte 20 intitulé « centre universitaire » destiné à retracer les opérations financières et comptables des centres universitaires dont la gestion est rattachée aux services de la trésorerie de la wilaya.

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- **201** : Exercice courant,
- **203** : OHB.

Le sous-compte 20 enregistre :

En recettes :

- les subventions allouées par l'Etat, les collectivités locales et les établissements ou organismes publics;
- les contributions au financement du centre universitaire par des personnes morales ou physiques ;
- les subventions des organisations internationales ;
- les emprunts, dons et legs ;
- les dotations exceptionnelles ;
- les recettes diverses liées à l'activité du centre universitaire.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs du centre universitaire.

II – DISPOSITIONS DIVERSES

Les sous-comptes désignés ci-après au sein du compte n°402 001, sont clôturés :

S/Compte	Intitulé	vS/Compte	Intitulé
20	Centre universitaire de Blida	45	Centre universitaire d'El Oued
38	Centre universitaire de Tiaret	46	Centre universitaire d'El Tarf
40	Centre universitaire de Biskra	47	Centre universitaire de Bordj Bou Arreridj
43	Centre universitaire de Khemis Miliana (Ain Defla)	53	Centre universitaire de Tamanrasset
44	Centre universitaire de Khenchela	54	Centre universitaire de Ghardaia

Les trésoriers de wilaya désignés en qualité d'agents comptables de centres universitaires et qui demeurent comptables assignataires desdits centres, sont tenus de procéder au transfert des soldes que présentent les sous-comptes respectifs ouverts précédemment dans leurs écritures vers le nouveau sous-compte 20 intitulé « centre universitaire » ci-dessus rappelé.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésoreries de wilaya.
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie centrale
- Trésorerie principale

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

INSTRUCTION N°53 DU 28 décembre 2005

OBJET : - Gestion comptable de l'Institut National de Recherche Criminalistique.
- Création du sous-compte n°13 au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».

RÉFÉRENCES : - Décret exécutif n°04-432 du 29 décembre 2004 portant création de l'Institut National de Recherche Criminalistique.
- Arrêté n°79 du 17/12/2005 portant désignation du trésorier principal en qualité d'agent comptable auprès de l'Institut National de Recherche Criminalistique.

I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°04-432 du 29 décembre 2004 visé en référence, a créé l'Institut National de Recherche Criminalistique.

Cet Institut est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°79 du 17/12/2005, le trésorier principal a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de l'institut sus-cité.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de l'institut précité, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier » le sous-compte 13 intitulé «Institut National de Recherche Criminalistique».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 131 : Exercice courant,
- 133 : OHB.

Le sous-compte 13 enregistre :

En recettes :

- les subventions allouées par l'Etat, les collectivités locales, les établissements et les organismes publics ;
- les ressources liées à l'activité de l'institut ;
- les dons et legs.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie principale
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie centrale
- Trésoreries de wilaya.

CIRCULAIRES

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

**CIRCULAIRE N°01 DU 23/04/2005 MODIFIANT ET COMPLETANT
LA CIRCULAIRE N°02 DU 16 JANVIER 1994**

OBJET : Informatisation de la gestion des opérations du portefeuille Affectation d'un numéro de code aux comptes de dépôts de fonds particuliers.

REFER : Circulaire n°02 du 16/01/1994 modifiée et complétée Instruction n°10 du 28/03/2005
Instruction n°12 du 13/04/2005

Les dispositions de la circulaire visée en référence, sont modifiées et complétées comme suit :

Le premier chiffre du code identifie le compte du trésor ainsi qu'il suit :

- Chiffre 1 : compte 403.001 ligne 01
- Chiffre 2 :(sans changement jusqu'au chiffre 5) .
- Chiffre 6 : compte 403.001 ligne 02
- Chiffre 7 : compte 403.004

Le reste des dispositions de la circulaire n°02 du 16/01/1994 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application de la présente circulaire.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Cellule Informatique
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Principale

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

CIRCULAIRE N°02 DU 14/05/2005 MODIFIANT ET COMPLETANT LA CIRCULAIRE N°02 DU 16 JANVIER 1994

OBJET : Informatisation de la gestion des opérations du portefeuille. Affectation d'un numéro de code aux comptes de dépôts de fonds particuliers.

REFER : Circulaire n°02 du 16/01/1994 modifiée et complétée. Instruction n°10 du 28/03/2005.
Instruction n°12 du 13/04/2005.

Les dispositions de la circulaire visée en référence, sont modifiées et complétées comme suit :

Le premier chiffre du code identifie le compte du Trésor ainsi qu'il suit :

- Chiffre 1 : compte 403.001 ligne 001
- Chiffre 2 :(sans changement jusqu'au chiffre 5) .
- Chiffre 6 : compte 403.003
- Chiffre 7 : compte 403.004
- Chiffre 8 : compte 403.001 ligne 002

Je vous demande de veiller à l'application de la présente circulaire.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Cellule Informatique
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Principale

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

**CIRCULAIRE N°03 DU 08/06/2005 MODIFIANT
ET COMPLETANT LA CIRCULAIRE N°08 DU 21/07/2003**

O B J E T : Codification des Ordonnateurs.

R E F E R : Décret présidentiel n°05-161 du 01/05/2005 portant nomination des membres du Gouvernement .

Suite à l'intervention du décret présidentiel visé en référence, l'état annexé à la circulaire n°08 du 21 juillet 2003 est modifié et complété comme suit :

<u>STRUCTURE</u>	<u>CODE</u>
Ministère des Participations Et de la Promotion des Investissements	129.000

Le reste de la circulaire n°08 du 21 juillet 2003 modifié et complété demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction de l'Administration des Moyens – Ministère des Participations et de la Promotion des Investissements
- Directions Régionales du Trésor

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

**CIRCULAIRE N°04 DU 15/06/2005 MODIFIANT ET COMPLETANT
LA CIRCULAIRE N°08 DU 21/07/2003**

O B J E T : Codification des Ordonnateurs.

R E F E R : Décision n°18 du 07 juin 2005 de Monsieur le Ministre des Finances portant désignation du Directeur Général du Trésor en qualité d'ordonnateur sur le budget des charges communes.

L'état annexé à la circulaire n°08 du 21 juillet 2003 est modifié et complété comme suit :

<u>STRUCTURE</u>	<u>CODE</u>
Budget des charges Communes : DGT	128.3.00

Le reste de la circulaire n°08 du 21 juillet 2003 modifiée et complétée demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

CIRCULAIRE N°05 DU 06/07/2005

O B J E T : Codification des Postes Comptables.

R E F E R : Décret exécutif n°02.303 du 28/09/2002 déterminant l'organisation et les attributions des services extérieurs de l'administration fiscale.
- Arrêté interministériel n° 080 du 01/06/2005 fixant l'organisation et les attributions des sous directions de la Direction des Grandes Entreprises.
- Lettre n°355/MF/DGI/2005 du 28 juin 2005 de la Direction Générale des Impôts.

Les dispositions du décret exécutif n°02.303 du 28 septembre 2002, notamment son article 4, ont créé la Direction des Grandes Entreprises.

L'arrêté visé en référence a fixé l'organisation des sous directions de la Direction des Grandes Entreprises.

La recette de la Direction des Grandes Entreprises est un poste comptable rattaché au plan comptable à la trésorerie de la wilaya d'Alger et porte le numéro de code suivant 16/189.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale des Impôts
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

CIRCULAIRE N°06 DU 24/09/2005

O B J E T : Codification des Postes Comptables.

R E F E R : Décision n° 30 du 21/08/2005 de Monsieur le Directeur Général des Douanes.
Circulaire n°17/F/DC/RCP/84 du 30/10/1984.

La décision visée en référence a créé un bureau de douane dont le siège est fixé à EL GOLEA .

Ce poste comptable est rattaché à la trésorerie de la wilaya de Ghardaïa et porte le numéro de code suivant : 47.202.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Monsieur le Trésorier de la wilaya de Ghardaïa

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale des Douanes (et notification aux comptables des Douanes)
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale des Impôts
- Direction Générale du Domaine National
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

**CIRCULAIRE N°07 DU 24/09/2005 MODIFIANT ET
COMPLETANT LA CIRCULAIRE N°08 DU 21/07/2003**

O B J E T : Codification des Ordonnateurs.

R E F E R : Décret présidentiel n°03-332 du 08/10/2003 portant création, organisation et fonctionnement Centre Opérationnel National d'aide à la décision.

L'Etat annexé à la circulaire n°08 du 21 juillet 2003 est modifié et complété comme suit :

<u>STRUCTURE</u>	<u>CODE</u>
Centre Opérationnel National D'aide à la décision	107.6.00

Le reste de la circulaire n°08 du 21 juillet 2003 modifiée et complétée demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

CIRCULAIRE N°08 DU 24/09/2005

O B J E T : Codification des Postes Comptables.

R E F E R : Décision n° 31 du 23/08/2005 de Monsieur le Directeur Général des Douanes.
Circulaire n°17/F/DC/RCP/84 du 30/10/1984.

La décision visée en référence a créé un bureau de recettes de douane dénommé « Skikda -Contentieux» dont le siège est fixé à Skikda .

Ce poste comptable est rattaché à la trésorerie de la wilaya de Skikda et porte le numéro de code suivant : 21.204.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Monsieur le Trésorier de la wilaya de Skikda

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale des Douanes (et notification aux comptables des Douanes)
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale des Impôts
- Direction Générale du Domaine National
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

CIRCULAIRE N°09 DU 13/11/2005

O B J E T : A/S recouvrement des créances étrangères à l'impôt et au domaine.

R E F E R : - Loi n°90.21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique modifiée et complétée.
- Ordonnance n°95.20 du 17 juillet 1995 relative à la Cour des Comptes, notamment son article 83.
- Ordonnance n°96.31 du 30 décembre 1996 (portant loi de finances pour 1997, notamment son article 93).
- Décret exécutif n°91-312 du 07 septembre 1991 notamment son article 04.
- Décret exécutif n°93-46 du 06 février 1993 (chapitres II et suivants).
- Instruction n°07 du 26 février 1997.

Les dispositions du décret exécutif n°93-46 du 06 février 1993 ont au niveau des chapitres II et suivants, fixé la procédure de recouvrement des créances étrangères à l'impôt et au domaine.

L'ordonnance n°96.31 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour 1997 habilite en son article 93 les trésoriers à émettre des avis à tiers détenteurs (ATD) prévus par le code des impôts directs et taxes assimilés pour le recouvrement des créances fiscaux et dont l'instruction n°07 du 26 février 1997 a délimité le champ d'intervention.

Or, il a été constaté que les dispositions des textes précités semblent avoir été perdues de vue par certains comptables publics dont le poste comptable enregistre un très faible taux de recouvrement.

Cette situation qui a déjà été rappelée à l'ensemble des comptables publics et qui a été également signalée à maintes reprises par la Cour des Comptes, s'est traduite en pratique par une baisse considérable du volume des recouvrements des ordres de recettes pris en charge dans les écritures des comptables publics.

Cet état de fait préjudiciable à la saine gestion des recettes publiques a un impact directe sur l'équilibre de la trésorerie de l'Etat et engage dès lors pleinement la responsabilité pécuniaire des comptables publics assignataires défaillants, conformément à la réglementation en vigueur et notamment l'article 83 de l'ordonnance relative à la cour des comptes et du décret n°93.46 sus-visés.

Par conséquent, et tout en encourageant les postes comptables ayant enregistré un taux de recouvrement satisfaisant, il est instamment demandé aux comptables publics assignataires de redoubler d'effort à l'effet d'aboutir à une amélioration notable des actions de recouvrement des titres de recettes mis à leur charge.

Il demeure entendu qu'à défaut de recouvrement dûment justifié conformément à la réglementation en vigueur, il appartient aux comptables précités de mettre en œuvre la procédure d'admission en non valeur prévue par les articles 24 et suivants du décret exécutif n°93.46 du 06 février 1993 et de l'instruction n°06 du 15 mars 1995 prise pour son application.

Je ne saurais trop insister sur le caractère impératif des dispositions de la présente circulaire, pour l'application desquelles aucune défaillance ne sera tolérée.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya (et notification aux trésoreries communales, des secteurs sanitaires et des CHU)

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale des Impôts
- Directions Régionales du Trésor (et diffusion aux agents comptables des EPA et des institutions spécialisées)
- Agence Comptable Centrale du Trésor

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

CIRCULAIRE N°10 DU 04/12/2005

O B J E T : Codification des Postes Comptables.

R E F E R : - Arrêté du 21 décembre 1999 modifiant et complétant l'arrête du 09 Septembre 1998 portant création et fixant la consistance territoriale des recettes des impôts du gouvernerat du Grand Alger.

Les dispositions de l'arrêté visé en référence ont fixé la consistance territoriale de la recette communale de Bourouba.

Ce poste comptable rattaché à la trésorerie de la wilaya d'Alger est codifié comme suit :

- 16/190/recette communale de Bourouba.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale de Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم المحاسبي

CIRCULAIRE N°11 DU 24/12/2005

O B J E T : Revalorisation du montant des pensions concédées au titre de la guerre de libération nationale.

R E F E R : - Décret exécutif n°05-246 du 04/07/2005 modifiant le décret exécutif n°04-10 du 14/01/2005 portant revalorisation du montant des pensions des moudjahidine et ayant-droit de chouhada et de moudjahidine, des victimes civiles et victimes d'engins explosifs ainsi que leurs ayants droits.
- Circulaire n°01 du 4/08/2001.
- Circulaire n°09 du 24/07/2003.
- Circulaire n°02 du 24/03/2004.

Les dispositions du décret exécutif visé en référence, ont revalorisé le montant des pensions concédées au titre de la guerre de libération nationale.

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités d'application de cette mesure.

I- DISPOSITIONS GENERALES

En vertu des dispositions du décret exécutif sus – visé, le montant mensuel des pensions des veuves des victimes civiles, veuves des victimes d'engins explosifs, fils de chahid handicapé, fils d'invalidé handicapé, ascendant de chahid, ascendant de victime d'engins explosifs est fixé à compter du 1 juillet 2005 comme suit :

I-1 Veuves des victimes civiles :

La pension allouée aux veuves des victimes civiles est fixée mensuellement à sept mille cinq cents dinars (7.500 DA).

I-2 Veuves des victimes des engins explosifs :

La pension des veuves des victimes d'engins explosifs est fixée mensuellement à sept mille dinars (7000 DA).

I-3 Pension de fils de chahid handicapé :

La pension des fils handicapés de chouhada est fixée mensuellement à quinze mille dinars (15.000 DA).

I-4 Pension de fils d'invalidé handicapé :

La pension de fils handicapés d'invalides est fixée mensuellement à douze mille dinars (12.000 DA).

I-5 Pension des ascendants de chouhada :

La pension concédée aux ascendants de chouhada est fixée mensuellement à dix mille dinars (10.000 DA).

I-6 Pension des ascendants des victimes d'engins explosifs :

La pension concédée aux ascendants des victimes d'engins explosifs est fixée mensuellement à cinq mille dinars (5000 DA).

II- DISPOSITIONS DIVERSES

Pour permettre la réalisation des opérations de paiement en la matière dès la prochaine échéance, concernant chaque catégorie de pension, les comptables payeurs (trésoriers communaux, receveurs des impôts et des services financiers postaux) adresseront dans les meilleurs délais aux trésoriers de wilaya de rattachement les carnets de quittances correspondants aux pensions concernées.

Dès réception de ces documents, les trésoriers de wilaya y mentionneront les nouveaux montants à servir dans ce cadre aux pensionnés et les retourneront aussitôt aux comptables payeurs.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE
signé : K. LAKHDARI

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de Wilaya (et notification aux trésoriers communaux de rattachement).

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère des Moudjahidine
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale des Impôts (pour notification aux receveurs des impôts)
- Direction des Services Financiers Postaux – Algérie poste
(pour notification aux receveurs des services postaux)
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات (لتبليغ لأمناء خزائن البلديات التابعين لها)

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة المجاهدين
- المديرية العامة للخبزينة
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للضرائب (للتبليغ لقابضي الضرائب)
- مديرية المصالح المالية البريدية - الجزائر بريد (للتبليغ لقابضي المصالح البريدية)
- المديرية الجهوية للخبزينة
- الوكالة المحاسبية المركزية للخبزينة
- الخزينة المركزية.

I. 3. منحة أبناء الشهداء المعوقين :

تحدد منحة أبناء الشهداء المعوقين شهريا بخمسة عشر ألف دينار (15.000 دج).

I. 4. منحة أبناء المعطوبين المعوقين :

تحدد منحة أبناء المعطوبين المعوقين شهريا باثنتي عشر ألف دينا (12.000 دج).

I. 5. منحة أصول الشهداء :

تحدد منحة أصول الشهداء شهريا بعشرة آلاف دينار (10.000 دج).

I. 6. منحة أصول ضحايا الألغام المتفجرة :

تحدد منحة أصول ضحايا الألغام المتفجرة شهريا بخمسة آلاف دينار (5.000 دج).

II . أحكام متفرقة

للسماح بإنجاز عمليات الدفع في هذا الشأن عند آجال الدفع القادمة، فيما يخص كل فئة منحة، يرسل المحاسبون الدافعون (أمناء خزائن البلديات، قابضو الضرائب و المصالح المالية للبريد) في أقرب الآجال إلى أمناء الخزائن الولائية التابعين لهم دفاتر المخالصة الموافقة للمنح المعنية.

فور إستيلاء هذه الوثائق، يدون أمناء الخزائن عليها المبالغ الجديدة الواجب دفعها في هذا الإطار إلى أصحاب المنح، ويقومون بإرجاعها حالا إلى المحاسبين المشرفين على الدفع.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المنشور رقم 11 المؤرخ في 2005/12/24

الموضوع : إعادة تقييم مبلغ المنح الممنوحة فيما يخص حرب التحرير الوطني.

المرجع : - المرسوم التنفيذي رقم 246.05 المؤرخ في 2005/07/04 المعدل للمرسوم التنفيذي رقم 10.04 المؤرخ في 2005/01/14 المتضمن إعادة تقييم مبلغ منح المجاهدين و ذوي حقوق الشهداء و المجاهدين، و الضحايا المدنيين و ضحايا الألغام المتفجرة و كذا ذوي حقوقهم.
- المنشور رقم 01 المؤرخ في 2001/08/04.
- المنشور رقم 09 المؤرخ في 2003/07/24.
- المنشور رقم 02 المؤرخ في 2004/03/24.

أعدت أحكام المرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع تقييم مبلغ المنح الممنوحة فيما يخص حرب التحرير الوطني.
يهدف المنشور هذا إلى توضيح كيفية تطبيق هذا الإجراء.

I - أحكام عامة

بمقتضى أحكام المرسوم السالف الذكر، يحدد المبلغ الشهري لمنح أرامل الضحايا المدنيين، أرامل ضحايا الألغام المتفجرة، أبناء الشهداء المعوقين، أبناء المعطوبين المعوقين، أصول الشهداء، أصول ضحايا الألغام المتفجرة ابتداء من أول جويلية 2005 على النحو التالي :

I.1 - أرامل الضحايا المدنيين :

تحدد المنحة الممنوحة لأرامل الضحايا المدنيين شهريا بسبعة آلاف و خمس مئة دينار (7500 دج).

I.2 - أرامل ضحايا الألغام المتفجرة :

تحدد منحة أرامل ضحايا الألغام المتفجرة شهريا بسبعة آلاف دينار (7000 دج).

المنشور رقم 10 المؤرخ 2005/12/04

الموضوع : ترميز المراكز المحاسبية.

المرجع : القرار المؤرخ في 21 ديسمبر 1999 المعدل و المتمم للقرار المؤرخ في 09 سبتمبر 1998 المتضمن إنشاء و تحديد الإختصاص الإقليمي لقباضات الضرائب لمحافظة الجزائر الكبرى.

حددت أحكام القرار المذكور في المرجع الإختصاص الإقليمي لقباضة بلدية بوروية.

يلحق هذا المركز المحاسبي بخزينة ولاية الجزائر و يرمز له كما يلي :

. 190/16 : قباضة بلدية بوروية.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- خزائن الولايات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية.

لذا، و مع تشجيعنا للمراكز المحاسبة التي سجلت نسبة تحصيل مرضية، يطلب من المحاسبين العموميين المعينين بصفة ملحة مضاعفة الجهود للوصول إلى تحسين ملحوظ لعملية تحصيل سندات الإيرادات المتكفل بها من طرفكم.

يبقى متفق عليه، أنه في حالة انعدام تحصيل مبرر قانونا طبقا للتشريع الساري المفعول، على المحاسبين المذكورين أعلاه إستخدام إجراء القبول كقيم منعدمة المنصوص عليه بموجب المواد 24 و ما يتبع من المرسوم التنفيذي رقم 46.93 المؤرخ في 06 فيفري 1993 و التعليمات رقم 06 المؤرخة في 15 مارس 1995 المأخوذ تطبيقا له.

ألح على الطابع الإلزامي لأحكام هذا المنشور و الذي لا يفوت أي تهاون فيما يخص تطبيقه.

المدير العام للمحاسبة بالنيابة

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولاية (مع التبليغ لأمناء خزائن البلديات و القطاعات الصحية و المراكز الإستشفائية الجامعية)

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للضرائب
- المديرية الجهوية للخزينة (مع التبليغ للأعوان المحاسبين للمؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري و المؤسسات المختصة)
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

منشور رقم 09 المؤرخة في 2005/11/13

الموضوع : ف/ي تحصيل ديون خارجة عن الضرائب و أملاك الدولة.

- المرجع : - القانون رقم 21.90 المؤرخ في 15 أوت 1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية معدل و متمم،
- الأمر رقم 20.95 المؤرخ في 17 جويلية 1995 المتعلق بمجلس المحاسبة لاسيما المادة 83 منه،
- الأمر رقم 31.96 المؤرخ في 30 ديسمبر 1996 المتضمن قانون المالية لسنة 1997 لاسيما المادة 93 منه،
- المرسوم التنفيذي رقم 312.91 المؤرخ في 07 سبتمبر 1991 لاسيما المادة 04 منه،
- المرسوم التنفيذي رقم 46.93 المؤرخ في 06 فيفري 1993 (الفصل 2 و ما يتبع)،
- التعليمات رقم 07 المؤرخة في 26 فيفري 1997.

حددت أحكام المرسوم التنفيذي رقم 46.93 المؤرخ في 26 فيفري 1993 على مستوى الفصل 2 و ما يتبع، إجراء تحصيل الديون الخارجة عن الضرائب و أملاك الدولة.

أهل الأمر رقم 31.96 المؤرخ في 30 ديسمبر 1996 المتضمن قانون المالية لسنة 1997 في مادته 93 أمناء الخزائن لإصدار إشعارات للغير الحائزين المنصوص عليها بموجب قانون الضرائب المباشرة و الرسوم المماثلة لتحصيل الديون الجبائية و التي قامت التعليمات رقم 07 المؤرخة في 26 فيفري 1997 بتحديد مجال التدخل فيها.

غير أنه لوحظ عدم مبالاة فيما يخص تطبيق النصوص السالفة الذكر من طرف بعض المحاسبين العموميين و الذين سجل مركزهم المحاسبي نسبة تحصيل ضئيلة.

هذه الوضعية التي ذكر بها مجمل المحاسبين العموميين و التي نوه بها مجلس المحاسبة عدة مرات، ترجمت في الميدان بانخفاض محسوس في حجم تحصيلات أوامر الإيرادات المكفولة في كتابات المحاسبين العموميين.

هذا الوضع المضر بالتسيير السليم للإيرادات العمومية له تأثير مباشر على توازن خزينة الدولة و يقحم كلية المسؤولية المالية للمحاسبين العموميين المعينين الملين المخلين، طبقا للتشريع الساري المفعول، لاسيما المادة 83 من الأمر المتعلق بمجلس المحاسبة و المرسوم التنفيذي رقم 46.93 المذكورين أعلاه.

منشور رقم 08 مؤرخ 2005/09/24

الموضوع : ترميز المراكز المحاسبية.

المرجع : - مقرر رقم 31 المؤرخ في 2005/08/23 للسيد المدير العام للجمارك.
- منشور رقم 17/م/م/م/ت م/ع/84 المؤرخ في 1984/10/30.

أحدث المقرر المشار إليه في المرجع مكتب قبضة للجمارك يسمى "سكيدة للمنازعات" مقره سكيدة.
هذا المركز المحاسبي تابع لخزينة ولاية سكيدة و يحمل الرمز المحاسبي التالي : 212.04.
أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام المنشور هذا .

عن المدير العام للمحاسبة
إمضاء : م. عوين

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- أمين خزينة ولاية سكيدة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للجمارك (مع تبليغ محاسبي الجمارك)

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للضرائب

- المديرية العامة للأموال الوطنية

- المديرية الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

منشور رقم 07 مؤرخ 2005/09/24

في يعدل و يتم المنشور رقم 08 المؤرخ في 2003/07/21

الموضوع : ترميز الأمرين بالصرف.

المرجع : المرسوم الرئاسي رقم 03.332 المؤرخ في 2003/10/08 المتضمن إنشاء تنظيم و سير المركز العملي الوطني لمساعدة القرار.

يعدل و يتم البيان المرفق للمنشور رقم 08 المؤرخ في 2003/07/21 على النحو التالي :

الرمز

الهيئة

107.6.00

المركز العملي الوطني لمساعدة القرار

تبقى باقي أحكام المنشور رقم 08 المؤرخ في 21 جويلية 2003 المعدل و المتمم بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام المنشور هذا.

عن المدير العام للمحاسبة

إمضاء : م. عوين

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة

- الخزينة المركزية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للخرينة

- المديرية العامة للميزانية

- وزارة الداخلية و الجماعات المحلية

- المديرية الجهوية للخرينة

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

منشور رقم 06 المؤرخ 2005/09/24

الموضوع : ترميز المراكز المحاسبية.

المرجع : - مقرر رقم 30 المؤرخ في 2005/08/21 للسيد المدير العام للجمارك.
- منشور رقم 17/م/م/م/ت م/ع/84 المؤرخ في 1984/10/30.

أحدث المقرر المشار إليه في المرجع مكتب جمارك مقره القليعة.

هذا المركز المحاسبي تابع لخزينة ولاية غرداية و يحمل الرمز المحاسبي التالي : 47.202.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام المنشور هذا.

عن المدير العام للمحاسبة
إمضاء : م. عوين

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- أمين خزينة ولاية غرداية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للجمارك (مع تبليغ محاسبي الجمارك)

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للضرائب

- المديرية العامة للأموال الوطنية

- المديرية الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

منشور رقم 05 مؤرخ في 2005/07/06

الموضوع : ترميز المراكز المحاسبية.

المرجع : - المرسوم التنفيذي رقم 02-303 المؤرخ في 28 سبتمبر 2002، الذي يحدد تنظيم و صلاحيات المصالح الخارجية للإدارة الجبائية.
- القرار الوزاري المشترك رقم 080 المؤرخ في 01 جوان 2005، المحدد تنظيم و صلاحيات المديرية الفرعية لمديرية كبريات المؤسسات.
- إرسال رقم 355/م و م/ع ض/2005 المؤرخ في 2005/06/28 للمديرية العامة للضرائب.

إن أحكام المرسوم التنفيذي رقم 02/303 المؤرخ في 28 سبتمبر 2002 لاسيما المادة 4 منه، أنشأت مديرية كبريات المؤسسات. القرار المشار إليه في المرجع أعلاه حدد تنظيم المديرية الفرعية لمديرية كبريات المؤسسات.
إن حصالة مديرية كبريات المؤسسات هي مركز محاسبي ملحق في مجال المحاسبة بخزينة ولاية الجزائر و يحمل رقم الترميز التالي : 16/189.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام المنشور هذا.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- خزائن الولايات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للضرائب

- المديرية العمدة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية الجهوية للخزينة

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

منشور رقم 04 مؤرخ في 2005/06/15

يعدل و يتم المنشور رقم 08 المؤرخ في 2003/07/21

الموضوع : ترميز الأمرين بالصرف.

المرجع : المقرر رقم 18 المؤرخ في 07 جوان 2005 للسيد وزير المالية المتضمن تعيين المدير العام للخزينة بصفة الأمر بالصرف على ميزانية الأعباء المشتركة.

يعدل و يتم المعلق المرفق بالمنشور رقم 08 المؤرخ في 21 جويلية 2003 على النحو التالي :

الرمز
128.3.00

الهيئة
ميزانية الأعباء المشتركة : المديرية العامة للخزينة

تبقى باقي أحكام المنشور رقم 08 المؤرخ في 21 جويلية 2003 المعدل و المتمم بدون تغيير.
أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام المنشور هذا.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- الخزينة المركزية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العمدة للخزينة
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية الجهوية للخزينة
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

منشور رقم 03 مؤرخ في 2005/06/08

يعدل و يتم المنشور رقم 08 المؤرخ في 2003/07/21

الموضوع : ترميز الأمرين بالصرف.

المرجع : المرسوم الرئاسي رقم 161.05 المؤرخ في 2005/05/01 المتضمن تعيين أعضاء الحكومة.

تبعاً لنشر المرسوم الرئاسي المشار إليه في المرجع، يعدل و يتم المعلق المرفق للمنشور رقم 08 المؤرخ في 21 جويلية 2003 على النحو التالي :

الرمز
129.000

الهيئة
وزارة المساهمات و ترقية الإستثمار

تبقى باقي أحكام المنشور رقم 08 المؤرخ في 21 جويلية 2003 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام المنشور هذا.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للميزانية
- مديرية إدارة الوسائل - وزارة المساهمات و ترقية الإستثمار
- المديرية الجهوية للخزينة.

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات
- العون المحاسبي المركزي للخرين

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للخرينة
- مديرية الضبط و التحديث المحاسبي
- خلية الإعلام
- المديرية الجهوية للخرينة
- الخزينة الرئيسية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

المنشور رقم 02 المؤرخ في 2005/05/14

يعدل و يتم المنشور رقم 02 المؤرخ في 16 جانفي 1994

الموضوع : - إدخال الإعلام الآلي على تسيير عمليات الحافظة.
- تخصيص رقم رمز لحسابات إيداع الأموال الخاصة.

المرجع : - منشور رقم 02 المؤرخ في 1994/01/16 معدل و متمم.
- تعليمة رقم 10 المؤرخة في 2005/03/28.
- تعليمة رقم 12 مؤرخة في 2005/04/13.

تعديل و تتم أحكام المنشور المشار إليه في المرجع على النحو التالي :

يبين العدد الأول للرمز حساب الخزينة كمايلي :

- العدد 1 : حساب 403.001 السطر 001

- العدد 2 : (بدون تغيير حتى العدد 5)

- العدد 6 : حساب 403.003

- العدد 7 : حساب 403.004

- العدد 8 : حساب 403.001 السطر 002

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام المنشور هذا.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية
- الخزائن الوليات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للخزينة
- مديرية الضبط و التحديث المحاسبي
- خلية إعلام الآلي
- المديرية الجهوية للخزينة
- الخزينة الرئيسية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

منشور رقم 01 مؤرخ في 2005/04/23

يعدل و يتم المنشور رقم 02 المؤرخ في 16 جانفي 1994

الموضوع : - إدخال الإعلام الآلي على تسيير عمليات الحافظة.
- تخصيص رقم رمز لحسابات إيداع الأموال الخاصة.

المرجع : - منشور رقم 02 المؤرخ في 1994/01/16 معدل و متمم.
- تعليمة رقم 10 المؤرخة في 2005/03/28.
- تعليمة رقم 12 مؤرخة في 2005/04/13.

تعديل و تتم أحكام المنشور المشار إليه في المرجع على النحو التالي :

يبين العدد الأول للرمز حساب الخزينة كما يلي :

- العدد 1: حساب 403.001 السطر 001
- العدد 2 : (بدون تغيير حتى العدد 5)
- العدد 6 : حساب 403.001 السطر 002
- العدد 7 : حساب 403.004

تبقى باقي أحكام المنشور رقم 2 المؤرخ في 1994/01/16 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام المنشور هذا.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

مناشير

يسجل الحساب الفرعي رقم 13 :

في باب الإيرادات :

- الإعانات المالية التي تمنحها الدولة و الجماعات المحلية و المؤسسات و الهيئات العمومية،
- الموارد المتصلة بنشاط المعهد،
- الهبات و الوصايا.

في باب النفقات :

- نفقات التسيير.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية
- الوكالة المحاسبية المركزية للخبزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة الداخلية و الجماعات المحلية
- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة
- المديرية الجهوية للخبزينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعلیمة رقم 53 المؤرخة في 28 ديسمبر 2005

الموضوع : - التسيير المحاسبي للمعهد الوطني للبحث في علم التحقيق الجنائي.

- إنشاء حساب فرعي رقم 13 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".

المراجع : - المرسوم التنفيذي رقم 04-432 المؤرخ في 29 ديسمبر 2004 المتضمن إنشاء معهد وطني للبحث في

علم التحقيق الجنائي.

- القرار رقم 79 المؤرخ في 2005/12/17 المتضمن تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب

لدى المعهد الوطني للبحث في علم التحقيق الجنائي.

1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 04-432 المؤرخ في 29 ديسمبر 2004 تم إنشاء معهد وطني للبحث في علم التحقيق الجنائي.

يعد هذا المعهد مؤسسة عمومية ذات طابع إداري تتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي.

تم تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المعهد السالف ذكره، بموجب القرار رقم 79 المؤرخ في

2005/12/17.

2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمعهد المذكور أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن

الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية"، حساب فرعي رقم 13 تحت عنوان "المعهد

الوطني للبحث في علم التحقيق الجنائي".

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 131 : السنة المالية الجارية،

- 133 : عمليات خارج الميزانية.

في باب النفقات :

- نفقات التسيير،

- كل النفقات الأخرى الضرورية لتحقيق أهداف المركز الجامعي.

2 - أحكام مختلفة

تغلق الحسابات الفرعية المفتوحة ضمن الحساب رقم 402-001 و المذكورة في الجدول أدناه :

الحساب الفرعي	العنوان	الحساب الفرعي	العنوان
20	المركز الجامعي بالبلدية	45	المركز الجامعي بالوادي
38	المركز الجامعي بتيارت	46	المركز الجامعي بالطرف
40	المركز الجامعي ببسكرة	47	المركز الجامعي ببورج بوعراييج
43	المركز الجامعي بخميس مليانة (عين الدفلة)	53	المركز الجامعي بتمنراست
44	المركز الجامعي بخنشلة	54	المركز الجامعي بغرداية

يجب على أمناء الخزائن الولائية المعيّنين بصفتهم أعوانا محاسبين لدى مراكز جامعية و الذين لا يزالون مختصين بتسيير هذه المؤسسات، أن يقوموا بتحويل الأرصدة المستخرجة من الحسابات الفرعية المفتوحة سابقا على التوالي في كتابتهم، نحو الحساب الفرعي الجديد رقم 20 المعنون "المركز الجامعي" المذكور أعلاه.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- خزائن الولايات

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة

- المديرية الجهوية للخزينة

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية.

تعليمة رقم 52 المؤرخة في 26 ديسمبر 2005

الموضوع : - إنشاء حساب فرعي رقم 20 تحت عنوان "المركز الجامعي" ضمن مدونة حسابات الخزينة ضمن الحساب الفرعي رقم 402 001 "الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية".
- غلق بعض الحسابات الفرعية المنشأة ضمن الحساب رقم 402 001 "الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية".

المرجع : المرسوم التنفيذي رقم 05-299 المؤرخ في 16 أوت 2005 الذي يحدد مهام المركز الجامعي و القواعد الخاصة بتنظيمه و سيره.

1. أحكام محاسبية

ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة ضمن الحساب الفرعي رقم 402 001 "الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية" الحساب الفرعي رقم 20 تحت عنوان "المركز الجامعي" بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية لكل من المراكز الجامعية التي يكون تسييرها المحاسبي ملحقا بمصالح الخزينة الولائية.

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 201 : السنة المالية الجارية،

- 203 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 20 :

في باب الإيرادات :

- الإعانات التي تمنحها الدولة و الجماعات المحلية و المؤسسات أو الهيئات العمومية،

- مساهمات الأشخاص المعنويين أو الطبيعيين في تمويل المركز الجامعي،

- الإعانات التي تقدمها المنظمات الدولية،

- القروض و الهبات و الوصايا،

- المخصصات الإستثنائية،

- الإيرادات المختلفة المرتبطة بنشاط المركز الجامعي.

تعليمة رقم 51 المؤرخة في 26 ديسمبر 2005

الموضوع: غلق حساب فرعي رقم 13 و 57 المنشأين ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".

يقوم حاليا محاسبان معينان طبقا للتنظيم المعمول به، بتسيير العمليات المالية و المحاسبية لكل من المتحف الوطني للمجاهد و إقامة القضاة. فعليه يتم غلق الحسابين الفرعيين رقم 13 و 57 المنشأين في مدونة حسابات الخزينة ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمة.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة
- المديرية الجهوية للخزينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات.

التعليمة رقم 50 المؤرخة في 2005/12/25

الموضوع : فتح حساب قرض .

للسماح بتقييد العمليات الناجمة عن إتفاق القرض المبرم بين الجزائر و الوكالة الفرنسية للتنمية في كتابات الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة، يفتح في مدونة حسابات الخزينة ضمن الحسابين 335.026 و 432.104 السطر التالي :

- السطر 004 : قرض الوكالة الفرنسية للتنمية المؤرخ في 2005/05/25 (تمويل مشروع كهربية خطوط السكك الحديدية للمسافرين لضاحية العاصمة).

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمة هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء: خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخرينة

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولاية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 98 :

في باب الإيرادات :

- إعانات التسيير الممنوحة من الدولة،
- المساهمات المالية وهبات الهيئات الوطنية و الدولية،
- الهبات و الوصايا و التبرعات من أي نوع كانت،
- الإيرادات المتأتية من الخدمات المقدمة بمقابل و المتصلة بهدفها،
- إيرادات مختلفة.

في باب النفقات :

- نفقات التسيير،
- كل النفقات الأخرى الضرورية لإنجاز مهامها.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة المؤسسات الصغيرة و المتوسطة و الصناعات التقليدية
- مديرية تحديث و ضبط مقاييس المحاسبة
- المديرية الجهوية للخزينة
- الوكالة الوطنية لتطوير المؤسسات الصغيرة و المتوسطة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات.

تعلیمة رقم 49 المؤرخة في 11 ديسمبر 2005

الموضوع : - التسيير المحاسبي للوكالة الوطنية لتطوير المؤسسات الصغيرة و المتوسطة.
- إنشاء حساب فرعي رقم 98 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".

المراجع : - المرسوم التنفيذي رقم 165-05 المؤرخ في 03 ماي 2005 المتضمن إنشاء الوكالة الوطنية لتطوير المؤسسات الصغيرة و المتوسطة و تنظيمها و سيرها .
- القرار رقم 77 المؤرخ في 2005/12/06 المتضمن تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى الوكالة الوطنية لتطوير المؤسسات الصغيرة و المتوسطة.

1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 165-05 المؤرخ في 03 ماي 2005 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء الوكالة الوطنية لتطوير المؤسسات الصغيرة و المتوسطة.
تعد هذه الوكالة مؤسسة عمومية ذات طابع إداري تتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي.
تم تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى الوكالة السالف ذكرها، بموجب القرار رقم 77 المؤرخ في 2005/12/06.

2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للوكالة المذكورة أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية"، حساب فرعي رقم 98 تحت عنوان "الوكالة الوطنية لتطوير المؤسسات الصغيرة و المتوسطة".

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 981 : السنة المالية الجارية،

- 983 : عمليات خارج الميزانية.

			سيدي بلعباس
			عناية
			قائمة
			قسنطينة
			المدية
			مستغانم
			مسيلة
			معسكر
			ورقلة
			وهران
			البيض
			إليزي
			برجوعريريج
			بومرداس
			تندوف
			الطارف
			تيسمسيلت
			الوادي
			خنشلة
			سوق أهراس
			تيازة
			ميلة
			عين الدفلى
			النعام
			عين تيموشنت
			غرداية
			غيليزان
			الخزينة الرئيسية
			الخزينة المركزية
			المجموع العام

يمثل الطلب بالنقود الورقية

البيان المثبت و الموقوف بمبلغ

لصالح المراكز المحاسبية للخزينة قام به العون المحاسبي لدى بنك الجزائر.

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

الوضعية المثبة لطلبات التزويد بالنقود الورقية معبر عنها من طرف أمناء الخزائن

الخزائن	مبلغ الطلب	تأكيد	بنك الجزائر
أدرار			
الشلف			
الأغواط			
أم البواقي			
باتنة			
بجاية			
بسكرة			
بشار			
البلدية			
بويرة			
تمنراست			
تبسة			
تلمسان			
تيارت			
تيزي وزو			
الجزائر			
الجلفة			
جيجل			
سطيف			
سعيدة			
سكيكدة			

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

الجزائر في

إلى

السيد أمين الخزينة

الموضوع : تأكيد طلب التزويد بالنقود الورقية.

المرجع : - التعليم رقم
المؤرخة في
رسالتكم رقم
المؤرخة في

تبعاً لرسالتكم المشار إليها في المرجع، يشرفني أن أحيطكم علماً أن سحب الأموال المتعلقة بطلب تزويدكم مؤكد عليه تحت المرجع أدناه :

- التاريخ
- المبلغ
- رقم التشخيص

العون المحاسبي المركزي للخزينة
(الإمضاء و الختم الندي)

الملحق II

برنامج إرسال طلبات التزويد إلى العون المحاسبي المركزي للخزينة

	رقم الفاكس	
الشلف	021-64-32-74	كل سبت وإثنين من 8 سا إلى 12 سا
تلمسان	/	/
الجزائر	/	/
مستغانم	/	/
بسكرة	021-64-32-76	/
سطيف	/	/
قسنطينة	/	/
بشار	021/64-32-79	/
وهران	/	/
غرداية	/	/
عنابة	021-64-32-80	/
بومرداس	/	/
خنشلة	/	/

يجب أن يبلغ العون المحاسبي المركزي للخزينة في الوقت الملائم بكل صعوبة في إرسال طلب التزويد و ذلك للسماح بالتكفل به بأي طريقة أخرى للإتصال.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
المديرية الجهوية للخزينة
خزينة
رقم

الجزائر في

أمين الخزينة
إلى
السيد الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة

الموضوع : طلب تزويد بالنقود الورقية.
المرجع : التعليمات رقم المؤرخة في

(محدد بالأرقام و الحروف)

يشرفني أن أطلب منكم الشروع في حفظ مبلغ
للسماح بتزويد صندوقتي

أمين الخزينة
(الإمضاء و الختم الندي)

يجب أن يصل هذا الطلب إلى العون المحاسبي المركزي للخزينة عن طريق الفاكس 48 ساعة قبل السحب الفعلي
للأموال و يبين مبلغ الإحتياجات المعبر عنها .

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للخرزينة

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية الجهوية للخرزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولاية.

II - 2. ب) في حالة ملاحظة فارق بالنقصان :

أ) على مستوى بنك الجزائر :

- خصوم حساب جاري للخرينة في بنك الجزائر
- أصول حساب بنك الجزائر

ب) على مستوى الخرينة :

- أصول حساب 110.002 "إيرادات للتحويل إلى العون المحاسبي المركزي للخرينة لحساب بنك الجزائر"
- خصوم حساب 510.001 "نفقات متفرقة للترتيب و التسوية (حالة العثور على أوراق نقدية مزيفة، نقص في الأموال) يتوجب على أمين الخرينة القيام بالتسوية اللازمة".

ج) على مستوى العون المحاسبي المركزي للخرينة :

- أصول حساب 110.001 "حساب جاري للخرينة في بنك الجزائر"
- خصوم حساب 110.004 السطر 002 "عمليات سحب الأموال في إطار RTGS"

IV . أحكام متفرقة

للسماح بالتطبيق السليم للأحكام التي تدخل في إطار تسيير هذه الطريقة العملية الجديدة، على المحاسبين الرئيسيين للخرينة السهر على التحكم المثالي في إحتياجاتهم النقدية الورقية و ذلك بالأخذ في الحسبان لاسيما نداء الأموال التي تتم لدى صندوقهم.

لا يمكن للعمليات التي تدخل في إطار هذه التعليمات أن تعاني من أي خلل أو فارق في التاريخ، و يجب أن تلخص جليا على مستوى حساب التحويل المعني.

يجب أن يكون تاريخ الحفظ و وضع تحت التصرف هو تاريخ المرجع لإجراء الكتابة على مستوى بنك الجزائر و الخرينة التي إستلمت الأموال.

يجب أن تبلغ فوراً إلى العون المحاسبي المركزي للخرينة عن كل صعوبة أو خلل من المحتمل أن نلاحظ في إنجاز هذه العمليات.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

ج) على مستوى العون المحاسبي المركزي للخبزينة :

فور إستيلاء الإشعار الدائن، تنجز الكتابة التالية :

- خصوم حساب 110.001 "حساب جاري للخبزينة في بنك الجزائر"
 - أصول حساب 110.004 السطر 003 "عمليات دفع الأموال في إطار RTGS" و الذي يفتح في مدونة حسابات الخبزينة.
- فور إستيلاء التحويل إلى الحساب 110.003 المرسل شهريا من طرف المحاسبين الرئيسيين للخبزينة، يشرع العون المحاسبي المركزي للخبزينة في إجراء العملية المحاسبية التالية :

- أصول حساب 110.003 "نفقات للتحويل إلى العون المحاسبي المركزي للخبزينة لحساب بنك الجزائر"
- خصوم حساب 110.004 السطر 003 "عمليات دفع الأموال في إطار RTGS"

بعد إنجاز هذه العملية، يتم إقفال الحساب 110.004/003 و يضمن توازن الحساب 110.003

III - 2. تسوية الفوارق الملحوظة إحتمالا عند الإيداع و بعد تعداد الأموال :

يتم وضع مبلغ الإيداعات فورا في أصول الحساب الجاري للخبزينة في بنك الجزائر، و يمكن ملاحظة غلطات و فوارق بالزيادة أو النقصان وقت التصرف أو تعداد الأموال من طرف موظفي شبائيك فروع بنك الجزائر التي تم إيداع الأموال لديها. عند هذا الإفتراض، يتم إنجاز العمليات المبينة أدناه بعد تقديم محضر موقع عليه من طرف كل من المودع و الموظف المؤهل للفرع.

II - 2. أ) في حالة ملاحظة فارق بالزيادة :

أ) على مستوى بنك الجزائر :

- خصوم حساب التسوية لبنك الجزائر
- أصول الحساب الجاري للخبزينة في بنك الجزائر

ب) على مستوى الخبزينة :

- خصوم حساب 110.003 "نفقات للتحويل إلى العون المحاسبي المركزي للخبزينة لحساب بنك الجزائر"
- أصول حساب 510.001 "إيرادات متفرقة للترتيب و التسوية"

على أمين الخبزينة المعني إذا، بعد تقييد الفارق الملحوظ، في الشروع في التحقيقات المفترض القيام بها قصد تحديد مصدر هذا الفارق و الشروع في التسوية اللازمة.

ج) على مستوى العون المحاسبي المركزي للخبزينة :

- خصوم حساب 110.001 "حساب جاري للخبزينة في بنك الجزائر"
- أصول حساب 110.004/003 "عمليات دفع الأموال في إطار RTGS"

فور إنجاز هذه العملية، يتم القيام بالعملية التالية للتسجيل في نظام RTGS

- خصوم الحساب الفرعي للحفظ
- أصول حساب التسوية لبنك الجزائر

بعد هذه العملية، يتم تسليم إشعار مدين من طرف البنك إلى أمين الخزينة المعني أو ممثله المؤهل.

(د) على مستوى أمين الخزينة المركزي :

بتاريخ تسليم الأموال، يشرع أمين الخزينة في إجراء الكتابة المحاسبية التالية :

- خصوم حساب 100.001 "نقدي عند المحاسبين الرئيسيين"
- أصول حساب 110.002 "إيرادات للتحويل إلى العون المحاسبي المركزي للخبزينة لحساب بنك الجزائر (إقتطاع)"

فور إستيلاء التحويل ينجز العون المحاسبي المركزي للخبزينة العملية المحاسبية التالية :

- خصوم حساب 110.002 "إيرادات للعون المحاسبي المركزي للخبزينة لحساب بنك الجزائر"
- أصول حساب 110.004 السطر 003 "عمليات سحب الأموال في إطار RTGS"

بعد إنجاز هذه الكتابة، يتم توازن الحسابين 002.110 و 110.004/002 وإقفاله على مستوى العون المحاسبي المركزي للخبزينة.

III - أحكام متعلقة بعمليات إيداع الأموال

III - 1. كفيات إيداع الأموال :

كما هو الشأن بالنسبة لعمليات السحب، فتلك المتعلقة بإيداع الأموال التي تم القيام بها لدى بنك الجزائر من طرف المحاسبين الرئيسيين للخبزينة، فتقيد في أصول الحساب الجاري للخبزينة في بنك الجزائر قبل أن يتم القيام بالحسم المادي للإيداع.

ينجر عن هذه العملية المنجزة عن طريق القاعدة الموصولة بالنظام RTGS

الكتابات المحاسبية التالية :

(أ) على مستوى بنك الجزائر :

- خصوم حساب التسوية لبنك الجزائر
- أصول حساب التسوية للخبزينة

(ب) على مستوى أمين الخزينة :

- خصوم حساب 110.003 "نفقات للتحويل إلى العون المحاسبي المركزي للخبزينة لحساب بنك الجزائر"
- أصول حساب 110.001 "نقدا عند المحاسبين الرئيسيين" أو أصول حسابات 520.004 - 520.005 أو 411.002

إذا تعلق الأمر بإيداعات تخص قابضي الوكالات المالية، أمناء خزائن البلديات أو قابضي بريد الجزائر.

يتم بعد ذلك تركيز و تثبيت هذه الطلبات من طرف مصالح الوكالة المحاسبية المركزية للخرزينة و ترسل من طرف هؤلاء إلى بنك الجزائر قصد حفظ الأموال على مستوى الفروع المحلية و التي سيتم سحب الأموال منها (الملحق IV).

بعد الإتصال بها من طرف العون المحاسبي المركزي للخرزينة عند استيلاء طلب الأموال يشرع بنك الجزائر في حفظ الأموال المطلوبة و وضعها تحت التصرف على المستوى المحلي.

فور إنجاز هذه العملية يؤكد بنك الجزائر للعون المحاسبي المركزي للخرزينة جواز فعل هذه العملة بالتاريخ المحدد و يقوم بموافاته ب :

- إشعار مدين المتعلق بكل عملية حفظ

- مبلغ الحفظ الخاص بكل محاسب

- رقم التشخيص الخاص بكل عملية

فور استيلاء هذه العناصر يشرع العون المحاسبي المركزي للخرزينة فوراً بموافاتها إلى المحاسبين الرئيسيين المعنيين عن طريق الفاكس (الملحق III).

- كإجراء أمني، على المحاسبين الطالبين السهر شخصياً على استيلاء التأكيد الصادر عن العون المحاسبي المركزي للخرزينة.

يترتب عن إنجاز العمليات المبينة أعلاه، إجراء الكتابات المحاسبية التالية :

أ) على مستوى بنك الجزائر :

فور إستيلاء و وضع تحت التصرف الأموال المطلوبة، يسجل بنك الجزائر في كتاباته العملية المحاسبية التالية :

- خصوم حساب التسوية للخرزينة العمومية

- أصول الحساب الفرعي للحفظ من فرعه المحلي.

تتبع هذه العملية بإرسال إشعار مدين (MT900) إلى العون المحاسبي المركزي للخرزينة عن طريق قاعدة RTGS.

ب) على مستوى العون المحاسبي المركزي للخرزينة :

فور إستيلاء إشعار مدين المرسل من طرف بنك الجزائر، يشرع العون المحاسبي المركزي للخرزينة في إجراء الكتابة المحاسبية التالية، بتاريخ القيمة :

- أصول حساب 110.001 "حساب جاري للخرزينة ببنك الجزائر"

- خصوم حساب 110.004 السطر 002 "عمليات سحب الأموال في إطار RTGS" و الذي يفتح في مدونة حسابات الخرزينة.

ج) على مستوى الفرع :

يتم تسليم الأموال على مستوى المقر المحلي لبنك الجزائر و الذي يتقدم إليه أمين الخرزينة أو ممثله معتمد قانوناً و مصحوباً برقم تشخيص عملية الحفظ بدلاً من الصك التقليدي الصادر عن بنك الجزائر.

تعليمية رقم 48 المؤرخة في 2005/12/10

الموضوع : كفيات تزويد و إخلاء صناديق المحاسبين العموميين في إطار نظام RTGS-ARTS.

في إطار تحديث نظام معالجة وسائل الدفع بالجملة تسيير من هنا فصاعدا، العملة الورقية (النقدية) على مستوى بنك الجزائر، حسب نظام RTGS-ARTS.

تهدف التعليمية هذه إلى توضيح كفيات سحب (إقتطاف) و إيداع (دفع) الأموال لدى بنك الجزائر، من طرف المحاسبين الرئيسيين للخزينة.

I . أحكام عامة

تهدف هذه الطريقة العملية الجديدة المتعلقة لتسيير العملة الورقية إلى لاسيما :

- تمكين بنك الجزائر من معرفة الإحتياجات المعبر عنها من طرف المشاركين في نظام "RTGS" بالعملة الورقية يوم قبل السحب.
- ضمان تغطية هذا السحب على مستوى الوكالات المحلية لبنك الجزائر من الأموال الخاصة للمشاركة.
- تقييد عمليات السحب في الوقت الفعلي فور إنجازها.

من هنا، فإن بنك الجزائر لا يضمن تغطية سحب الأموال على المستوى المحلي كل يوم بيوم يتم متابعة عمليات السحب و الإيداع و تؤخذ في الحسبان على المستوى المركزي و لا تسجل تحركاتها في حساب فروع بنك الجزائر.

تقدم هذه الطريقة العملية الجديدة لمصالح الخزينة، ميزة تمكين متابعة تحركات سحب و إيداع الأموال خلال اليوم في الوقت الفعلي.

II . أحكام تتعلق بعمليات سحب الأموال

في إطار هذا الإجراء الجديد، يجب أن يكون كل طلب أموال لدى بنك الجزائر مقدما من طرف المحاسبين الرئيسيين للخزينة لدى العون المحاسبي المركزي للخزينة (الملحق I).

تتضمن هذه الطلبات الإحتياجات الخاصة بصناديق المحاسبين الرئيسيين للخزينة وكذا تلك الخاصة بصناديق الخزائن التابعة لها (الخزائن البلدية و خزائن القطاعات الصحية و المراكز الإستشفائية الجامعية) و ترسل إلى العون المحاسبي المركزي للخزينة عن طريق الفاكس يومان قبل التاريخ المقدر لسحب و حسب البرنامج المحدد و المبين في الملحق II.

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- وزارة الفلاحة

- المديرية العامة للخرينة

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية الجهوية للخرينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولاية.

في باب النفقات :

- الإعانات التي تضمن مساهمات الدولة في تنمية الإنتاج و الإنتاجية الفلاحية وكذا تثمينه وتخزينه وتوضييه وحتى تصديره،
- الإعانات التي تضمن مساهمات الدولة في عمليات تطوير الري الفلاحي و حماية أشكال الثروة الجينية الحيوانية و النباتية و تنميتها،

- الإعانات فيما يخص دعم أسعار المنتجات الطاقوية المستعملة في الفلاحة،
- تخفيض نسب الفوائد على القروض الفلاحية و الصناعة الغذائية الزراعية على المدى القصير و المتوسط و الطويل بما فيها تلك الموجهة للعتاد الفلاحي الذي تم اقتناؤه في إطار صيغة البيع بالإيجار،
- المصاريف المتصلة بدراسات الجدوى و التكوين المهني و الإرشاد و متابعة مدى تنفيذ المشاريع ذات الصلة بالموضوع.

يستفيد من دعم الصندوق الوطني لتنمية الإستثمار الفلاحي :

- الفلاحون و المربون بصفة فردية أو المنظمون في تعاونيات أو تجمعات أو جمعيات،
- المؤسسات الإقتصادية المتدخلة في نشاطات الإنتاج الفلاحية تثمين المنتوجات الفلاحية و الصناعية الغذائية و تصديرها.

يتم إنجاز العمليات المقيدة في الحساب رقم 302.067 طبقا لأحكام القانون رقم 21.90 المؤرخ في 15/08/1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية.

يحدد قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالفلاحة مدونة الإيرادات و النفقات المقيدة في هذا الحساب.

توضح كيفيات متابعة و تقييم حساب التخصيص الخاص رقم 302.067 بقرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالفلاحة.

يضع الأمر بالصرف برنامج عمل يوضح فيه الأهداف المسطرة و كذا أجال الإنجاز.

3 - أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 302.067، يرسل أمين الخزينة الرئيسي شهريا إلى المديرية العامة للمحاسبة، وزارة الفلاحة ، المديرية العامة للخزينة و إلى المديرية العامة للميزانية حالة مفصلة لهذا الحساب يظهر فيها الإيرادات المسجلة، النفقات المسددة و الرصيد المتبقي.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

تعليمية رقم 47 المؤرخة في 2005/12/04

تعديل و تتمم التعليمية رقم 25 المؤرخة في 2000/09/11

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.067 "الصندوق الوطني للضبط و التنمية الفلاحية".

المرجع : - القانون رقم 11.99 المؤرخ في 1999/12/23 المتضمن قانون المالية لسنة 2000 لاسيما المادة 94 منه.
- الأمر رقم 05.05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005 لاسيما المادة 28 منه.
- المرسوم التنفيذي رقم 118.2000 المؤرخ في 2000/05/30 المحدد لكيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.067 "الصندوق الوطني للضبط و التنمية الفلاحية".
- المرسوم التنفيذي رقم 413.05 المؤرخ في 2005/10/25 يعدل و يتمم المرسوم التنفيذي رقم 118.2000 السالف الذكر.
- التعليمية رقم 25 المؤرخة في 2000/09/11 معدلة و متممة.

تطبيقا لأحكام المادة 28 من الأمر رقم 05.05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005، تهدف هذه التعليمية إلى تنمة و تعديل أحكام التعليمية رقم 25 المؤرخة في 2000/09/11 على النحو التالي :

1 - أحكام عامة

يعنون الحساب رقم 302.067 "الصندوق الوطني للضبط و التنمية الفلاحية" من هنا و صاعدا "الصندوق الوطني لتنمية الإستثمار الفلاحي".

2 - أحكام محاسبية

يسجل الحساب رقم 302.067 :

في باب الإيرادات :

- تخصيصات ميزانية الدولة،
- حاصل شبه الجباية،
- الهبات و الوصايا،
- كل الموارد الأخرى أو المساهمات أو الإعانات المحددة عن طريق التشريع.

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- وزارة الفلاحة

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولاية.

في باب النفقات :

- الإعانات فيما يخص حماية مداخيل الفلاحين للتكفل بالمصاريف المترتبة على تحديد الأسعار المرجعية،
- الإعانات الموجهة لضبط المنتوجات الفلاحية.

يستفيد من دعم الصندوق الوطني لضبط الإنتاج الفلاحي :

- الفلاحون و المربون بصفة فردية أو المنظمون في تعاونية أو جمعيات،
- المؤسسات الاقتصادية المتدخلة في النشاطات المرتبطة بتثمين المنتوجات الفلاحية،

تتكفل بالنفقات المنصوص عليها أعلاه مؤسسات مالية متخصصة.

تحدد كفاءات التطبيق في هذا الشأن وعند الإقتضاء بموجب قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالفلاحة.

تنجز العمليات المقيدة في الحساب رقم 302.121 طبقا لأحكام القانون رقم 21.90 المؤرخ في 15/08/1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية.

يحدد قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالفلاحة مدونة الإيرادات و النفقات المقيدة في هذا الحساب.

توضح كفاءات متابعة و تقييم حساب التخصيص الخاص رقم 302.121 بقرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالفلاحة.

يضع الأمر بالصرف برنامج عمل يوضح فيه الأهداف المسطرة و كذا آجال الإنجاز.

3. أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 302.121، يرسل أمين الخزينة الرئيسي شهريا إلى المديرية العامة للمحاسبة، وزارة الفلاحة، المديرية العامة للخزينة و إلى المديرية العامة للميزانية حالة مفصلة لهذا الحساب يظهر فيها الإيرادات المسجلة، النفقات المسددة و الرصيد المتبقي.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعلية هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

تعليمة رقم 46 المؤرخة في 2005/12/04

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.121 "الصندوق الوطني لضبط الإنتاج الفلاحي.

المرجع : - الأمر رقم 05.05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005 لاسيما المادة 29 منه.
- المرسوم التنفيذي رقم 415.05 المؤرخ في 2005/10/25 المحدد لكيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.121 "الصندوق الوطني لضبط الإنتاج الفلاحي.

تهدف التعليمة هذه إلى توضيح الكيفيات المحاسبية الناجمة عن المرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع، المأخوذ تطبيقاً لأحكام المادة 29 من الأمر رقم 05.05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005.

1 - أحكام عامة

إن الحساب رقم 302.121 المفتوح بموجب المادة 29 من قانون المالية التكميلي لسنة 2005 هو حساب تخصيص خاص و الذي ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 03، الحساب العام 30، الفرع 2.

يظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية، يبرر خصوما و أصولا و يعمل في كتابات أمين الخزينة الرئيسي فقط.

يحرك الحساب رقم 302.121 من طرف الوزير المكلف بالفلاحة بصفته الأمر بالصرف الرئيسي :

2 - أحكام محاسبية

يسجل الحساب رقم 302.121 :

في باب الإيرادات :

- تخصيصات ميزانية الدولة،

- حاصل الرسوم النوعية المؤسسة عن طريق قوانين المالية،

- كل الموارد الأخرى و المساهمات أو الإعانات المحددة عن طريق التشريع.

3. أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 302.117، يرسل أمين الخزينة الرئيسي شهريا إلى المديرية العامة للمحاسبة، وزارة التشغيل، المديرية العامة للخزينة و إلى المديرية العامة للميزانية حالة مفصلة لهذا الحساب يظهر فيها الإيرادات المسجلة، النفقات المسددة و الرصيد المتبقي.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمه هذه.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- وزارة التشغيل

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولاية.

في باب الإيرادات :

- تخصيصات ميزانية الدولة،
- حاصل الرسوم النوعية المؤسسة عن طريق قوانين المالية،
- رصيد حساب الإيداع لدى الخزينة العمومية المفتوح لحساب الوكالة الوطنية لتسيير القرض المصغر تطبيقا للمادة 28 من المرسوم التنفيذي رقم 14.04 المؤرخ في 29 ذي القعدة عام 1424 الموافق 22 يناير 2004 السالف الذكر،
- حاصل تسديدات القروض بدون فوائد الممنوحة للمواطنين المؤهلين للقروض المصغرة،
- كل الموارد و المساهمات الأخرى.

في باب النفقات :

- منح القروض بدون فوائد لصالح المواطنين المؤهلين للقروض المصغرة عندما تفوق كلفة المشروع مائة ألف دينار (100.00 دج) المخصصة لتكملة مستوى المساهمات الشخصية المطلوبة للإستفادة من القرض البنكي علما أن مبلغ الإستثمارات لا يمكن أن يتجاوز 400.000 دج،
- منح القروض بدون فوائد فيما يخص إقتناء مواد أولية التي لا تتجاوز كلفتها ثلاثين ألف دينار (30.000 دج)،
- تخفيض نسب فوائد القروض البنكية التي يتحصل عليها المواطنين المؤهلين لجهاز القرض المصغر،
- مصاريف التسيير المرتبطة بتنفيذ البرامج و الأعمال المذكورة أعلاه، لاسيما تلك المتصلة بسير الوكالة الوطنية لتسيير القرض المصغر.

يحدد مستوى مصاريف التسيير هذه إبتداء من أول جانفي 2006 بـ 8% من المبلغ الإجمالي للبرامج التي تسييرها الوكالة الوطنية لتسيير القرض المصغر.

يسند تسيير هذا الحساب إلى الوكالة الوطنية لتسيير القرض المصغر.

تنجز العمليات المقيدة في الحساب رقم 302.117 طبقا لأحكام القانون رقم 21.90 المؤرخ في 15/08/1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية.

يحدد قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالتشغيل مدونة الإيرادات و النفقات المقيدة في هذا الحساب.

توضح كيفية متابعة و تقييم حساب التخصيص الخاص رقم 117.302 بقرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالتشغيل.

يضع الأمر بالصرف برنامج عمل يوضح فيه الأهداف المسطرة و كذا أجال الإنجاز.

تعليمة رقم 45 المؤرخة في 2005/12/04

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.117 "الصندوق الوطني لدعم القرض المصغر".

المرجع : - الأمر رقم 05.05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005 لاسيما المادة 24 منه.
- المرسوم التنفيذي رقم 14.04 المؤرخ في 2004/01/20 المتضمن إنشاء و تحديد قانون الوكالة الوطنية للقرض المصغر.
- المرسوم التنفيذي رقم 414.05 المؤرخ في 2005/10/25 المحدد لكيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.117 "الصندوق الوطني لدعم القرض المصغر".

تهدف التعليمة هذه إلى توضيح الكيفيات المحاسبية الناجمة عن المرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع، المأخوذ تطبيقاً لأحكام المادة 24 من الأمر رقم 05.05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005.

1 - أحكام عامة

إن الحساب رقم 302.117 المفتوح بموجب المادة 24 من قانون المالية التكميلي لسنة 2005 هو حساب تخصيص خاص و الذي ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 03، الحساب العام 30، الفرع 2.

يظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية، يبرر خصوما و أصولا و يعمل في كتابات أمين الخزينة الرئيسي فقط.

يحرك الحساب رقم 302.117 من طرف الوزير المكلف بالتشغيل بصفته الأمر بالصرف الرئيسي :

2 - أحكام محاسبية

يسجل الحساب رقم 117.302 :

يسجل الحساب الفرعي رقم 54 :

في باب الإيرادات :

- الإعانات التي تمنحها الدولة و الجماعات المحلية و المؤسسات أو الهيئات العمومية،
- مساهمات الأشخاص المعنويين أو الطبيعيين في تمويل المركز الجامعي،
- الإعانات التي تقدمها المنظمات الدولية،
- القروض و الهبات و الوصايا،
- المخصصات الإستثنائية،
- الإيرادات المختلفة المرتبطة بنشاط المركز الجامعي.

في باب النفقات :

- نفقات التسيير،
 - كل النفقات الأخرى الضرورية لتحقيق أهداف المركز الجامعي.
- أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

المدير العام للمحاسبة بالنيابة
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- خزينة ولاية غرداية
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة التعليم العالي و البحث العلمي
- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة
- المديرية الجهوية للخزينة
- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات.

تعليمية رقم 44 المؤرخة في 19 نوفمبر 2005

الموضوع : - التسيير المحاسبي للمركز الجامعي بغرداية.

- إنشاء حساب فرعي رقم 54 ضمن الحساب رقم 402 001 "الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية".

المراجع : - المرسوم التنفيذي رقم 05-302 المؤرخ في 16 أوت 2005 المتضمن إنشاء مركز جامعي بغرداية.

- المرسوم التنفيذي رقم 05-299 المؤرخ في 16 أوت 2005 الذي يحدد مهام المركز الجامعي و القواعد الخاصة بتنظيمه و سيره.

- القرار رقم 72 المؤرخ في 13 نوفمبر 2005 المتضمن تعيين أمين خزانة ولاية غرداية بصفته عون محاسب لدى المركز الجامعي بغرداية.

1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 05-302 المؤرخ في 16 أوت 2005 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء المركز الجامعي لغرداية. يخضع تسيير المركز الجامعي لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 05-299 المؤرخ في 16 أوت 2005 المذكور أعلاه. المركز الجامعي بغرداية مؤسسة عمومية ذات طابع علمي، ثقافي و مهني، تتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي. تم تعيين أمين خزانة ولاية لغرداية بصفته عون محاسب لدى المركز السالف الذكر، بموجب القرار رقم 72 المؤرخ في 13 نوفمبر 2005.

2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمركز المشار إليه أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزانة، ضمن الحساب رقم 402 001 "الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية"، حساب فرعي رقم 54 تحت عنوان "المركز الجامعي بغرداية".

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 541 : السنة المالية الجارية،

- 543 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 53 :

في باب الإيرادات :

- الإعانات التي تمنحها الدولة و الجماعات المحلية و المؤسسات أو الهيئات العمومية،
- مساهمات الأشخاص المعنويين أو الطبيعيين في تمويل المركز الجامعي،
- الإعانات التي تقدمها المنظمات الدولية،
- القروض و الهبات و الوصايا،
- المخصصات الإستثنائية،
- الإيرادات المختلفة المرتبطة بنشاط المركز الجامعي.

في باب النفقات :

- نفقات التسيير،
 - كل النفقات الأخرى الضرورية لتحقيق أهداف المركز الجامعي.
- أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

المدير العام للمحاسبة بالنيابة
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- خزينة ولاية تمنراست
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة التعليم العالي و البحث العلمي
- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة
- المديرية الجهوية للخزينة
- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات.

تعليمية رقم 43 المؤرخة في 19 نوفمبر 2005

الموضوع : - التسيير المحاسبي للمركز الجامعي بتمنراست.

- إنشاء حساب فرعي رقم 53 ضمن الحساب رقم 402 001 "الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية".

المراجع : - المرسوم التنفيذي رقم 05-301 المؤرخ في 16 أوت 2005 المتضمن إنشاء مركز جامعي بتمنراست.

- المرسوم التنفيذي رقم 05-299 المؤرخ في 16 أوت 2005 الذي يحدد مهام المركز الجامعي و القواعد الخاصة بتنظيمه و سيره.

- القرار رقم 71 المؤرخ في 08 نوفمبر 2005 المتضمن تعيين أمين خزينة ولاية تمنراست بصفته عون محاسب لدى المركز الجامعي بتمنراست.

1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 05-301 المؤرخ في 16 أوت 2005 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء المركز الجامعي لتمنراست. يخضع تسيير المركز الجامعي لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 05-299 المؤرخ في 16 أوت 2005 المذكور أعلاه. المركز الجامعي لتمنراست مؤسسة عمومية ذات طابع علمي ثقافي و مهني، تتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي. تم تعيين أمين خزينة ولاية تمنراست بصفته عون محاسب لدى المركز السالف الذكر، بموجب القرار رقم 71 المؤرخ في 08 نوفمبر 2005.

2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمركز المشار إليه أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 001 "الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية"، حساب فرعي رقم 53 تحت عنوان "المركز الجامعي بتمنراست".

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 531 : السنة المالية الجارية،

- 533 : عمليات خارج الميزانية.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليلة هذه.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- وزارة الشببية و الرياضة

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولاية.

في باب الإيرادات :

- تخصيصات ميزانية الدولة،
- المساهمات المحتملة للجماعات المحلية، لاسيما تلك التي تحتضن التظاهرات،
- مساهمات الهيئات الوطنية،
- إعانات الهيئات الدولية، لاسيما تلك المذكورة في تنظيمات الألعاب الإفريقية،
- ناتج بيع المنشورات المحتمل إصدارها من طرف اللجنة،
- الهبات و الوصايا،
- المساهمة الإرادية للأشخاص الطبيعيين و الهيئات العمومية أو الخاصة،
- مساهمة البلدان المشاركة،
- ناتج عمليات الرعايا و المناصرة و الإشهار و تسويق الألعاب،
- ناتج التظاهرات و المنافسات الرياضية،
- كل الإيرادات الأخرى.

في باب النفقات :

- النفقات المرتبطة بتحضير و تنظيم الألعاب الإفريقية التاسعة.

تنجز العمليات المقيدة في الحساب رقم 302.118 طبقا لأحكام القانون رقم 21.90 المؤرخ في 15/08/1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية.

يحدد قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالشباب و الرياضة مدونة الإيرادات و النفقات المقيدة في هذا الحساب.

إن كفيات متابعة و تقييم حساب التخصيص الخاص رقم 302.118 موضحة بموجب قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالشباب و الرياضة.

يضع الأمر بالصرف برنامج عمل يوضح فيه الأهداف المسطرة و كذا آجال الإنجاز.

3. أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 302.118، يرسل أمين الخزينة الرئيسي شهريا إلى المديرية العامة للمحاسبة، وزارة الشبيبة و الرياضة، المديرية العامة للخزينة و إلى المديرية العامة للميزانية حالة مفصلة لهذا الحساب يظهر فيها الإيرادات المسجلة، النفقات المسددة و الرصيد المتبقي.

تعليمة رقم 42 المؤرخة في 2005/11/14

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.118 "الصندوق الوطني لتحضير وتنظيم الألعاب الإفريقية التاسعة".

المرجع : - الأمر رقم 05.05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005 لاسيما المادة 25 منه.
- المرسوم التنفيذي رقم 401.05 المؤرخ في 17 أكتوبر 2005 المحدد لكيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.118 المعنون "الصندوق الوطني لتحضير وتنظيم الألعاب الإفريقية التاسعة".

تهدف التعليمة هذه إلى توضيح الكيفيات المحاسبية الناجمة عن المرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع، المأخوذ تطبيقا لأحكام المادة 25 من الأمر رقم 05.05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005.

1 - أحكام عامة

إن الحساب رقم 302.118 المفتوح بموجب المادة 25 من قانون المالية التكميلي لسنة 2005 هو حساب تخصيص خاص و الذي ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 03، الحساب العام 30، الفرع 2.

يظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية، يبرر خصوما و أصولا و يعمل في كتابات أمين الخزينة الرئيسي فقط.

يحرك الحساب رقم 302.118 من طرف الوزير المكلف بالشباب و الرياضة بصفته الأمر بالصرف الرئيسي :

2 - أحكام محاسبية

يسجل الحساب رقم 302.118 :

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- وزارة الثقافة

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولاية.

في باب الإيرادات :

- تخصيصات ميزانية الدولة،
- المساهمات المحتملة للجماعات المحلية،
- مساهمات الهيئات الوطنية،
- الهبات و الوصايا،
- كل الإيرادات الأخرى المرتبطة بتنظيم و سير هذه التظاهرة.

في باب النفقات :

- النفقات المرتبطة بتحضير التظاهرة "الجزائر عاصمة الثقافة العربية 2007" و تنظيمها و سيرها.

يتم إنجاز العمليات المقيمة في الحساب رقم 302.119 طبقا لأحكام القانون رقم 21.90 المؤرخ في 15/08/1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية.

يحدد قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالثقافة مدونة الإيرادات و النفقات المقيمة في هذا الحساب.

إن كفاءات متابعة و تقييم حساب التخصيص الخاص رقم 302.119 موضحة بموجب قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالثقافة.

يضع الأمر بالصرف برنامج عمل يوضح فيه الأهداف المسطرة و كذا أجل الإنجاز.

3. أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 302.119، يرسل أمين الخزينة الرئيسي شهريا إلى المديرية العامة للمحاسبة، وزارة الثقافة، المديرية العامة للخزينة و إلى المديرية العامة للميزانية حالة مفصلة لهذا الحساب يظهر فيها الإيرادات المسجلة النفقات المسددة و الرصيد المتبقي.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

تعليمية رقم 41 المؤرخة في 2005/11/14

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.119 "الصندوق الوطني لتحضير و سير التظاهرة الجزائر، عاصمة الثقافة العربية 2007".

المرجع : - الأمر رقم 05.05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005 لاسيما المادة 26 منه.
- المرسوم التنفيذي رقم 402.05 المؤرخ في 17 أكتوبر 2005 المحدد لكيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.119 "الصندوق الوطني لإعداد و سير التظاهرة الجزائر، عاصمة الثقافة العربية 2007".

تهدف التعليمية هذه إلى توضيح الكيفيات المحاسبية الناجمة عن المرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع، المأخوذ تطبيقاً لأحكام المادة 26 من الأمر رقم 05.05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005.

1 - أحكام عامة

إن الحساب رقم 302.119 المفتوح بموجب المادة 26 من قانون المالية التكميلي لسنة 2005 هو حساب تخصيص خاص و الذي ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 03، الحساب العام 30، الفرع 2.

يظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية، يبرر خصوما و أصولا و يعمل في كتابات أمين الخزينة الرئيسي فقط.

يحرك الحساب رقم 302.119 من طرف الوزير المكلف بالثقافة بصفته الأمر بالصرف الرئيسي :

2 - أحكام محاسبية

يسجل الحساب رقم 302.119 :

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرزينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للخرزينة
- المديرية العامة للميزانية
- الوزارات (مع التبليغ للأمرين بالصرف الثانويين)
- الولاية
- المديريات الجهوية للخرزينة
- الخزينة الرئيسية.

تسطر النفقات المسجلة في الحساب رقم 302.120 من طرف أمين الخزينة المركزي و أمناء خزائن الولايات في محاسبة ملحقة كل قطاع وكل فصل على حدى.

يؤخذ ثمانية الرصيد الدائن المستخرج في نهاية السنة في الحساب رقم 302.120 السطور 001، 002 و003 في ميزان الدخول فيما يتعلق بالسنة المقبلة.

يجب أن يوافق هذا الرصيد باقي الإعتمادات التي تظهر على مستوى مختلف الفصول و القطاعات المعنية للبرامج القطاعية ومخطط البلديات للتنمية.

III - تسيير إعتمادات الدفع الموضوعة فيما يخص سنة 2005

لتجنب أي خلل في إنجاز مشاريع التجهيز المسجلة فيما يخص البرنامج التكميلي لدعم النمو، تنفذ إعتمادات الدفع الموضوعة لسنة 2005 في إطار هذا البرنامج و كذا العمليات المتعلقة بها ضمن نفس شروط عمليات برنامج التجهيز العادي الجاري.

يكون باقي الإعتمادات المستخرج من مجمل هذا البرنامج بتاريخ 31 ديسمبر 2005 موضوع دفع في أصول الحساب رقم 302.120 "حساب تسيير عمليات الإستثمار العمومي المسجلة فيما يخص البرنامج التكميلي لدعم النمو" طبقا لأحكام النصوص المشار إليها في المرجع.

IV - أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 302.120 يرسل كل من أمين الخزينة المركزي و أمناء خزائن الولايات إلى المديرية العامة للمحاسبة وضعية يبين فيها كل سطر و قطاع على حدى، الإعتمادات المفوضة - النفقات التي تمت الرصيد المتبقي و نسبة التنفيذ و ذلك قبل السادس من الشهر الموالي للشهر الذي تنتسب إليه.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعلية هذه الساري مفعولها إبتداء من 02 جانفي 2006.

المدير العام للمحاسبة بالنيابة

إمضاء : خ. لخضاري

(ب) عن طريق كتابة ثابتة :

- خصوم حساب رقم 500.001

- أصول حساب رقم 500.005/001

- على مستوى أمين الخزينة المركزي :

فور إستيلاء التحويل، يشرع الخزينة المركزي في إجراء الكتابات المحاسبية التالية :

- خصوم حساب رقم 500.005/002.

- أصول حساب رقم 302.120 السطر 001 (البرنامج القطاعي الممركز).

على مستوى المحاسبة الملحقة، يجب أن يظهر مبلغ السحب في باب باقي "السنوات المنصرمة"

(ب) الأمر بالصرف، تحرير الحوالات و تسديد النفقات :

يؤمر بصرف و تحرير حوالات النفقات المخصومة في حساب التخصيص الخاص رقم 302.120 طبقا لقواعد المحاسبة العمومية من طرف الأمرين بالصرف المعنيين فيما يخص عمليات التجهيز العمومية المسجلة بإسمهم فيما يتعلق بالبرنامج التكميلي لدعم النمو.

تكون قابلة الدفع في حدود رخص البرامج و إتمادات الدفع الممنوحة لكل قطاع و الفصل المقيد في الميزانية على حدى.

تخضع النفقات من هذا القبيل لتأشيرة المراقب المالي طبقا للتنظيم المعمول به.

إن أوامر و حوالات الدفع المدعمة بالوثائق الثبوتية المرفوقة بعلامة خدمة مؤداة و الصادرة في هذا الإطار و المقبولة في النفقة من طرف أمين الخزينة المركزي و أمناء خزائن الولايات ينجر عنها الكتابات التالية :

- على مستوى أمين الخزينة المركزية :

- خصوم حساب رقم 302.120، السطر 001 باب القطاع المعني.

- أصول الحساب المالي للتسوية.

- على مستوى أمناء الخزائن :

- خصوم الحساب رقم 302.120 السطور المعنية.

- أصول حساب مالي للتسوية.

- على مستوى أمناء الخزائن الولائية :

يقوم أمناء الخزائن الولائية بإلغاء مبلغ السحب على مستواهم عن طريق المقابل كمايلي :

- تقليص خصوم حساب رقم 202.012 سطر القطاع المعني.

- تقليص أصول حساب رقم 302.120 السطر 001 باب الأمر بالصرف المعني (برنامج قطاعي ممرکز).

في حالة نقص في الإعتمادات التي تسمح بالتكفل بالسحب المأمور به يتعين على أمين الخزينة المعني إبلاغ أمين الخزينة المركزي على الفور عن طريق الفاكس حتى يتمكن هذا الأخير من إتخاذ الإجراءات الملائمة بالتنسيق مع القطاع المعني.

أ - 5. التكفل بتفويض الإعتمادات على باقي السنوات المنصرمة :

(1) تفويض الإعتمادات على باقي السنوات المنصرمة :

فور إستيلاء تفويض الإعتمادات على باقي السنوات المنصرمة يشرع أمين الخزينة المركزي بعد التحقيق في إجراء الكتابات التالية :

أ) عن طريق المقابل :

- تقليص أصول حساب رقم 302.120 السطر 001 (البرنامج القطاعي الممرکز) باب ميزان الدخل.

- تقوية أصول حساب رقم 500.001 "عمليات متفرقة للتصنيف و التسوية" باب ميزان الدخل.

ب) عن طريق كتابة ثابتة :

- خصوم حساب رقم 500.001

- أصول حساب رقم 500.005/001 "إيرادات متفرقة للتحويل إلى المحاسبين الرئيسيين"

عند إستيلاء تحويل الإيرادات يشرع أمناء الخزائن الولائية في إنجاز العمليات التالية عن طريق كتابة ثابتة :

- خصوم حساب رقم 500.005/002

- أصول حساب رقم 302.120 السطر 001 (برنامج قطاعي ممرکز)

الإعتماد المقيد هكذا سيوضع في محاسبة ملحقة على مستوى "باقي السنوات المنصرمة".

(2) سحب الإعتمادات من السنوات المنصرمة :

- على مستوى أمناء الخزائن الولائية :

فور إستيلاء تفويض الإعتماد على السنوات المنصرمة، يشرع أمناء الخزائن في إجراء الكتابات التالية :

(1) عن طريق المقابل :

- تقليص أصول حساب رقم 302.120 السطر 001 (برنامج قطاعي ممرکز) باب ميزان الدخل.

- تقوية أصول حساب رقم 500.001 باب ميزان الدخل.

أ - 3 - وضع أوامر تفويض الإعتمادات في إطار البرنامج القطاعي الممركز لصالح الأمرين بالصرف الثانويين وكذا تبليغات تخصيصات الميزانية للمؤسسات العمومية ذات الطابع المحلي :

ينجر عن الأوامر المتضمنة تفويض الإعتمادات إلى الأمرين بالصرف الثانويين وكذا مقررات تبليغ تخصيصات الميزانية لصالح المؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري تحت الوصاية المبلغة من طرف الوزراء في إطار البرنامج التكميلي لدعم النمو إلى الأمين المركزي للخزينة و أمناء الخزائن الولائية، الكتابات المحاسبية التالية :

- على مستوى أمين الخزينة المركزي :

فور إستيلاء أمر تفويض الإعتمادات أو تبليغ تخصيص الميزانية يشرع أمين الخزينة المركزي عن طريق المقابل في :

- تقليص خصوم الحساب رقم 202.012 سطر القطاع المعني.

- تقليص أصول الحساب رقم 302.120 السطر 001 باب الأمر بالصرف والمعني.

بعد إجراء الكتابات المحاسبية المبينة أعلاه يشرع أمين الخزينة المركزي و عن طريق الفاكس في تبليغ الإعتمادات المفوضة و/أو تخصيصات الميزانية إلى أمناء الخزائن الولائية المعنيين.

- على مستوى أمناء الخزائن الولائية :

عند إستيلاء الفاكس يتكفل أمناء الخزائن الولائية بالإعتمادات المفوضة و/أو تخصيصات الميزانية عن طريق كتابة ثابتة على النحو التالي :

- خصوم حساب رقم 202.012 سطر القطاع المعني.

- أصول حساب رقم 302.120 السطر 001 باب الأمر بالصرف والمعني.

أ - 4 - وضع أوامر سحب تفويض الإعتمادات في إطار البرنامج القطاعي الممركز :

يتم سحب الإعتمادات ضمن نفس الأشكال و تبلغ عن طريق الفاكس و ينجر عنها إجراء الكتابات المحاسبية التالية :

- على مستوى أمين الخزينة المركزي :

- خصوم حساب رقم 202.012 سطر القطاع المعني.

- أصول حساب رقم 302.120 السطر 001 باب الأمر بالصرف والمعني.

- على مستوى أمين الخزينة المركزي : عمليات البرنامج التكميلي لدعم النمو الممركزة و المنفذة من طرف الوزراء بصفتهم الأمرين بالصرف الأولين و كذا مسؤولي المؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري ذات الطابع الوطني.

- على مستوى أمناء الخزائن الولائية : العمليات من نفس هذا البرنامج التي أوكل وزراء الوصاية المعنيين تنفيذها عن طريق مستخرج رخصة البرنامج و اعتماد الدفع إلى المديرين التنفيذيين و كذا مسؤولي المؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري على المستوى المحلي.

- السطر 002 : برنامج قطاعي غير ممرکز (الولاية أمرون بالصرف وحيدون) لا يعمل هذا السطر إلا على مستوى أمناء الخزائن الولائية و يسجل فقط عمليات المخطط القطاعي غير الممرکز المسجلة فيما يخص البرنامج التكميلي لدعم النمو باسم الولاية و المنفذة من طرفهم بصفتهم الأمرين بالصرف الوحيدين.

طبقا للمادة 29 من القانون رقم 21.90 المؤرخ في 15 أوت 1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية و في حدود صلاحياتهم و تحت مسؤوليتهم يمكن للولاية إعطاء تفويض بالإمضاء لموظفين موضوعين تحت سلطتهم المباشرة.

- السطر 003 : مخططات البلديات للتنمية

بعد تبليغها إلى مجمل الأمرين بالصرف المعنيين من طرف وزير المالية تكون هذه التخصيصات موضوع أمر بالتحويل بموجب مقرر لوزير المالية من حساب نفقات التجهيز 202.012 و 202.013 إلى حساب التخصيص الخاص رقم 302.120 و ينجر عنه الكتابات المحاسبية التالية :

- على مستوى أمين الخزينة المركزي :

- خصوم حساب رقم 202.012 سطر القطاع المعني.

- أصول الحساب رقم 302.120 السطر 001 باب الأمر بالصرف المعني.

- على مستوى أمناء الخزائن الولائية :

- خصوم حساب رقم 202.012 أو 202.013 حسب الحالة سطر القطاع المعني.

- أصول الحساب 302.120 السطر 01، 02 و 03 حسب الحالة باب الأمر بالصرف المعني.

إن الأمر بالتحويل موضوع المقرر المشار إليه أعلاه يساوي أمر بالصرف طبقا للمادة 05 من المرسوم التنفيذي المشار إليه أعلاه.

تسطر المبالغ المحولة في أصول الحساب رقم 302.120 فيما يخص تخصيصات الميزانية و كذا النفقات التابعة لها من خلال محاسبة ملحقة حسب كل فصل و كل عملية على حدى.

2- إنجاز العمليات المحاسبية :

أ- تقييد الإيرادات :

أ. 1- وضع باقي الإعتمادات المستخرجة في 31 ديسمبر 2005 :

إن تخصيصات الميزانية الناجمة عن باقي الإعتمادات المستخرجة في 31 ديسمبر 2005 تكون موضوع أمر بالتحويل بموجب مقرر لوزير المالية - المديرية العامة للميزانية.

إن الأمر بالتحويل موضوع المقرر السالف الذكر يساوي أمر بالصرف طبقا للمادة 05 من المرسوم التنفيذي رقم 403.05 المشار إليه في المرجع وينجر عنه الكتابات المحاسبية التالية :

- على المستوى أمين الخزينة المركزي :

- خصوم حساب رقم 202.002 "نفقات التجهيز" سطر القطاع المعني.
- أصول حساب رقم 302.120 المذكور أعلاه.

- على مستوى أمناء خزائن الولايات :

- خصوم حساب رقم 202.002 "نفقات التجهيز" سطر القطاع المعني أو حسب الحالة، الحساب رقم 202.006 "نفقات التي تمت فيما يخص مخطط البلديات للتنمية".
- أصول حساب رقم 302.120 المذكور أعلاه.

يتم القيام بهذه العملية فيما يخص اليوم الإضافي بتاريخ 31 ديسمبر 2005.

أ. 2- وضع التخصيص السنوي :

بموجب أحكام النصوص المشار إليها في المرجع يستقبل الحساب رقم 302.120 في الأصول تخصيصات الميزانية الموجهة لتغطية النفقات المتعلقة بعمليات الإستثمار العمومي المسجلة فيما يخص البرنامج التكميلي لدعم النمو.

تكون التخصيصات موضوع مقرر وضع الإعتمادات التي تحمل الرمز "N.F".

للسماح بتفريد العمليات التي تمت في هذا الإطار تفتح ضمن الحساب رقم 302.120 السطور التالية :

- السطر 001 : برنامج قطاعي ممرکز، يسجل هذا السطر.

في باب النفقات :

- النفقات المرتبطة بتنفيذ مشاريع الإستثمار العمومي المسجلة فيما يخص البرنامج التكميلي لدعم النمو.

يغطي البرنامج التكميلي لدعم النمو البرنامج الجاري حتى نهاية 2004 وكذا عمليات الإستثمار المسجلة خلال الفترة 2009-2005.

طبقا لأحكام المادة 8 من المرسوم التنفيذي المذكور أعلاه يتم العمل بالبرنامج التكميلي لدعم النمو من خلال البرامج، النشاطات المحتفظ بها في إطار الميزانيات السنوية.

تنفذ النفقات المقيدة في حساب التخصيص الخاص رقم 302.120 طبقا للمدونة المتضمنة تصنيف الإستثمارات العمومية المعمول بها.

يتم إعداد برنامج عمل من طرف الأمر بالصرف يوضح فيه الأهداف المسطرة وكذا آجال الإنجاز.

II - أحكام محاسبية

1 - خصم نفقات التجهيز فيما يخص البرنامج التكميلي لدعم النمو :

للسماح بإنجاز عمليات التجهيز التابعة للبرنامج التكميلي لدعم النمو التي تدخل في إطار أحكام التعليمات هذه تفتح في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 2 الحساب العام 20 الفرع 2 الحسابات التالية :

- حساب رقم 202.012 : نفقات التجهيز فيما يخص البرنامج التكميلي لدعم النمو (برنامج قطاعي)

- حساب رقم 202.013 : نفقات تمت فيما يخص مخططات البلدية للتنمية التابعة للبرنامج التكميلي لدعم النمو.

يشمل الحساب رقم 202.012 السابق الذكر السطور التالية :

السطر 001 : صناعة المعامل

السطر 002 : مناجم و طاقة

السطر 003 : فلاح و ري

السطر 004 : مصالح إنتاجية

السطر 005 : بنيات إقتصادية وإدارية

السطر 006 : تربية - تكوين

السطر 007 : بنيات إجتماعية ثقافية

السطر 008 : السكن

السطر 009 : متفرقة

تعليمية رقم 40 المؤرخة في 2005/11/14

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.120 "حساب تسيير عمليات الإستثمار العمومي المسجلة فيما يخص البرنامج التكميلي لدعم النمو".

المرجع : - الأمر رقم 05-05 المؤرخ في 18 جمادى الثاني 1426 الموافق لـ 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005 لاسيما المادة 27 منه.
- المرسوم التنفيذي رقم 403.05 المؤرخ في 14 رمضان 1426 الموافق لـ 17 أكتوبر 2005 يحدد كيفيات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 302.120 "حساب تسيير عمليات الإستثمار العمومي المسجلة فيما يخص البرنامج التكميلي لدعم النمو".

تهدف هذه التعليمية إلى توضيح الكيفيات المحاسبية الناجمة عن المرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع المأخوذ تطبيقا للمادة 27 من الأمر رقم 05-05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005.

I . أحكام عامة

إن الحساب رقم 302.120 المفتوح بموجب المادة 27 لقانون المالية التكميلي لسنة 2005 هو حساب تخصيص خاص و الذي ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 03، الحساب العام 30، الفرع 2.

يظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية ببرر خصوما و أصولا و يعمل في كتابات أمين الخزينة المركزي و أمناء خزائن الولايات.

يحرك الحساب رقم 302.120 من طرف السادة الوزراء الأمرين بالصرف الأولين و الولاية فيما يخص العمليات المسجلة بإسمهم و يسجل :

في باب الإيرادات :

- باقي إعتمادات الدفع المستخرجة في 31 ديسمبر 2005 و المتعلقة بالمشاريع المسجلة فيما يخص البرنامج التكميلي لدعم النمو.

- تخصيصات الميزانية الممنوحة سنويا في إطار البرنامج التكميلي لدعم النمو.

المرسل إليهم :

- السيد وزير الدولة وزير الداخلية و الجماعات المحلية
- السيد رئيس مجلس المحاسبة
- السيد رئيس المفتشية العامة للمالية
- السيد رئيس مفتشية المصالح المحاسبية
- السيد المدير العام للخزينة
- السيد المدير العام للميزانية (و إبلاغ المراقبين الماليين) لولايات بجاية - تيزي وزو - الأغواط - بسكرة - بويرة - بومرداس و خنشلة
- السادة الولاة لولايات بجاية - تيزي وزو - الأغواط - بسكرة - بويرة - بومرداس و خنشلة
- السادة مدراء الخزائن الجهوية
- السيد العون المحاسبي المركزي للخزينة
- السيد أمين الخزينة المركزية
- السادة أمناء خزائن الولايات بجاية - تيزي وزو - الأغواط - بسكرة - بويرة - بومرداس و خنشلة.

يتم الأمر بصرف النفقات من طرف المصالح المركزية لوزارة الداخلية و الجماعات المحلية بالخصم في الفصل 37.05 "إدارة مركزية - إنتخابات".

على المستوى المحلي يتم تحرير حوالة النفقات من طرف الولاية المعنيين بالخصم في الفصل 37.15 "مصالح لا مركزية للدولة - إنتخابات" على أساس تفويض إعتمادات يتم وضعها من طرف المصالح المركزية.

III - إقفال العملية "إنتخابات"

تقفل نهائيا العمليات المحاسبية المرتبطة بسير إنتخابات 24 نوفمبر 2005 السالفة الذكر بتاريخ 31 جانفي 2006.

IV - دفع النفقات

يتم تسوية النفقات المأمور بصرفها و المحرر حوالاتها في هذا الإطار من طرف المحاسبين العموميين المعنيين طبقا لأحكام القانون رقم 21.90 المؤرخ في 15 أوت 1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية معدل و متمم.

V - دفع النفقات عن طريق الوكالات

نظرا للطابع الإستعجالي الذي تكتسبه العملية "إنتخابات" لا تخضع النفقات المدفوعة عن طريق الوكالات لأي سقف.

لأسباب تسهيلية و طبقا للمادة 13 من المرسوم التنفيذي رقم 108.93 المؤرخ في 05 ماي 1993 الذي يحدد كفيات إحداث و تنظيم و سير وكالات الإيرادات و النفقات يمكن إحداث وكالات فرعية من طرف الولاية المؤهلين على مستوى الدوائر المعنية.

على الوكلاء تقديم إثبات النفقات التي تمت من طرفهم قبل أجل إقفال الإلتزامات المحدد آنفا و ذلك للسماح بإلتزامهم و الأمر بصرفهم و تحرير حوالاتهم في الأجل المطلوب.

على السادة الأمرين بالصرف، المراقبين الماليين و المحاسبين العموميين المعينين المعنيين السهر على التطبيق الصارم لأحكام التعليمات هذه.

وزير المالية

إمضاء : مراد مدلسي

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 008/39 مؤرخة في 2005/10/25

الموضوع : كفيات إلتزام و تنفيذ النفقات المرتبطة بسير الإنتخابات الجزئية للمجالس الشعبية البلدية و الولائية ليوم 24 نوفمبر 2005.

المرجع : المرسوم الرئاسي رقم 05.307 المؤرخ في 2005/08/25 المتضمن إستدعاء الناخبين للإنتخابات الجزئية البلدية و الولائية.

حددت أحكام المرسوم المشار إليه في المرجع قائمة البلديات التابعة لولايات الأغواط، بسكرة، بويرة، بومرداس و خنشلة المعينة بالإنتخابات الجزئية للمجالس الشعبية البلدية و الولائية ليوم 24 نوفمبر 2005.

تهدف التعليمية هذه إلى توضيح كفيات إلتزام و تقييد النفقات المرتبطة بسير هذه الإنتخابات.

I . إلتزام النفقات

للسماح بتقييد سليم للعمليات المرتبطة بسير إنتخابات 24 نوفمبر 2005 المتعلقة بالإنتخابات الجزئية للمجالس الشعبية البلدية و الولائية فقد حدد أقصى تاريخ لإقفال إلتزامات النفقات التي تدخل في هذا الإطار بستين (60) يوما بعد الإقفال الرسمي للإقتراع.

في هذا الشأن فإن الأمرين بالصرف المعنيين مدعوون على السهر على إيداع كل إلتزامات النفقات التي تمت من طرفهم لدى المراقب المالي المختص قبل إنقضاء الأجل السالف الذكر.

II . الأمر بالصرف و تحرير حوالات النفقات

حدد التاريخ الأقصى لإيداع أوامر الصرف و الحوالات لدى الخزينة و الصادرة من طرف الأمرين بالصرف المختصين في إطار أحكام التعليمية هذه ب خمسة وستين (65) يوما بعد الإقفال الرسمي للإقتراع.

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- خزائن الولاية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- الولاية

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية.

يسجل الحساب رقم 302.114 :

في باب الإيرادات :

- ناتج رسم السكن،
- المساهمات الإيرادية لكل شخص طبيعي أو معنوي،
- الإعانات المحتملة التي تقدمها الدولة و الجماعات الإقليمية،
- الهبات و الوصايا .

في باب النفقات :

- المصاريف الملتزم بها في الأعمال المختصة بإعادة تهيئة الحظيرة العقارية للولاية،
- المصاريف الملتزم بها في أعمال تجديد و صيانة تجهيزات المصالح المرتبطة باستغلالية البناءات،
- المساهمة المستحقة للشركة "سونلغاز".

يحدد قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالداخلية و الجماعات المحلية مدونة الإيرادات و النفقات المخصصة في هذا الحساب.

تحدد كفيات متابعة و تقييم حساب التخصيص الخاص رقم 302.114 بموجب قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالداخلية و الجماعات المحلية.

يضع الأمر بالصرف برنامج عمل توضح فيه الأهداف المسطرة و كذا آجال الإنجاز.

3. أحكام متفرقة

يرسل أمناء خزائن الولايات شهريا إلى الولاية المختصين و إلى العون المحاسبي المركزي للخزينة حالة مفصلة يظهر فيها الإيرادات المسجلة، النفقات المسددة و الرصيد المستخرج.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليلة هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

تعلیمة رقم 38 المؤرخة في 2005/10/18

الموضوع : سير حساب التخصیص الخاص رقم 302.114 "الصندوق الخاص بإعادة تهيئة الحظيرة العقارية لبلديات الولاية".

المرجع : - قانون رقم 02.11 المؤرخ في 2002/12/24 متضمن قانون المالية لسنة 2003 خاصة مادته 123 .
- المرسوم التنفيذي رقم 305.05 المؤرخ في 2005/08/20 المحدد لكيفيات سير حساب التخصیص الخاص رقم 302.114 المعنون "الصندوق الخاص بإعادة تهيئة الحظيرة العقارية لبلديات الولاية".

1 - أحكام عامة

يحدد المرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع و المأخوذ تطبيقا للمادة 123 من قانون رقم 02.11 المؤرخ في 2002/12/24 المتضمن قانون المالية لسنة 2003 كيفيات سير حساب التخصیص الخاص رقم 302 المعنون الصندوق الخاص بإعادة تهيئة الحظيرة العقارية لبلديات الولاية".

تهدف التعلیمة هذه إلى توضیح كيفيات تقييد العمليات المتعلقة بهذا الحساب.

2 - أحكام محاسبية

الحساب رقم 302.114 هو حساب تخصیص خاص و الذي ينتقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 03، الحساب العام 30، الفرع 2.

يظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية، يبرر خصوما و أصولا و يعمل في كتابات أمناء خزائن الولاية المحاسبیون المعینين.

يحرك الحساب رقم 302.114 من طرف الولاة المختصين إقليميا.

- حصة من ناتج الإتاوة المستحقة للإستعمال الباهض للمجال العمومي للري باقتطاع الماء وحقنه في الآبار البترولية أو لإستعمالات أخرى في مجال الري،
- الهبات و الوصايا .

في باب النفقات :

..... (بدون تغيير).

يحدد قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالموارد المائية مدونة الإيرادات و النفقات المقيدة في هذا الحساب. تحدد كفيات متابعة و تقييم حساب التخصيص الخاص رقم 302.079 المعنون "الصندوق الوطني للمياه الصالحة للشرب" بموجب قرار وزاري مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالموارد المائية. يتم إعداد برنامج عمل من طرف الأمر بالصرف توضح فيه الأهداف المسطرة و كذا آجال الإنجاز. تبقى باقي أحكام التعليمات رقم 13 المؤرخة في 1995/10/03 بدون تغيير. أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- وزارة الموارد المائية

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخرزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولاية.

تعليمية رقم 37 المؤرخة في 2005/10/17

تعديل و تتم أحكام التعليمية رقم 13 المؤرخة في 1995/10/03

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.079 "الصندوق الوطني للمياه الصالحة للشرب".

المرجع :- الأمر رقم 03.94 المؤرخ في 1994/12/31 المتضمن قانون المالية لسنة 1995 لسنة لاسيما المادة 143 منه،
- القانون رقم 11.02 المؤرخ في 2002/12/24 المتضمن قانون المالية لسنة 2003 لاسيما المادة 122 منه،
- القانون رقم 21.04 المؤرخ في 2004/12/29 المتضمن قانون المالية لسنة 2005 لاسيما المادة 82 منه،
- المرسوم التنفيذي رقم 176.95 المؤرخ في 1995/06/24 المحدد لكيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.079 "الصندوق الوطني للمياه الصالحة للشرب".
- المرسوم التنفيذي رقم 304.05 المؤرخ في 2005/08/20 يعدل و يتم المرسوم التنفيذي رقم 176.95 المؤرخ في 1995/06/24 المحدد لكيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.079 "الصندوق الوطني للمياه الصالحة للشرب".
- تعليمية رقم 13 مؤرخة في 1995/10/03.

تطبيقا للنصوص المشار إليها أعلاه، تعديل و تتم أحكام العنوان 1 من التعليمية رقم 13 المؤرخة في 1995/10/03 على النحو التالي :

يسجل الحساب رقم 302.079 :

في باب الإيرادات :

- ناتج الإتاوات المستحقة من طرف المصالح، الهيئات و المؤسسات العمومية للدولة و الجماعات الإقليمية المكلفة بالتزويد بالمياه الصالحة للشرب و الصناعية فيما يخص التنازل عن تسيير توزيع المياه الصالحة للشرب،
- المساعدات المحتملة للدولة و الجماعات الإقليمية،
- حصة من ناتج الإتاوة المستحقة بالإستعمال الباهض للمجال العمومي للري بالنسبة للمياه المعدنية مياه العناصر، المياه المستخدمة لصناعة المشروبات،
- حصة من ناتج الإتاوة المستحق بالإستعمال الباهض للمجال العمومي للري باقتطاع الماء للإستعمال الصناعي و السياحي و الخدمات،

يسجل الحساب الفرعي رقم 90 :

في باب الإيرادات :

- إعانات الدولة،
- مساهمات منظمات أرباب العمل و الجمعيات المهنية،
- الهبات و الوصايا .

في باب النفقات :

- النفقات المنصوص عليها في ميزانية التسيير للمجلس و المصادق عليها من طرف الوزير المكلف بالمؤسسات الصغيرة و المتوسطة، وفقا للمادة 28 من المرسوم التنفيذي رقم 03-80 المؤرخ في 25 فيفري 2003 المذكور أعلاه.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

المدير العام للمحاسبة بالنيابة
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية
- الوكالة المحاسبية المركزية للخبزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة المؤسسات الصغيرة و المتوسطة و الصناعات التقليدية
- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة
- المديرية الجهوية للخبزينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 36 المؤرخة في 09 أكتوبر 2005

الموضوع : - التسيير المحاسبي للمجلس الوطني الإستشاري لترقية المؤسسات الصغيرة و المتوسطة.
- إنشاء حساب فرعي رقم 90 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".

المراجع : - المرسوم التنفيذي رقم 80-03 المؤرخ في 25 فيفري 2003 المتضمن إنشاء المجلس الوطني الإستشاري لترقية المؤسسات الصغيرة و المتوسطة و تنظيمه و عمله.
- القرار رقم 43 المؤرخ في 14/06/2005 المتضمن تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المجلس الوطني الإستشاري لترقية المؤسسات الصغيرة و المتوسطة.

1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 80-03 المؤرخ في 25 فيفري 2003 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء المجلس الوطني الإستشاري لترقية المؤسسات الصغيرة و المتوسطة.
يعد هذا المجلس جهازا استشاريا يتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي.
تم تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المجلس السالف ذكره، بموجب القرار رقم 43 المؤرخ في 14/06/2005.

2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمجلس المذكور أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية"، حساب فرعي رقم 90 تحت عنوان "المجلس الوطني الإستشاري لترقية المؤسسات الصغيرة و المتوسطة".

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 901 : السنة المالية الجارية،

- 903 : عمليات خارج الميزانية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

رقم : 35 المؤرخ في 2005/09/05

تصويب للتعليمية رقم 23 المؤرخة في 07 ماي 2005

الموضوع : تقييد الناتج المنجمي.

- عو ض :

السطر 105 : "ناتج عقوبات المراقبة و التحقيق".

السطر 106 : "ناتج 91 % من الضريبة على الربح المنجمي".

- يقرأ :

السطر 105 : "ناتج 91 % من الضريبة على الربح المنجمي".

السطر 106 : "ناتج عقوبات المراقبة و التحقيق".

تبقى باقي أحكام التعليمية رقم 23 المؤرخة في 07 ماي 2005 بدون تغيير.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزائن الوليات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للضرائب (لتبليغ لقااضي الضرائب)

- مديرية الضبط والتحديث المحاسبي

- المديرية الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية للخزينة

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية.

تعليمية رقم 34 المؤرخة في 2005/09/05

الموضوع : تقييد ناتج رسم التوطين المصرفي .

المرجع : - الأمر رقم 05.05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005 لاسيما المادة 02 منه .
- الرسالة رقم 499/وم/م ع ض المؤرخة في 2005/08/29 الصادرة عن المديرية العامة للضرائب .

للسماح بتفريد ناتج رسم التوطين المصرفي المنشأ بموجب المادة 02 من قانون المالية التكميلي لسنة 2005 في كتابات أمناء الخزائن الولائية، يفتح ضمن الحساب رقم 201.007 "ناتج متفرقة للميزانية" السطر أدناه :

- السطر 102 : "رسم التوطين المصرفي" .

سوف يقيد هذا السطر في السجلات المساعدة للمحاسبين العموميين المعينين و لا يظهر كما هو في مدونة حسابات الخزينة .
أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية و إفادتي بكل صعوبة محتملة قد تصادفكم .

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للخزينة
- المديرية العامة للضرائب (لتبليغ قابضي الضرائب)
- المديرية الجهوية للخزينة .

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمه هذه.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة
- الخرينة المركزية
- خزائن الولاية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للخرينة
- المديرية العامة للميزانية
- الوزارات (تبليغ الأمرين بالصرف الثانويين)
- الولاية
- المديرية الجهوية للخرينة
- الخرينة الرئيسية.

تعليمية رقم 33 المؤرخة في 2005/09/03

تعديل و تتمم التعليمية رقم 01 المؤرخة في 2005/01/08

الموضوع : إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.108 "حساب تسيير عمليات الإستثمارات العمومية المسجلة فيما يخص برنامج دعم الإنعاش".

المرجع : - القانون رقم 21.04 المؤرخ في 2004/12/29 المتضمن قانون المالية لسنة 2005، لاسيما المادة 78 منه.
- الأمر رقم 05.05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005 لاسيما المادة 30 منه.
- التعليمية رقم 01 المؤرخة في 2005/01/08.

تطبيقا للمادة 30 من الأمر رقم 05.05 المؤرخ في 2005/07/25 المشار إليه أعلاه، تعديل و تتمم التعليمية رقم 01 المؤرخة في 2005/01/08 على النحو التالي :

1 - أحكام عامة

بمقتضى أحكام المادة 30 من الأمر رقم 05.05 المؤرخ في 2005/07/25 السالف الذكر، يقفل الحساب رقم 302.108 "حساب تسيير عمليات الإستثمارات العمومية المسجلة فيما يخص برنامج دعم الإنعاش" بتاريخ 2006/12/31.

تهدف التعليمية (بدون تغيير).

2 - أحكام محاسبية

بتاريخ 31 ديسمبر 2006 (بدون تغيير حتى) دعم الإنعاش.

تبقى باقي أحكام التعليمية رقم 01 المؤرخة في 2005/01/08 بدون تغيير.

- على مستوى أمين الخزينة الرئيسي :

فور استيلاء أمر الدفع الصادر عن الأمر بالصرف مدعما بمقرر وزير المالية و بعد إجراءات التفتيش القانونية المعتادة، يشرع أمين الخزينة الرئيسي في إجراء الكتابة المحاسبية التالية :

- خصم حساب رقم 302.103 "صندوق ضبط الإيرادات"
- أصل حساب رقم 500.031/005 "عمليات خاصة للتحويل إلى المحاسبين الرئيسيين".

عند استيلاء هذا التحويل، يشرع الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة في إجراء عمليات التحويل في حساب النواتج للخزينة، في إطار التنظيم المعمول به.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

وزير المالية

إمضاء : مراد مدلسي

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- الخزينة الرئيسية

للإعلام : (على نطاق ضيق)

- جلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- بنك الجزائر
- المديرية العامة للخزينة
- المديرية العامة للميزانية.

II . أحكام محاسبية

بالمبادرة و بالتوجيه من المديرية العامة للخزينة، يأمر الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة بنك الجزائر بخصم الحساب الجاري للخزينة من مبلغ الجباية البترولية و أصل الحساب الخاص : "الأموال الناتجة عن فائض الجباية البترولية المودعة لدى بنك الجزائر".

فور استيلاء الإشعار المدين المبلغ عنه في هذا الإطار من طرف بنك الجزائر، حينها يقوم الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة بإعلام المديرية العامة للخزينة بذلك، و يشرع في إجراء الكتابة المحاسبية التالية :

- خصم حساب رقم 130.002 "أموال آتية من فائض الجباية البترولية في المودعة لدى بنك الجزائر"
- أصل حساب رقم 110.001 "حساب جاري للخزينة في بنك الجزائر".

من خلال الإحتياجات المطروحة، و على أساس قرار السيد وزير المالية يحدد دوريا مبلغ موارد صندوق ضبط الإيرادات التي تخصص لتغطية النفقات التي يؤمر بصرفها على صندوق المحاسب الرئيسي بعنوان :

- تعويض ناقص القيمة الناتج عن مستوى إيرادات الجباية البترولية التي تقل عن تقديرات قانون المالية،
- الحد عن المديونية العمومية،

يقوم الوكيل المحاسبي و أمين الخزينة الرئيسي، كل فيما يخصه بإنجاز العمليات التالية :

- على مستوى الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة :

فور استيلاء الأمر الصادر عن المديرية العامة للخزينة مدعما قانونا بالمقرر الوزاري السالف الذكر، يطلب الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة من بنك الجزائر توفير المبلغ موضوع الأمر الصادر عن المديرية العامة للخزينة، على مستوى الحساب الجاري للخزينة العمومية المفتوح في كتاباته.

عند استيلاء الإشعار الدائن المبلغ عنه لهذا الغرض من طرف بنك الجزائر، يشرع الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة في إجراء الكتابة المحاسبية التالية :

- خصم حساب رقم 110.001 "حساب جاري للخزينة في بنك الجزائر"
- أصل حساب رقم 130.002 "أموال آتية من فائض الجباية البترولية في المودعة لدى بنك الجزائر".

تعليمية رقم 07/32 مؤرخة في 2005/08/22

الموضوع : التكفل بفائض الجباية البترولية (صندوق ضبط الإيرادات).

المرجع : - قانون رقم 02.2000 المؤرخ في 27 جوان 2000 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2000 لاسيما المادة 10 منه.

- قانون رقم 03-22 المؤرخ في 28 ديسمبر 2003 المتضمن قانون المالية لسنة 2004، لاسيما المادة 66 منه.
- المرسوم التنفيذي رقم 232.04 المؤرخ في 04 أوت 2004 المعدل و المتمم للمرسوم التنفيذي رقم 67.02 المؤرخ في 06 فيفري 2002 محدد لكيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.103 "صندوق ضبط الإيرادات".
- القرار رقم 122 المؤرخ في 16 جوان 2002 يحدد مدونة الإيرادات و النفقات المقيدة في الحساب رقم 302.103.
- التعليمية رقم 25 المؤرخة في 21 ديسمبر 2004 المعدلة و المتممة للتعليمية رقم 15 المؤرخة في 18 جوان 2002 توضح الكيفيات المحاسبية لسير الحساب رقم 302.103.

I - أحكام عامة

أنشأت أحكام النصوص المشار إليها في المرجع حساب التخصيص الخاص رقم 302.103 "صندوق ضبط الإيرادات" و حددت كيفيات سيره.

يوضع المقابل بالدينار للنواتج المشكل لهذا الصندوق على مستوى بنك الجزائر في الحساب رقم x 10 500 410 12 المعنون "أموال للإيداع لدى بنك الجزائر".

للسماح بالتسجيل المحاسبي لحركات الأموال المسجلة في إطار هذا الحساب، يفتح في مدونة حساب الخزينة، ضمن المجموعة 1 - حساب عام 13، الحساب رقم 130.002 المعنون "أموال آتية من فائض الجباية البترولية المودعة لدى بنك الجزائر".

يظهر هذا الحساب في الباب 3 من الوضعية الإحصائية العشرية ويعمل فقط في كتابات الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة.

و يسجل :

- في الجانب المدين : الأموال المودعة لدى بنك الجزائر والناجمة عن فائض في الجباية البترولية.

- في الجانب الدائن : العمليات التحويلية لفائدة الحساب الجاري للخزينة لدى بنك الجزائر، و المبالغ المتاحة من أجل

مواجهة الإحتياجات المطروحة في مجال تعويض ناقص الجباية البترولية و الحد من أصل المديونية العمومية.

III - إقفال العملية "إنتخابات"

تقفل نهائيا العمليات المحاسبية المرتبطة بسير إستفتاء الخميس 29 سبتمبر 2005 المتعلق بالمصالحة الوطنية بتاريخ 31 ديسمبر 2005.

IV - دفع النفقات

يتم تسوية النفقات المأمور بصرفها و المحرر حوالاتها في هذا الإطار من طرف المحاسبين العموميين طبقا لأحكام القانون رقم 21.90 المؤرخ في 15 أوت 1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية.

V - دفع النفقات عن طريق الوكالات

نظرا للطابع الخاص الذي تكتسبه العملية "إنتخابات" لا تخضع النفقات المدفوعة عن طريق الوكالات لأي سقف.

لأسباب تسهيلية يمكن إحداث وكالات فرعية من طرف الولاية على مستوى كل دائرة طبقا للتشريع المعمول به.

على الوكلاء تقديم إثبات النفقات التي تمت من طرفهم قبل أجل إقفال الإلتزامات المحدد آنفا و ذلك للسماح بإلتزامهم و الأمر بصرفهم و تحرير حوالاتهم في الأجل المطلوب.

على السادة الأمرين بالصرف، المراقبين الماليين و المحاسبين العموميين المعينين السهر على التطبيق الصارم لأحكام التعليمات هذه.

وزير المالية

إمضاء : السيد مراد مدلسي

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- السيد وزير الدولة وزير الداخلية و الجماعات المحلية
- السيد رئيس مجلس المحاسبة
- السيد رئيس المفتشية العامة للمالية
- السيد رئيس مفتشية المصالح المحاسبية
- السيد المدير العام للخزينة
- السيد المدير العام للميزانية (و إبلاغ المراقبين الماليين)
- السادة الولاية
- السادة مدراء الخزائن الجهوية
- السيد العون المحاسبي المركزي للخزينة
- السيد أمين الخزينة المركزية
- السيد أمين الخزينة الرئيسية
- السادة أمناء الخزائن الولائية.

تعليمة رقم 05/31 المؤرخة في 17 أوت 2005

الموضوع : كفيات إلتزام و تنفيذ النفقات المرتبطة بسير إستفتاء الخميس 29 سبتمبر 2005 المتعلق بالمصالحة الوطنية.

المرجع : المرسوم الرئاسي رقم 278.05 المؤرخ في 14 أوت 2005 المتضمن إستدعاء هيئة الناخبين للإستفتاء المتعلق بالمصالحة الوطنية يوم الخميس 29 سبتمبر 2005.

تهدف التعليمة هذه إلى توضيح كفيات إلتزام و تقييد النفقات المرتبطة بسير إستفتاء الخميس 29 سبتمبر 2005 المتعلق بالمصالحة الوطنية.

I . إلتزام النفقات

للسماح بتقييد سليم للعمليات المرتبطة بسير إستفتاء الخميس 29 سبتمبر 2005 المتعلق بالمصالحة الوطنية، فقد حدد أقصى تاريخ لإقفال إلتزامات النفقات التي تدخل في هذا الإطار بستين (60) يوما بعد الإقفال الرسمي للإقتراع.

في هذا الشأن فإن الأمرين بالصرف المعنيين مدعون على السهر على إيداع كل إلتزامات النفقات التي تمت من طرفهم لدى المراقب المالي المختص قبل إنقضاء الأجل السالف الذكر.

II . الأمر بالصرف و تحرير حوالات النفقات

حدد التاريخ الأقصى لإيداع أوامر الصرف و الحوالات لدى الخزينة و الصادرة من طرف الأمرين بالصرف المختصين في إطار أحكام التعليمة هذه ب خمسة وستين (65) يوما بعد الإقفال الرسمي للإقتراع.

يتم الأمر بصرف النفقات من طرف المصالح المركزية لوزارة الداخلية و الجماعات المحلية بالخصم في الفصل 37.05 "إدارة مركزية إنتخابات".

على المستوى المحلي يتم تحرير حوالة النفقات من طرف الولاية بالخصم في الفصل 37.15 "مصالح لا مركزية للدولة - إنتخابات" على أساس تفويض إتمادات يتم وضعها من طرف المصالح المركزية.

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 971 : السنة المالية الجارية،

- 973 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 97 :

في باب الإيرادات :

- الإعانات المالية التي تمنحها الدولة،

- المساهمات المحتملة من المؤسسات أو المنظمات الوطنية أو الدولية،

- الهبات و الوصايا،

- كل مورد آخر يرتبط بنشاط المركز.

في باب النفقات :

- نفقات التسيير،

- كل نفقة أخرى ترتبط بإنجاز برنامج المركز و مهامه.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

المدير العام للمحاسبة

إمضاء : م. بوطبة

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- وزارة التربية الوطنية

- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة

- المديرية الجهوية للخرزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 30 المؤرخة في 16 أوت 2005

الموضوع : - التسيير المحاسبي للمركز الوطني البيداغوجي و اللغوي لتعليم تمازيغت.
- إنشاء حساب فرعي رقم 97 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".

المراجع : - المرسوم التنفيذي رقم 03-470 المؤرخ في 02 ديسمبر 2003 المتضمن إنشاء مركز وطني بيداغوجي و لغوي لتعليم تمازيغت و تنظيمه و عمله.
- القرار رقم 66 المؤرخ في 15/08/2005 المتضمن تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المركز الوطني البيداغوجي و اللغوي لتعليم تمازيغت.

1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 03-470 المؤرخ في 02 ديسمبر 2003 تم إنشاء مركز وطني بيداغوجي و لغوي لتعليم تمازيغت.

يعد هذا المركز مؤسسة عمومية ذات طابع إداري تتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي.

تم تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المركز السالف ذكره، بموجب القرار رقم 66 المؤرخ في 15/08/2005.

2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمركز المذكور أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية"، حساب فرعي رقم 97 تحت عنوان "المركز الوطني البيداغوجي و اللغوي لتعليم تمازيغت".

تكون المراقبة التي يقوم بها كل من المراقب المالي و أمين الخزينة الولائية في حدود تطابق النفقات مع المشاريع المبينة في المدونة.

III . تسوية النفقات

للسماح بتسوية النفقات التي تدخل في إطار البرنامج على المستوى المحلي، يفتح في كتابات أمناء الخزائن الولائية المختصين إقليميا و بطلب من الولاية المعنيين حساب إيداع الأموال بالإسم الحصري للبرنامج.

طبقا للأحكام التقنية و الإدارية المبينة في الملحق II لإتفاقية التمويل، كل النفقات المتعلقة بالمشروع و المغطية بموجب هبة الإتحاد الأوروبي يتم القيام بها إنطلاقا من حساب إيداع الأموال بالخبزينة من طرف مسؤول معين ومفوض قانونا من طرف الوالي.

تبرر هذه النفقات بوثائق مصنفة و مقيدة قانونا (سند طلبية، فاتورة إلخ ...) يتم إنجازها على أساس مدونة للمشاريع قامت بإعدادها لجنة التوجيه يرأسها السيد وزير الدولة، وزير الداخلية والجماعات المحلية، و تبليغها للتنفيذ إلى الولاية، المراقبين الماليين و أمناء الخزائن الولائية.

تكون هذه المدونة موضوع مراجعة نصف سنوية و تخضع لمصادقة لجنة التوجيه.

للسماح بمتابعة العمليات المرتبطة بهذه الهبة، يرسل المراقبون الماليون و أمناء الخزائن الولائية كل ثلاثة أشهر إلى المديرية العامة للميزانية لوزارة المالية وضعية مفصلة للإيرادات و النفقات التي تم القيام بها مؤشر عليها قانونا من طرفهم.

أعلق أهمية على التطبيق الصارم لأحكام هذه التعليمات.

الأمين العام

إمضاء : ع. لكل

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 107/29 المؤرخة في 2005/07/24

الموضوع : برنامج دعم تطوير المؤسسات الصغيرة و المتوسطة في الجزائر (ميذا) - هبة الإتحاد الأوروبي.
مشروع "الدعم لإعادة الإعتبار للمناطق المتضررة من عمليات الإرهاب".

المرجع : - إتفاقية التمويل الخصوصي رقم ميد/2003/4194 و ميد/2004/6091 بين الجالية الأروبية و الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.
- الرسالة رقم 1127 المؤرخة في 18 جوان 2005 للسيد الأمين العام لوزارة الداخلية و الجماعات المحلية.

في إطار برنامج دعم تطوير المؤسسات الصغيرة و المتوسطة في الجزائر (ميذا)، منح الإتحاد الأوروبي هبة للجزائر الممثلة من طرف وزارة الداخلية و الجماعات المحلية، قصد تمويل مشروع الدعم لإعادة الإعتبار للمناطق المتضررة من العمليات الإرهابية، على شكل نشاطات إعادة الإعتبار، التطوير المحلي و إنعاش النشاطات الإنتاجية.

يخص هذا المشروع ستين بلدية موزعة على مستوى ولايات الشلف، عين الدفلى، غليزان، معسكر، تسمسيلات و تيارت.
تهدف التعليمية هذه إلى توضيح كيفية التسيير المحاسبي لهذه الهبة.

I. موطن الهبة

تصب الأموال الناجمة عن هذه الهبة و الموجودة في حساب على مستوى بنك الجزائر في حساب إيداع الأموال مفتوح في كتابات أمين الخزينة المركزي باسم المستفيد من المشروع أي وزارة الداخلية و الجماعات المحلية.

يقوم منسق المشروع المعين من طرف وزارة الداخلية و الجماعات المحلية بتخصيص الأموال على مستوى الولايات المعنية و الموجهة إلى إنجاز برنامج إعادة الإعتبار السالف الذكر.

II. مراقبة النفقات

تخضع النفقات التي تدخل في هذا الإطار لتأشيرة المراقب المالي و تكون موضوع محاسبة خاصة سواء كانت على مستوى المراقبين الماليين و أمناء الخزائن الولائية.

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 521 : السنة المالية الجارية،

- 523 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 52 :

في باب الإيرادات :

- موارد التسيير التي تخصصها الدولة و الجماعات أو الهيئات العمومية،

- عائد الإيرادات و النظام الداخلي، إن إقتضى الأمر،

- الهبات و الوصايا التي تقدمها الدولة أو الهيئات،

- الإيرادات المختلفة.

في باب النفقات :

- نفقات التسيير و فيها منح الطلبة و مصاريف التدريب،

- النفقات اللازمة لتحقيق أهداف المدرسة و المحافظة على ممتلكاتها،

- مرتبات المستخدمين في المدرسة.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- أمين خزينة ولاية بجاية

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- وزارة النقل

- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة

- المديرية الجهوية للخزينة

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات

- المدرسة التقنية للتكوين و التدريب البحريين ببجاية.

تعليمة رقم 28 المؤرخة في 06 جويلية 2005

الموضوع : - التسيير المحاسبي للمدرسة التقنية للتكوين و التدريب البحريين.

- إنشاء حساب فرعي رقم 52 ضمن الحساب رقم 402 001 "الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية -".

المراجع : - المرسوم التنفيذي رقم 90-167 المؤرخ في 02 جوان 1990 المتضمن تحويل مدرسة التكوين التقني

لصيادي البحر في بجاية و نقل الوصاية عليها .

- المرسوم التنفيذي رقم 90-166 المؤرخ في 02 جوان 1990 المتضمن القانون الأساسي للمدارس

التقنية للتكوين و التدريب البحريين.

- القرار رقم 52 المؤرخ في 26 جوان 2005 المتضمن تعيين أمين خزينة ولاية بجاية بصفته عون محاسب

لدى المدرسة التقنية للتكوين و التدريب البحريين.

1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 90-167 المؤرخ في 02 جوان 1990 المشار إليه في المرجع، تم تحويل مدرسة التكوين

التقني لصيادي البحر في بجاية إلى المدرسة التقنية للتكوين و التدريب البحريين.

المدارس التقنية للتكوين و التدريب البحريين مؤسسات عمومية ذات طابع إداري، تتمتع بالشخصية المعنوية و

الإستقلال المالي.

تم تعيين أمين خزينة ولاية بجاية بصفته عون محاسب لدى المدرسة التقنية للتكوين و التدريب البحريين ببجاية، بموجب

القرار رقم 52 المؤرخ في 26 جوان 2005.

2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمدارس التقنية للتكوين و التدريب البحريين، ينشأ ضمن مدونة

حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 001 "الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية -"، حساب فرعي رقم

52 تحت عنوان "المدرسة التقنية للتكوين و التدريب البحريين".

يسجل الحساب الفرعي رقم 95 :

في باب الإيرادات :

- إعانات الدولة، الجماعات المحلية و الهيئات العمومية،
- الإقتراضات،
- الهبات و الوصايا.

في باب النفقات :

- نفقات التسيير.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية
- الوكالة المحاسبية المركزية للخرزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة الثقافة
- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة
- المديرية الجهوية للخرزينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات
- قصر الثقافة.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 27 المؤرخة في 02 جويلية 2005

الموضوع : - التسيير المحاسبي لقصر الثقافة.

- إنشاء حساب فرعي رقم 95 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".

المراجع : - المرسوم رقم 86-139 المؤرخ في 10 جوان 1986 المتضمن إنشاء قصر الثقافة.

- القرار رقم 51 المؤرخ في 26 جوان 2005 المتضمن تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى قصر الثقافة.

1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 86-139 المؤرخ في 10 جوان 1986 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء قصر الثقافة.

يعد قصر الثقافة مؤسسة عمومية ذات طابع إداري، تتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي.

تم تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى القصر السالف ذكره، بموجب القرار رقم 51 المؤرخ في 26 جوان 2005.

2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية لقصر الثقافة، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية"، حساب فرعي رقم 95 تحت عنوان "قصر الثقافة".

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 951 : السنة المالية الجارية،

- 953 : عمليات خارج الميزانية.

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية
- الوكالة المحاسبية المركزية للخرزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة
- المديرية الجهوية للخرزينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمة رقم 26 المؤرخة في 2005/07/02

الموضوع : غلق حسابات فرعية رقم 90، 95، 97 و 98 المنشأة ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية" (لآسيما المادة 42 منه).

المراجع : - المراسيم الرئاسية رقم 112، 113 و 114 المؤرخة في 11 ماي 2000 المتضمنة على التوالي حل المجلس الأعلى للشباب، المجلس الأعلى للتربية و المرصد الوطني لمراقبة الرشوة و الوقاية منها.
- الأمر رقم 04-01 المؤرخ في 20 أوت 2001 المتعلق بتنظيم المؤسسات العمومية الإقتصادية و تسييرها و خصوصتها.

بموجب أحكام النصوص المتتالية المشار إليها في المرجع، قد تم حل المؤسسات العمومية الآتية :

- المجلس الأعلى للشباب،
- المجلس الأعلى للتربية،
- المرصد الوطني لمراقبة الرشوة و الوقاية منها،
- مجلس الخوصصة.

نظرا لما سبق، يتم غلق الحسابات الفرعية رقم 90، 95، 97 و 98 التي فتحت ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمة.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

تعليمية رقم 24 مؤرخة في 2005/07/02

الموضوع : - قرض "الصندوق السعودي للتنمية رقم 398/11".
"تمويل مشروع إنجاز و تجهيز مركزين للتكوين المهني بالجزائر العاصمة".
- فتح حسابات.

للسماح بالتقيد في حسابات الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة للعمليات الناجمة عن إتفاق القرض المبرم بين الجزائر و الصندوق السعودي للتنمية يفتح في مدونة حسابات الخزينة ضمن الحسابات 335.017 و 432.048 مكرر السطر 008 المعنون قرض "الصندوق السعودي للتنمية رقم 398/11" تمويل مشروع إنجاز و تجهيز مركزين للتكوين المهني بالجزائر العاصمة".

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمية هذه.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- المديريات الجهوية للخزينة لولاية

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات.

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزائن الوليات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للضرائب (لتبليغ لقااضي الضرائب)

- مديرية الضبط و التحديث المحاسبي

- المديرية الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية للخزينة

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 23 مؤرخة في 2005/06/07

الموضوع : تقييد الناتج المنجمي.

المرجع : - قانون رقم 10.01 المؤرخ في 2001/07/03 المتضمن قانون المناجم.

- مرسوم تنفيذي رقم 471.02 المؤرخ في 2002/12/24 يحدد توزيع إيرادات إتاوة الإستخراج و الرسم المساحي ما بين صندوق التراث العمومية المنجمي و صندوق المشترك للجماعات المحلية، لصالح البلديات.
- قرار وزاري مشترك مؤرخ في 2003/04/29 المتضمن تطبيق المادة 155 من قانون المناجم، التي تحدد كيفيات دفع كل حقوق، إتاوات و عقوبات.
- المذكرة رقم 10/م/ع/ض/م/ع/ج/م/ف/ت/م1 المؤرخة في 2005/01/05.

للسماح بتفريد الحقوق و الرسوم عن الناتج المنجمي يفتح ضمن الحساب رقم 201.001 "ناتج الضرائب المباشرة" السطران التاليان :

- السطر 105 : "ناتج عقوبات المراقبة و التحقيق"
- السطر 106 : "ناتج 91% من الضريبة على الربح المنجمي."

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمية هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة
- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للخرينة
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية الجهوية للخرينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

التعليمة رقم 22 المؤرخة في 2005/06/07

الموضوع : فتح سطرين ضمن الحساب رقم 304.609 "قروض لفائدة الميزانية الملحقة للبريد و المواصلات.

المرجع : - القانون رقم 03.2000 المؤرخ في 05 أوت 2000 يحدد القواعد العامة المتعلقة بالبريد و المواصلات.
- القانون رقم 22.03 المؤرخ في 28 ديسمبر 2003 المتضمن قانون المالية لسنة 2004 لاسيما المادة 58 منه.
- المرسوم التنفيذي رقم 43.02 المؤرخ في 14 جانفي 2002 المتضمن إنشاء "الجزائر بريد".
- قرار المجلس الوطني لمساهمات الدولة المؤرخ في أول مارس 2001 المتضمن إنشاء شركة بالإسم مسماة "الجزائر إتصالات".
- الرسالة رقم 531/وم/م ع خ/م ت و خ المؤرخة في 07 ماي 2005 الصادرة عن المديرية العامة للخزينة.

تبعا لإنشاء الكيانين "الجزائر بريد" و "الجزائر إتصالات" و للسماح بمتابعة القروض الممنوحة من طرف الخزينة إلى الميزانية الملحقة للبريد و المواصلات سابقا، يفتح ضمن الحساب 304.609 "قروض لفائدة الميزانية الملحقة للبريد و المواصلات" السطران التاليان :

- السطر 001 "الجزائر بريد"

- السطر 002 "الجزائر إتصالات"

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام المنشور هذا.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

IV - تعبئة الإقراض

على أساس إثباتات النفقات المقدمة من طرف الصندوق الوطني للسكن يقوم بنك التنمية الجزائري بتحريض البنك الأوروبي للإستثمار بدفع قسط القرض و يشرع بعد ذلك في تحويله لصالح الوكيل المحاسبي المركزي للخرينة.
فور إستيلاء هذا التحويل يقوم الوكيل المحاسبي المركزي للخرينة بتقييد مبلغه في أصول حساب الدين الملائم.

V - تعويض الإقراض

عند إنقضاء الآجال و بطلب من بنك التنمية الجزائري يشرع الوكيل المحاسبي المركزي للخرينة في تحويل المستحق الرئيسي و الفائدة. يسدد مبلغ المستحق الرئيسي بالتقييد في حساب الدين الملائم أما الفائدة فيتم التكفل بها على إعتمادات ميزانية الأعباء المشتركة حسب الشروط النظامية المعتادة.
أعلق أهمية التطبيق الصارم لأحكام هذه التعليمات.

الأمين العام

إمضاء : ع. لكل

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- العون المحاسبي المركزي للخرينة
- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولاية
- بنك التنمية الجزائري

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للخرينة
- المديرية العامة للعلاقات المالية الخارجية
- الوزارات
- الولاية
- المديرية الجهوية للخرينة.

II - 2. ب - التكاليف بسندات النفقات المحولة من طرف أمناء الخزائن الولائية :

فور إستيلاء تحويلات سندات النفقات الصادرة عن أمناء الخزائن الولائية، يجرى أمين الخزينة المركزي عن طريق عملية ثابتة 31 ديسمبر 2004، العملية المحاسبية أدناه :

- أصول حساب رقم 510.005 السطر 002

- خصوم حساب رقم 302.104 السطر 002

III - أحكام خاصة بالعمليات التابعة لقطاع السكن التي لم يتم إنجازها في سنة 2004 فيما يخص البرنامج الخاص للإعمار المحولة إلى تسيير بنك التنمية الجزائري

يستمر في تنفيذ العمليات التي تدخل في إطار هذا البرنامج و التي أوكل تسييرها إلى الصندوق الوطني للسكن على أساس إتفاقية تبرم بين هذا الأخير و بنك التنمية الجزائري.

III - 1. وضع الأموال على مستوى الصندوق الوطني للسكن :

لتمكين الصندوق الوطني للسكن من المشروع في عمليات الدفع المرتبطة بإنجاز المشاريع و بطلب من هذا الأخير، يشرع بنك التنمية الجزائري في طلب الأموال لدى أمين الخزينة المركزي التي لا يمكن أن يتعدى مبلغ إعتمادات الدفع الموضوعة فيما يخص البرنامج في حدود رخصة البرنامج الخاصة بها .

يتكفل أمين الخزينة المركزي بطلب الأموال هذا بالتقيد في الحساب رقم 322.001 و دفع مبلغه إلى بنك التنمية الجزائري الذي بدوره يشرع في تحويله لفائدة الصندوق الوطني للسكن.

بعد تحقيق عمليات الدفع الموضوعة على عاتقه في هذا الإطار، يرسل الصندوق الوطني للسكن إثباتات هذه الدفعات إلى بنك التنمية الجزائري.

يقدم بنك التنمية الجزائري شهريا، إلى أمين الخزينة المركزي وفي ثلاثة نسخ، حالة مفصلة لهذه العمليات، تظهر خاصة :

- إعتمادات الدفع المفتوحة حسب كل فصل

- النفقات التي تمت حسب كل عملية

- النفقات السابقة و كذا النفقات الإجمالية

- الرصيد المتوفر لإعتمادات الدفع

بعد فحص هذه الوضعية من طرف أمين الخزينة المركزي، يكون مبلغها موضوع أمر بالصرف من طرف مديرية إدارة الوسائل لدى المديرية العامة للمحاسبة (وزارة المالية).

يتكفل أمين الخزينة المركزي بأمر الدفع الصادر في هذا الإطار، و بعد المراقبة النظامية المعتادة، بالتقيد في أصول الحساب رقم 322.001 بخصوم الحساب رقم 302.104 السطر 002، باب القطاع المعني.

فور إستيلاء المقررات المتضمنة تحويل الإعتمادات المسجلة سابقا لإنجاز البرنامج الخاص للإعمار إلى تمويل خارجي (تسيير بنك الجزائر للتنمية) يشرع أمناء الخزائن الولائية في إجراء العمليات المحاسبية التالية بتاريخ 31 ديسمبر 2004 عن طريق المقابل في حدود الإعتمادات المتوفرة بتاريخ 2 جانفي 2004 فيما يخص البرنامج الخاص للإعمار :

- تقليص خصوم حساب رقم 202.010 "نفقات التجهيز فيما يخص البرنامج الخاص للإعمار" سطر القطاع المعني في حدود مبلغ الإعتمادات المحولة إلى تمويل خارجي (تسيير بنك التنمية الجزائري)،
- تقليص أصول حساب 302.115 "البرنامج الخاص للإعمار" سطر الأمر بالصرف المعني،

فيما يخص الإعتمادات المستهلكة في تسيير 2004 يقوم أمناء الخزائن الولائية المعينين بتاريخ 31 ديسمبر 2004 بإجراء الكتابة المحاسبية التالية عن طريق المقابل :

- تقليص خصوم حساب رقم 302.115 سطر الأمر بالصرف المعني،
- تقوية خصوم حساب رقم 322.001 "نفقات للتقييد في حسابات التخصيص الخاص".

II - 1. ب - تحويل سندات النفقات إلى أمين الخزينة المركزي :

يستلزم تحويل العمليات المرتبطة بالبرنامج الخاص للإعمار إلى تسيير بنك التنمية الجزائري بالنسبة للإعتمادات المستهلكة، تحويل مجمل السندات الثبوتية الخاصة بها إلى أمين الخزينة المركزي من طرف أمناء الخزائن الولائية المعينين.

تستلزم عملية التحويل هذه بالنسبة للمحاسبين العموميين المعينين تحقيق الكتابة المحاسبية التالية عن طريق عملية ثابتة بتاريخ 31 ديسمبر 2004 :

- خصوم حساب 510.005 السطر 001 "نفقات متفرقة للتحويل إلى المحاسبين الرئيسيين"
- أصول حساب رقم 322.001 "نفقات للتقييد في حسابات التخصيص الخاص".

II - 2. دور أمين الخزينة المركزي :

II - 2. أ - وضع الإعتمادات فيما يخص التمويل الخارجي :

فور إستيلاء المقررات المتضمنة تحويل الإعتمادات إلى تسيير بنك التنمية الجزائري و الصادرة عن المديرية العامة للميزانية يجري أمين الخزينة المركزي عن طريق عملية ثابتة بتاريخ 31 ديسمبر 2004 الكتابة المحاسبية أدناه :

- خصوم حساب 202.003 "نفقات التجهيز المنجزة من طرف بنك التنمية الجزائري"
- أصول حساب رقم 302.104 السطر 002 "حساب تسيير عمليات الإستثمارات العمومية الممولة عن طريق الإقتراض الخارجي".

يجب أن تتضمن إلزاميا كل عملية مسجلة سنة 2004 "كبرنامج إعمار" و محولة إلى "برنامج تمويل خارجي - تسيير بنك التنمية الجزائري" العناصر التالية :

- رقم مقرر برنامج التبليغ،
- الرقم، النص و كذا رخصة البرنامج للعملية المعنية،
- إعتمادات الدفع الموضوعة سنة 2004 مع التمييز بين :
- المبالغ المستهلكة،
- الباقي المستخرج من العملية.

ترسل هذه العناصر الضرورية لإعداد مقررات تحويل إعتمادات الدفع من طرف الأمرين بالصرف المعنيين و تقدم من طرف وحدة تسيير المشروع إلى المديرية العامة للميزانية بغرض إعداد تلك المقررات.

I. 2. تبليغ المقررات :

تبلغ مقررات تحويل إعتمادات الدفع المعدة حسب الشروط المبينة في النقطة 1 أعلاه إلى الهيئات التالية :

- الأمرين بالصرف المسيرين للإعتمادات
- الأمين المركزي للخزينة
- أمين الخزينة الولائية المعني
- العون المحاسبي المركزي للخزينة
- بنك التنمية الجزائري.

II. أحكام محاسبية

II. 1. دور أمناء خزائن الولايات :

II. 1. أ. تسوية كتابات أمناء خزائن الولايات :

تستلزم المقررات المتضمنة تحويل الإعتمادات الموجهة إلى البرنامج الخاص للإعمار إلى تمويل خارجي (تسيير بنك التنمية الجزائري) تحويل مجمل العمليات التي تمت سابقا إلى أمين الخزينة المركزي من طرف أمناء الخزائن الولائية المعنيين بتقييدها في حساب التخصيص الخاص رقم 302.115 "البرنامج الخاص للإعمار".

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 001/21 مؤرخة في 2005/05/29

الموضوع : كفاءات وضع حيز التطبيق العمليات التي تدخل في إطار البرنامج الخاص للإعمار من جراء زلزال 21 ماي 2003.

المرجع : - القانون رقم 05.03 المؤرخ في 14 جوان 2003 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2003 لاسيما المادة 05 منه،
- المرسوم التنفيذي رقم 252.03 المؤرخ في 22 جويلية 2003 المحدد لكفاءات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.115 "حساب تسيير عمليات البرنامج الخاص للإعمار"،
- المرسوم التنفيذي رقم 259.03 المؤرخ في 23 جويلية 2003 المتعلق بتوزيع إعتمادات الدفع و رخص البرامج حسب كل قطاع المنصوص عليها فيما يخص حساب التخصيص الخاص رقم 302.115 "حساب تسيير عمليات البرنامج الخاص للإعمار"،
- التعليمية رقم 26 المؤرخة في 2003/09/26،
- عقد التمويل المبرم بتاريخ 11 ديسمبر 2003 بين كل من البنك الأوروبي للإستثمار و بنك التنمية الجزائري.

يتم تسيير العمليات المرتبطة بالبرنامج الخاص للإعمار من خلال حساب التخصيص الخاص رقم 302.115 "حساب تسيير البرنامج الخاص للإعمار" المنشأ بموجب المادة 05 من القانون رقم 05.03 المؤرخ في 14 جوان 2003 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2003.

بمقتضى الإتفاقية المبرمة بين كل من البنك الأوروبي للإستثمار و بنك التنمية الجزائري، تمول المشاريع التي تدخل في إطار البرنامج السالف الذكر عن طريق الإقتراض الخارجي.

تهدف التعليمية هذه إلى توضيح الكفاءات العملية لتطبيق العمليات المرتبطة بهذا البرنامج المحولة من تسيير خزينة إلى تسيير بنك التنمية الجزائري.

I - أحكام عامة

I.1 - وضع إعتمادات الدفع :

تحول إعتمادات الدفع الموضوعة فيما يخص سنة 2004 لفائدة البرنامج الخاص للإعمار إلى برنامج "تمويل خارجي - تسيير بنك التنمية الجزائري".

في باب النفقات :

.....(بدون تغيير).....

تبقى باقي أحكام التعليمات رقم 22 المؤرخة في 11/09/2000 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- وزارة الصناعة وإعادة الهيكلة

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولاية.

تعليمية رقم 20 المؤرخة في 2005/05/17

تعديل و تتم أحكام التعليمية رقم 22 المؤرخة في 2000/09/11

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.102 "صندوق ترقية التنافسية الصناعية".

- المرجع :** - القانون رقم 11.99 المؤرخ في 1999/12/23 المتضمن قانون المالية لسنة 2000 لاسيما المادة 92 منه.
- القانون رقم 21.04 المؤرخ في 2004/12/30 المتضمن قانون المالية لسنة 2005 لاسيما المادة 75 منه.
- المرسوم التنفيذي رقم 192.2000 المؤرخ في 2000/07/16 معدل و متمم يحدد كفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.102 "صندوق ترقية التنافسية الصناعية".
- المرسوم التنفيذي رقم 134.05 المؤرخ في 2004/04/24 يعدل و يتمم المرسوم التنفيذي رقم 192.2000 المشار إليه أعلاه.
- التعليمية رقم 22 المؤرخة في 2000/09/11.

تطبيقا لأحكام المادة 75 من قانون المالية لسنة 2005 المشار إليه أعلاه، تعديل و تتمم أحكام العنوان 2 من التعليمية رقم 22 المؤرخة في 2000/09/11 على النحو التالي :

2 - أحكام محاسبية

يسجل الحساب رقم 302.102 :

في باب الإيرادات :

- مخصصات ميزانية الدولة،
- هبات ووصايا،

في باب النفقات :

النفقات الموجهة إلى القروض الموجهة إلى حماية البيئة وإزالة التلوث.

- تكلفة تمويل تخفيض نسبة الفائدة على السلفيات الممنوحة من مؤسسات القروض الخاصة بإعادة بناء السكنات المتضررة من زلزال 21 ماي 2005 أو ترميمها.

- دفع تخفيض نسبة الفائدة على السلفيات الممنوحة من البنوك إلى المؤسسات الصغيرة و المتوسطة أثناء مرحلة الإنشاء أو توسيع النشاط.

تبقى باقي أحكام التعلية رقم 25 المؤرخة في 13/07/1992 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعلية هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للخرينة

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية الجهوية للخرينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولاية.

تعليمية رقم 19 المؤرخة في 2005/05/17

تعدل وتتم أحكام التعليمية رقم 25 المؤرخة في 1992/07/13

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.062 "تخصيص نسبة الفوائد على الإستثمارات".

المرجع : - القانون رقم 36.90 المؤرخ في 1990/12/31 المتضمن قانون المالية لسنة 1991 لاسيما المادة 142 منه.
- القانون رقم 12.98 المؤرخ في 1998/12/31 المتضمن قانون المالية لسنة 1999 لاسيما المادة 89 منه.
- القانون رقم 21.04 المؤرخ في 2004/12/29 المتضمن قانون المالية لسنة 2005، لاسيما المادتان 77 و 86 منه،
- المرسوم التنفيذي رقم 228.94 المؤرخ في 1994/07/27 معدل و متمم يحدد كفيات سير الحساب رقم 302.062،
- المرسوم التنفيذي رقم 132.05 المؤرخ في 2005/04/24 يعدل ويتم المرسوم التنفيذي رقم 228.94 المشار إليه أعلاه.
- التعليمية رقم 25 المؤرخة في 1992/07/13 معدلة و متممة.

تطبيقا لأحكام المادة 77 من قانون المالية لسنة 2005 المشار إليه أعلاه، تعدل و تتم أحكام العنوان 2 من التعليمية رقم 25 المؤرخة في 1992/07/13 على النحو التالي :

2 - أحكام محاسبية

يسجل الحساب رقم 302.062 :

في باب الإيرادات :

..... (بدون تغيير حتى) لدعم القروض الصغيرة

- الإعانات المسجلة في ميزانية تسيير الوزارة المكلفة بالبيئة و المخصصة لدعم القروض الموجهة إلى حماية البيئة و إزالة التلوث،

في باب النفقات :

..... (بدون تغيير)

تبقى باقي أحكام التعليمات رقم 85 المؤرخة في 1991/09/22 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولاية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للخزينة
- المديرية العامة للميزانية
- الوزارات (لتبليغ الأمرين بالصرف الثانويين)
- الولاية
- المديرية الجهوية للخزينة
- الخزينة المركزية
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

تعليمية رقم 18 المؤرخة في 2005/05/17

تعديل و تتمم أحكام التعليمية رقم 85 المؤرخة في 1991/09/22 معدلة و متممة

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.042 "صندوق الكوارث الطبيعية و الأخطار التكنولوجية الكبرى".

المرجع : - القانون رقم 83-19 المؤرخ في 1983/12/18 المتضمن قانون المالية لسنة 1984 لاسيما المادة 33 منه.
- القانون رقم 89-26 المؤرخ في 1989/12/31 المتضمن قانون المالية لسنة 1990 لاسيما المادة 145 منه.
- القانون رقم 99-11 المؤرخ في 1999/12/23 المتضمن قانون المالية لسنة 2000 لاسيما المادة 93 منه.
- القانون رقم 04-21 المؤرخ في 2004/12/29 المتضمن قانون المالية لسنة 2005 لاسيما المادة 76 منه.
- المرسوم التنفيذي رقم 90-402 المؤرخ في 1990/12/15 معدل و متمم المتضمن تنظيم و سير صندوق الكوارث الطبيعية و الأخطار التكنولوجية الكبرى.
- المرسوم التنفيذي رقم 05-131 المؤرخ في 2005/04/24 يعدل و يتمم المرسوم التنفيذي رقم 90-402 المذكور أعلاه.
- تعليمية رقم 85 المؤرخة في 1991/09/22.

تطبيقا لأحكام المادة 76 من قانون المالية لسنة 2005 المشار إليه أعلاه، تعديل و تتمم أحكام العنوان 1 من التعليمية رقم 85 المؤرخة في 1991/09/22 على النحو التالي :

في باب الإيرادات :

- مخصصات ميزانية الدولة،
- مساهمة من الإحتياطي القانوني للتضامن المنشأ بموجب المادة 162 من القانون رقم 82-14 المؤرخ في 1982/12/30 المتضمن قانون المالية لسنة 1983،
- حاصل الغرامات المطبقة لعدم إحترام الواجبات القانونية باستثناء التأمين على السيارات،
- جميع المواد الأخرى أو المساهمات أو الإعانات.

- في باب النفقات :

السطر 001 :

- المساعدة المالية للدولة فيما يخص التضامن الوطني
- مساعدة الدولة من خلال الجمعيات الخيرية و الإجتماعية.

تبقى باقي أحكام التعلية رقم 16 المؤرخة في 17/10/1995 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعلية هذه

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح للحاسبة

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخرينة

- مديرية إدارة الوسائل بالوزارة المكلفة بالتضامن الوطني

- المديرية الجهوية للخرينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولاية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 17 المؤرخة في 2005/05/17

تعديل و تتم التعليمية رقم 16 المؤرخة في 1995/10/17 معدلة و متممة

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.069 "الصندوق الخاص للتضامن الوطني".

المرجع : - الأمر رقم 01.93 المؤرخ في 1993/01/19 المتضمن قانون المالية لسنة 1993 لاسيما المادة 136 منه،
- الأمر رقم 27.95 المؤرخ في 1995/12/30 المتضمن قانون المالية لسنة 1996 لاسيما المادة 190 منه،
- الأمر رقم 14.96 المؤرخ في 1996/06/24 المتضمن قانون المالية التكميلي لاسيما المادة 17 منه،
- الأمر رقم 31.96 المؤرخ في 1996/12/30 المتضمن قانون المالية لسنة 1997 لاسيما المادتان 44 و 64 منه،
- القانون رقم 22.03 المؤرخ في 2003/12/28 المتضمن قانون المالية لسنة 2004 لاسيما المادة 61 منه،
- القانون رقم 21.04 المؤرخ في 2004/12/30 المتضمن قانون المالية لسنة 2005 لاسيما المادة 79 منه،
- المرسوم التنفيذي رقم 310.94 المؤرخ في 1994/10/08 يتعلق بكيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.069 "الصندوق الخاص للتضامن الوطني".
- المرسوم التنفيذي رقم 133.05 المؤرخ في 2005/04/24 يعدل و يتم المرسوم التنفيذي رقم 310.94 المشار إليه أعلاه.
- تعليمية رقم 16 المؤرخ في 1995/10/17 معدلة و متممة.

تطبيقا لأحكام المادة 79 من قانون المالية لسنة 2005، تعديل و تتم أحكام التعليمية رقم 16 المؤرخة في 1995/10/17 على النحو التالي :

يسجل الحساب رقم 302.069 :

- في باب الإيرادات :

السطر 001 :

- (بدون تغيير)

تبقى باقي أحكام التعليمات رقم 18 المؤرخة في 2003/04/23 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- وزارة الطاقة و المناجم

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولاية.

تعليمية رقم 16 المؤرخة في 2005/05/17

تعديل و تتمم أحكام التعليمية رقم 18 المؤرخة في 2003/04/23

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.105 "صندوق الأملاك العمومية المنجمية".

المرجع :- القانون رقم 06-2000 المؤرخ في 1999/12/23 المتضمن قانون المالية لسنة 2001 لاسيما المادة 62 منه.

- القانون رقم 01.10 المؤرخ في 2001/07/03 المتضمن قانون المناجم لاسيما المادة 154 منه.

- القانون رقم 02.11 المؤرخ في 2002/12/24 المتضمن قانون المالية لسنة 2003، لاسيما المادة 126 منه،

- القانون رقم 04.21 المؤرخ في 2004/12/29 المتضمن قانون المالية لسنة 2005 لاسيما المادة 73 منه،

- المرسوم التنفيذي رقم 105.03 المؤرخ في 2003/03/05 معدل و تتمم يحدد كيفيات سير الحساب رقم

302.105 "صندوق الأملاك العمومية المنجمية".

- المرسوم التنفيذي رقم 135.05 المؤرخ في 2005/04/24 يعدل و يتمم المرسوم التنفيذي رقم 03.105

المشار إليه أعلاه.

- التعليمية رقم 18 المؤرخة في 2003/04/23.

تطبيقا لأحكام المادة 73 من قانون المالية لسنة 2005 المشار إليه أعلاه، تعديل و تتمم أحكام العنوان 2 من التعليمية

رقم 18 المؤرخة في 2003/04/23 على النحو التالي :

2 - أحكام محاسبية

يسجل الحساب رقم 302.105 :

في باب الإيرادات :

..... (بدون تغيير حتى)

- كل ناتج متعلق بنشاط الوكالات المنجمية لاسيما ذلك الناجم عن المناقصات فيما يخص السندات المنجمية في حدود 60%.

في باب النفقات :

..... (بدون تغيير)

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمه هذه.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- العون المحاسبي المركزي للخزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية الجهوية للخزينة

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات.

التعليمة رقم 15 المؤرخة في 2005/05/16

تعديل و تتمم التعليمة رقم 09 المؤرخة في 19 مارس 2005

الموضوع : قرض الوكالة الفرنسية للتنمية "تمويل مشروع إعادة هيكلة الأحياء المتدهورة".

المرجع : - التعليمة رقم 28 المؤرخة في 2003/09/23.

للسماح بتفريد العمليات الناجمة عن القرض الذي يدخل بين الجزائر و الوكالة الفرنسية للتنمية ن في كتابات الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة قصد تمويل مشروع إعادة هيكلة الأحياء المتدهورة، يعاد صياغة هيكلة الحسابين 335.026 و 432.104 المعنويين "قرض الوكالة الفرنسية للتنمية" على النحو التالي :

- الحساب 335.026 :

السطر 001 : الإتفاقية المؤرخة في 2003/03/02 "مشروع هيكلة الأحياء المتدهورة".

السطر 002 : الإتفاقية المؤرخة في 2003/03/02 "مشروع تحويل المياه الصالحة للشرب تاقتصبت/الجزائر".

السطر 003 : الإتفاقية المؤرخة في 2004/06/04 "مشروع برنامج إعادة بناء المناطق المتضررة من زلزال 2003/05/21".

- الحساب 432.104 :

السطر 001 : الإتفاقية المؤرخة في 2003/03/02 "مشروع هيكلة الأحياء المتدهورة".

السطر 002 : الإتفاقية المؤرخة في 2003/03/02 "مشروع تحويل المياه الصالحة للشرب تاقتصبت/الجزائر".

السطر 003 : الإتفاقية المؤرخة في 2004/06/04 "مشروع برنامج إعادة بناء المناطق المتضررة من زلزال 2003/05/21".

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- العون المحاسبي المركزي للخرينة
- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للخرينة
- المديرية العامة للأموال الوطنية (تبليغ قابضي الأملاك)
- المديرية الجهوية للخرينة.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

التعليمة رقم 14 المؤرخة في 2005/05/14

تعديل و تتمم التعليمة رقم 09 المؤرخة في 19 مارس 2005

الموضوع : تقييد ناتج التنازل عن الأملاك العقارية التي تملكها الدولة و دواوين الترقية و التسيير العقاري.

المرجع : - التعليمة رقم 09 المؤرخة في 19 مارس 2005.

تعديل و تتمم أحكام التعليمة المشار إليها في المرجع كما يلي :

- الحساب 201.006 :

السطر 06.67 "ناتج بدون تغيير حتى للدولة، مستلمة أو موضوعة للإستغلال قبل أول جانفي 2004".

- الحساب 201.007 :

السطر 07.101 "ناتج بدون تغيير حتى لدواوين الترفيه و التسيير العقاري، مستلمة أو موضوعة

للإستغلال قبل أول جانفي 2004، لاسيما تلك المنجزة بمساهمة مؤقتة للدولة".

تبقى باقي أحكام التعليمة رقم 09 المؤرخة في 19 مارس 2005 بدون تغيير.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 13 المؤرخة في 2005/04/27

الموضوع : تقييد ناتج القروض الممنوحة للصندوق الوطني للسكن.

المرجع : الرسالة رقم 325/وم/م/ع/م ت د خ المؤرخة في 2005/03/21 الصادرة عن المديرية العامة للخزينة.

للسماح بتثبيت التسبيقات الممنوحة من طرف الخزينة إلى الصندوق الوطني للسكن كقروض في إطار تمويل برنامج 55.000 سكنا فيما يخص إيجار بيع، يفتح في مدونة حسابات الخزينة ضمن الحساب رقم 304.005 "قروض للسكن" السطر أدناه :

- السطر 005 : "قروض للصندوق الوطني للسكن (برنامج إيجار/بيع)".

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للخزينة
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية الجهوية للخزينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات.

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- العون المحاسبي المركزي للخرينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للخرينة
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية الجهوية للخرينة
- الخزينة الرئيسية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعلیمة رقم 12 المؤرخة في 2005/04/13

الموضوع : إعادة هيكلة الحساب 403.001 "إيداع في الخزينة بدون فوائد - هيئات متفرقة".

المرجع : - مقرر رقم 04 مؤرخ في 2004/08/18 للسيد رئيس الحكومة.
- القانون رقم 21.04 المؤرخ في 2004/12/29 المتضمن قانون المالية لسنة 2005 لاسيما المادة 81 منه.

ألزمت أحكام المقرر رقم 04 المؤرخ في 2004/08/18 للسيد رئيس الحكومة الصناديق العمومية للضمان الإجتماعي و الهيئات المماثلة بإيداع أرصدهم في الخزينة.

حددت المادة 81 من القانون المشار إليه في المرجع النسب و استعمال توظيفات سيولات هيئات الضمان الإجتماعي.

للسماح بتفريد إيداعات هيئات الضمان الإجتماعي في كتابات الخزينة يعاد هيكلة الحساب رقم 403.001 "أيداع في الخزينة بدون فوائد - هيئات متفرقة" على النحو التالي :

حساب 403.001 : "إيداع في الخزينة بدون فوائد"

السطر 001 "هيئات متفرقة"

السطر 002 "صناديق و هيئات الضمان الإجتماعي"

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعلیمة.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخبزينة
- الخبزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للخبزينة
- وزارة الداخلية و الجماعات المحلية
- مديرية الضبط و التحديث المحاسبي
- المديرية الجهوية للخبزينة
- الخبزينة المركزية
- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 11 المؤرخة في 2005/04/13

الموضوع : تقييد النواتج المنجمية.

المرجع : - القانون رقم 10.01 المؤرخ في 2001/07/03 المتضمن قانون المناجم.
- التعليمية رقم 06 المؤرخة في 2005/02/28.

فتحت أحكام التعليمية رقم 06 المؤرخة في 2005/02/28 ضمن الحساب 500.019 "تحويل ناتج الرسومات إلى أمين الخزينة الرئيسي لحساب الصندوق المشترك للجماعات المحلية" السطور 11، 12 و 13 قصد السماح بتقييد و توزيع حقوق و رسومات النواتج المنجمية.

للسماح بتفريد هذه النواتج و تقييدها النهائي يفتح ضمن الحساب 302.020 "صندوق تضامن الجماعات المحلية" السطور التالية :

السطر 003 : "ناتج 50% من الرسم المساحي"

السطر 700 : "ناتج 20% من إتاوة الإستخراج"

السطر 180 : "ناتج 9% من الضريبة على الربح المنجمي".

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية وإبلاغي بكل صعوبة قد تتلقونها.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

2.4 - تسديد الفوائد :

طبقاً لأحكام المادة 55 من قانون المالية لسنة 2005 تحسب الفوائد التي تدفع في هذا الإطار، استناداً إلى نسب قيم الدولة بالسنة الواحدة أي 3.1 %.

توضح لاحقاً كيفيات حساب، تسديد و التكفل بالفوائد.

3 - أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة عمليات الإيداع التي يتم القيام بها في إطار هذه التعليمات وحساب الفوائد التي تنتجها هذه الإيداعات، يرسل أمناء الخزائن شهرياً إلى المديرية العامة للخزينة حالة مفصلة بالنسبة لكل مؤسسة للحساب رقم 403.004.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- خزائن الولاية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- وزارة الطاقة و المناجم

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية.

يقسم الحساب 403.004 إلى سطور مفتوحة فيما يخص كل مؤسسة مودعة. لا تظهر هذه السطور كما هي في مدونة حسابات الخزينة و تسجل في المحاسبة المساعدة لأمناء الخزائن الولائية المعينين.

2.2 - إيداع مبلغ المؤونة في الخزينة :

إن المؤسسات المعنية بهذه الإيداعات هي تلك التي تمارس نشاطات منجمية محددة بموجب المواد 18، 19، 20 و 22 من قانون المناجم المشار إليه أعلاه على أساس ترخيص تسلمه وزارة الطاقة و المناجم أو الوكالة الوطنية للتراث المنجمي، فور وضع هذه الهيئة.

يتم القيام بعمليات الإيداع في هذا الموضوع في صندوق أمين الخزينة للولاية موضع تعيين مكان الإستغلال المنجمي على أساس ملف يشمل الوثائق التالية :

- سند أو رخصة الإستغلال شرعية، تسلمها السلطة المؤهلة
- قانون المؤسسة يوضح فيه صفة المسير معتمد قانونا
- مرجع التشخيص الجبائي
- تصريح بدفع المؤونة، فيما يخص سنة مالية معروفة تقوم المؤسسة المودعة بإعدادها.

يترتب عن إيداع المؤونة تسليم وصل دفع من طرف أمين الخزينة المعني يوضح فيه الطرف الدافع، المبلغ المودع و كذا السنة المالية التي ينسب إليها دفع المؤونة.

لتسهيل كفاءات حساب الفوائد، يجب أن يكون إيداع المؤونة يوم 15 أفريل من السنة.

2.3 - سحب المؤونة :

يكون سحب المبالغ الضرورية لإعادة الأماكن إلى حالتها الأصلية بصفة تدريجية في بداية كل سنة مالية بتاريخ أقصاه 25 جانفي من تلك السنة المالية و ذلك بطلب من المؤسسة المعنية بعد موافقة الوكالة الوطنية لعلم طبقات الأرض و مراقبة المناجم.

يجسد هذا الإتفاق من خلال وثيقة تعدها الهيئات المؤهلة السالفة الذكر، يوضح فيها المؤسسة المعنية و المبلغ الذي سيتم سحبه و الذي يجب أن يناسب ذلك المحدد في مخطط التسيير البيئي لإجراء أشغال إعادة الأماكن إلى حالتها الأصلية و التي قد نصت عليها لهذه السنة المالية.

يتكون الملف الواجب تقديمه من طرف المؤسسة إلى أمين خزينة الولاية من طلب تحرره المؤسسة و من الموافقة المذكورين أنفا .

تعليمية رقم 10 مؤرخة في 2005/03/28

الموضوع : كفيات تقييد ناتج المؤونة المخصصة لإعادة الأماكن إلى حالتها الأصلية و المنشأة بموجب قانون المناجم.

المرجع : - القانون رقم 10.01 المؤرخ في 03 جويلية 2001 المتضمن قانون المناجم، لاسيما المادة 176 منه.
- القانون رقم 21.04 المؤرخ في 29 ديسمبر 2004 المتضمن قانون المالية لسنة 2005، لاسيما المادة 55 منه.

تهدف التعليمية هذه إلى توضيح كفيات دفع و تقييد ناتج المؤونة المخصصة لإعادة الأماكن إلى حالتها الأصلية و المنشأة بموجب قانون المناجم المذكور في المرجع.

1 - أحكام عامة

تلتزم أحكام المادة 176 من القانون رقم 10.01 المؤرخ في 03 جويلية 2001 المتضمن قانون المناجم، المؤسسات المكلفة بإستغلال المنجمي بتشكيل مؤونة مخصصة لإعادة الأماكن إلى حالتها الأصلية سنويا، التي يودع مبلغها في الخزينة في حساب حجز منتج للفوائد.

يوضح القانون المشار إليه في المرجع في مادته 55 بأن هذا الحساب ينتج فوائد تحسب استنادا إلى نسب قيم الدولة بالنسبة للسنة الواحدة.

2 - أحكام محاسبية

1.2 - تقييد ناتج المؤونة :

للسماح بتقييد ناتج المؤونة السالفة الذكر يفتح فيمدونة حسابات الخزينة ضمن المجموعة 4، حساب عام 40، الفرع 3، الحساب الخاص رقم 403.004 المعنون "إيداع في الخزينة بفوائد - حساب حجز".

يظهر هذا الحساب في الباب 16 من الوضعية الإحصائية العشرية و يعمل في كتابات مجمل أمناء خزائن الولايات.

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة
- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولاية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للخرينة
- المديرية العامة للأموال الوطنية (تبليغ لقابضي الأملاك)
- المديرية الجهوية للخرينة.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمة رقم 09 المؤرخة في 2005/03/19

الموضوع : تقييد ناتج التنازل عن الأملاك العقارية التي تملكها الدولة لصالح دواوين الترقية و التسيير العقاري.

المرجع : - القانون رقم 06.2000 المؤرخ في 23 ديسمبر 2000 المتضمن قانون المالية لسنة 2001 لاسيما المادة 41 منه،
- القانون رقم 21.01 المؤرخ في 22 ديسمبر 2001 المتضمن قانون المالية لسنة 2002 لاسيما المادة 209 منه،
- القانون رقم 22.03 المؤرخ في 28 ديسمبر 2003 المتضمن قانون المالية لسنة 2004 لاسيما المادة 65 منه،
- التعليمة الوزارية المشتركة المتعلقة بشروط و كفيات و إجراءات التنازل عن الأملاك العقارية التي تملكها الدولة و دواوين الترقية و التسيير العقاري المستلمة أو الموضوعة للإستغلال قبل 01 جانفي 2004.

للسماح بتفريد الناتج موضوع النصوص المذكورة أعلاه في كتابات أمناء الخزائن، يفتح ضمن الحسابات أدناه،
السطران التاليان :

- الحساب 201.006 : "ناتج و عائدات الأملاك"

- السطر 67.06 : "ناتج التنازل عن الأملاك العقارية التي تملكها الدولة و الموضوعة للإستغلال قبل 2004/01/01"

- الحساب 201.007 : "النواتج المتفرقة للميزانية"

- السطر 101.07 : "ناتج التنازل عن الأملاك العقارية التي تملكها دواوين الترقية و التسيير العقاري و الموضوعة للإستغلال قبل 2004/01/01 لاسيما تلك المنجزة بمساهمات مؤقتة للدولة".

يسجل هذان السطران في السجل المساعد للمحاسبين العموميين المعينين و لا يظهران كما هما في مدونة حسابات الخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمة هذه و إبلاغي بكل صعوبة محتملة قد تتلقونها.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

مديرية المالية و المحاسبة
قسم خزينة ميزانية
مصلحة خزينة

حالة تفصيلية للفوائد على التأخير المحصلة

فترة من إلى

رقم المذكرة	مبلغ	مبلغ الوضعية	رقم الصفقة	موضوع الصفقة	إسم المؤسسة	تعيين الأمر بالصرف	تعيين المحاسب

صندوق ضمان الصفقات العمومية

المديرية الجهوية ب.....

مذكرة الفوائد على التأخير

- وثيقة حق الدفع رقم مؤرخة في بمبلغ
- الأمر بالصرف
- المؤسسة

رقم التسلسل	طبيعة الخدمة	المبلغ	عدد الأيام	نسبة الفائدة	المبلغ
1	تسيبقة ممنوحة				
2	الرصد على وثيقة حق الدفع				
	المجموع بدون رسوم				
	الرسم على القيمة المضافة				
	المجموع بما في ذلك الرسوم				

تم وقف هذه المذكرة بمبلغ (بالحروف)

حرر ب يوم

الإمضاء

(الختم الندي)

تصريح بإعادة التنازل عن الفوائد على التأخير

أنا الممضى أسفله (1)
أعمل لحساب (2)
الكائنة بـ (3)
بمقتضى السلطات التي أوكلت إلي بموجب مقرر أو عقد أعد يوم
أصرح بإعادة التنازل لصالح صندوق ضمان الصفقات العمومية عن الفوائد على التأخير المستحقة على كل مبلغ كان
موضوع قرض رصد الديون بمقتضى العقد رقم المبرم يوم ما بين
و صندوق ضمان الصفقات العمومية و ذلك طبقاً لأحكام المادة 77 من المرسوم الرئاسي رقم 250.02 المؤرخ في 24
جويلية 2002 معدل و متمم المتضمن تنظيم الصفقات العمومية.

حرر بـ يوم

الإمضاء

(الختم الندي)

(1) الإسم، اللقب، المهنة

(2) إسم المؤسسة

(3) العنوان

كشف تحويل الأموال على صفقات مرهونة
لصالح صندوق ضمان الصفقات العمومية

المرسل

المرسل إليه

المستفيد : صندوق ضمان الصفقات العمومية - حساب رقم

الأمـر بالصـرف	رقـم الحوالـة	تاريخ الإيداع	تاريخ قبول النفقة	رقـم العملية	عنوان العملية	رقـم الصفقة	موضوع الصفقة	إسم أو إسم المؤسسة	رقـم وصفة الأشغال	المبلغ

تصريح إستبدال

أنا الممضى أسفله (1)

أعمل لحساب (2)

الكائنة بـ (3)

بمقتضى السلطات التي أوكلت إلي بموجب مقرر أعد يوم

أصرح بموجب هذا قبول تحرير كل المبالغ المستحقة للمؤسسة في إطار الصفقة رقم

المؤرخة في

بمبلغ قدره

مبرمة مع

لإنجاز

بين أيدي صندوق ضمان الصفقات العمومية و ذلك بمقتضى رهن تلك الصفقة طبقا لأحكام المادة 97 من المرسوم
الرئاسي رقم 250.02 المؤرخ في 24 جويلية 2002 معدل و متمم المتضمن تنظيم الصفقات العمومية.

حرر بـ يوم

الإمضاء

(الختم الندي)

(1) الإسم، اللقب، المهنة

(2) إسم المؤسسة

(3) العنوان

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

صندوق ضمان الصفقات العمومية

المديرية الجهوية لـ

كشف تبليغ رهن
الصفقات العمومية

السيد أمين الخزينة

طبقا لأحكام المادة 97 من المرسوم الرئاسي رقم 250.02 المؤرخ في 24 جويلية 2002 معدل و متمم المتضمن تنظيم الصفقات العمومية، يشرفنا أن نبليغكم برهن الصفقة المذكورة أدناه الممنوح لصالحنا من طرف (الإسم أو إسم المؤسسة)

- الكائنة بـ
- رقم الصفقة
- موضوع الصفقة
- مبلغ الصفقة
- تاريخ الإمضاء
- مدة التنفيذ
- المصلحة المتعاقدة
- إجراء الإبرام
- تأشيرة لجنة الصفقات رقم مؤرخة في

تجدون في هذا الكشف

- نسخة وحيدة للصفقة المذكورة أعلاه
- وثيقتين للرهن مصادق عليهما قانونا من طرف الطرفين و مسجلتين لدى مصالح إدارة التسجيل و الطابع لولاية
- تصريح الإستبدال صادر عن صندوق ضمان الصفقات العمومية مصادق عليه قانون من طرف صاحب الصفقة.
- الرجاء منكم التفضل بـ

- بإشعارنا بالإستيلام عن طريق رسالة موصى عليها
- إرجاع نسخة من وثيقة الرهن مؤشر عليها قانونا من طرفكم
- دفع كل مبلغ مستحق للمؤسسة في إطار هذه الصفقة في حساب إيداع الأموال رقم المفتوح باسم صندوق ضمان الصفقات العمومية في كتابات أمين خزينة ولاية
- مع شكرنا على تعاونكم معنا، تفضل السيد أمين الخزينة بقبول تحياتنا الخالصة.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة
ولاية
مديرية
المديرية الفرعية

وثيقة حق الدفع

نحن (1)
نشهد بموجب هذه أن المؤسسة (2)
أودعت لدى مصالحنا بتاريخ وضعية أشغال أو فاتورة مبلغ صافي
يقدر بـ (3)
تنفيذا للصفحة رقم المؤرخة في
المؤشر عليها تحت رقم يوم المبرمة في إطار إنجاز العملية
رقم المتضمنة
المسجلة في مدونة إستثمارات (5) ونشهد أنها
تستفيد بحق الدفع ويمكن لها أن تكون موضوع رصيد الديون لدى صندوق ضمان الصفقات العمومية طبقا لأحكام المادة
98 من المرسوم الرئاسي رقم 250.02 المؤرخ في 24 جويلية 2002 معدل و متمم المتضمن تنظيم الصفقات العمومية.

لاستعماله فيما يسمح به القانون

حرر بـ يوم

(الإمضاء والختم الندي)

(1) الإسم - اللقب - المهنة

(2) إسم المؤسسة

(3) المبلغ الصافي بما في ذلك الرسوم بالأرقام و الحروف

(4) عنوان العملية

(5) توضيح صاحب الشغل

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولاية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- صندوق ضمان الصفقات العمومية
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للخرزينة
- المديرية العامة للضرائب
- المديرية العامة للأموال الوطنية
- المديرية العامة للجمارك
- الوزارات
- الولاية
- المديريات الجهوية للخرزينة
- الوكالة المحاسبية المركزية للخرزينة.

3 - تسديد الفوائد على التأخير :

تحسب الفوائد على التأخير من طرف صندوق ضمان الصفقات العمومية فور استيلاء كشف دفع الأموال مرسل من طرف المحاسب المعين. يحدد مبلغها حسب مبلغ كل حوالة، أجل التأخير المعبر عنه بالأيام الحرة ونسبة الفوائد للقروض المصرفية ذات الأجل القصير.

تحتوي مذكرة الفوائد على التأخير جليا على المبالغ المكتسبة لصندوق ضمان الصفقات العمومية وتلك الواجب إعادة دفعها إلى المؤسسة (الملحق رقم 6).

يتم تسديد الفوائد إنطلاقا من حساب إيداع الأموال المفتوح لدى أمين الخزينة المركزي باسم صندوق ضمان الصفقات العمومية.

تكون العمليات المسجلة في هذا الحساب موضوع كشف للنفقات مطابق للنموذج المرفق للملحق رقم 07 مدعما بالوثائق التالية :

- كشف تبليغ رهن الصفقة (ملحق رقم 2)،

- تصريح إعادة التنازل عن الفوائد على التأخير (ملحق رقم 5)،

- نسخة من وثيقة حق الدفع (ملحق 1)،

- مذكرة الفوائد على التأخير (ملحق رقم 6).

تكون عمليات تسديد الفوائد على التأخير و التي تمت في إطار التعلّيمه هذه، موضوع وضعيه مفصله يقوم صندوق ضمان الصفقات العمومية بإرسالها كل ثلاثة أشهر إلى المديرية العامة للخزينة و المديرية العامة للميزانية لوزارة المالية.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعلّيمه هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

1- رصد الديون :

يمنح رصد الديون عندما تكون الصفقة مرهونة لصالح صندوق ضمان الصفقات العمومية.

يقصد من رصد هذه الديون كتسييقة للخرزينة يمنحه صندوق ضمان الصفقات العمومية لكل مؤسسة صاحبة صفقة عمومية في كل مرة تمتنع فيها المصلحة المتعاقدة (الأمر بالصرف) في الشروع في صرف التسبيقات، الدفوعات على الحساب أو التسوية النهائية الناجمة عن تنفيذ الصفقة في الآجال المذكورة في المادة 77 من المرسوم الرئاسي رقم 502.20 السالف الذكر.

لا يتم القيام بتسييقة الخزينة إلا إذا تعلق الأمر بديون متولدة و معاينة بموجب وثيقة حق الدفع مسلمة من طرف الأمر بالصرف تبعا للنموذج المرفق لهذه التعليمة (الملحق رقم 1).

لهذا الغرض يجب على الأمرين بالصرف تسليم الوثائق التالية إلى المؤسسات المتعاقدة التي ترغب في رصد ديونها لدى صندوق ضمان الصفقات العمومية.

- النسخة الوحيدة للصفقة،

- وثيقة حق الدفع بالنسبة للديون المعترف بها (بما فيها نسخة ترفق لحوالة الدفع)،

- نسخة من الكشف أو الكشوفات المعنية مؤشر و مصادق عليها قانونا .

2- رهن الصفقات العمومية :

يلزم رصد الديون الذي يهدف إلى وضع تحت تصرف المؤسسات صاحبة الصفقات العمومية المرهونة لصالح صندوق ضمان الصفقات العمومية الأموال الضرورية لتنفيذها في أقصر الآجال ممكنة، المحاسبين العموميين المعينين على السهر على أن تكون سندات الرهن لصالح صندوق ضمان الصفقات العمومية المقدمة لهم موضوع إشعار بالإستيلام في أجل لا يتعدى ثمانية (08) أيام.

على هؤلاء المحاسبين ضرورة إبلاغ صندوق ضمان الصفقات العمومية بعد كل قبول للنفقة لحوالة متعلقة بصفقة مرهونة لصالح هذا الأخير بإرسال كشف دفع أموال مطابق للنموذج المرفق للملحق رقم 4 عن طريق الفاكس إلى أمين خزينة الولاية المتواجد عنده المديرية الجهوية لصندوق الصفقات العمومية و إلى المديرية الجهوية المعنية.

لكل رهن، ترسل مصالح صندوق ضمان الصفقات العمومية إلى المحاسب المعين المذكور في الصفقة ملفا يشمل :

- سند الرهن،

- نسخة من الصفقة مكتسية الصيغة المشكلة لسند الرهن،

- كشف تبليغ الرهن مطابق للنموذج المرفق بالملحق رقم 2،

- تصريح إستبدال لصالح صندوق ضمان الصفقات العمومية (ملحق رقم 3).

تسمح هذه الوثيقة الأخيرة بتحرير كل مبلغ مستحق فيما يخص الصفقة المرهونة بين يدي صندوق ضمان الصفقات العمومية بدون أن يكون اللجوء إلى الملحق ضروريا لتغيير موطن البنك.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمة رقم 08 المؤرخة في 2005/03/19

الموضوع : رصد الديون و تسديد الفوائد على التأخير الناجمة عن تنفيذ الصفقات العمومية المرهونة لصالح صندوق ضمان الصفقات العمومية.

المرجع :- القانون رقم 21.04 المؤرخ في 29 ديسمبر 2004 المتضمن قانون المالية لسنة 2005، لاسيما المادة 63 منه،
- المرسوم الرئاسي رقم 250.02 المؤرخ في 24 جويلية 2002 معدل و متمم المتضمن تنظيم الصفقات العمومية لاسيما المواد 61-77-97-98 منه،
- المرسوم التنفيذي رقم 67-98 المؤرخ في 21 فيفري 1998 المتضمن إحداث، تنظيم و سير صندوق ضمان الصفقات العمومية.

إن صندوق ضمان الصفقات العمومية المحدث بموجب المرسوم التنفيذي رقم 67-98 المؤرخ في 21 فيفري 1998 مؤهل بمقتضى أحكام المادة 98 من المرسوم الرئاسي رقم 250-02 المؤرخ في 24 جويلية 2002 معدل و متمم للتدخل في تمويل الصفقات العمومية بتسديد الكشوفات أو الفاتورات فيما يخص رصد ديون المؤسسات صاحبة الصفقات العمومية.

بمقتضى أحكام المادة 77 من المرسوم المشار إليه في المرجع المتضمن تنظيم الصفقات العمومية، يمكن إعادة التنازل عن الفوائد الناجمة عن عدم صرف الدفع على الحساب أو التسوية النهائية في الأجال النظامية عندما يطلب من هذا الأخير رصد الدين المتولد و المعايين لحساب صندوق ضمان الصفقات العمومية.

طبقا لأحكام المادة 63 من قانون المالية لسنة 2005 يمكن لصندوق ضمان الصفقات العمومية الإستفادة من الفوائد على التأخير الناجمة عن تنفيذ الصفقات العمومية المرهونة لصالحه.

يمكن أن تسدد الفوائد على التأخير لحساب الدولة من طرف صندوق ضمان الصفقات العمومية إما لصالحه و إما لصالح المؤسسات المتعاقدة.

تهدف التعليمة هذه إلى توضيح كيفية رصد الديون و تسديد الفوائد على التأخير المتعلقة بها، طبقا للأحكام الشرعية و النظامية المشار إليها أعلاه.

- في الخصوم :

- عمليات تسوية التسيبقات الممنوحة من طرف الخزينة على الحساب رقم 303.508 السطر 001 و التي لم تكن موضوع تسوية بتاريخ 2002/12/31،
 - التسويات المختلفة المحتملة،
 - عمليات التطهير المرتبطة بتوزيع أرصدة الحسابات الجارية المسيرة من طرف الصكوك البريدية و الموضوعة تحت تصرف الخزينة بتاريخ 2002/12/31،
 - تسوية المبالغ المدفوعة من طرف البريد و المواصلات بعد تاريخ 2002/12/31 بتقييدها في الحساب الملائم.
- أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعلّيمية و إبلاغي بكل صعوبة قد تتلقونها.

مدير التنظيم المحاسبي
إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- العون المحاسبي المركزي للخزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للخزينة
- المديرية العامة للميزانية
- وزارة البريد و تكنولوجيا الإعلام و الإتصال
- الجزائر بريد
- المديرية الجهوية للخزينة
- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمة رقم 07 المؤرخة في 2005/03/06

الموضوع : تطهير رصيد الحساب الجاري في الخزينة للعون المحاسبي للميزانية الملحقه للبريد و المواصلات.
- فتح حساب.

المرجع : - القانون رقم 03.2000 المؤرخ في 05 أوت 2000 يحدد القواعد العامة المتعلقة بالبريد و المواصلات.
- القانون رقم 22.03 المؤرخ في 28 ديسمبر 2003 يتضمن قانون المالية لسنة 2004 لاسيما المادة 58 منه.
- المرسوم التنفيذي رقم 34.02 مؤرخ في 14 جانفي 2002 يتضمن إحداث "الجزائر بريد".
- التعليمة رقم 04 المؤرخة في 23 مارس 2004 المتضمنة فتح الحساب رقم 401.002 "حساب تنفيذ العمليات المنجزة فيما يخص الجزائر بريد".

أعلنت أحكام المادة 58 من قانون المالية لسنة 2004 إقفال الميزانية الملحقه للبريد و المواصلات ابتداء من أول جانفي 2003.
فتحت التعليمة المشار إليها في المرجع الحساب رقم 401.002 "حساب تنفيذ العمليات فيما يخص الجزائر بريد".

لتحقيق عمليات تطهير رصيد الحساب رقم 401.001 "الحساب الجاري في الخزينة للعون المحاسبي للميزانية الملحقه للبريد و المواصلات" يفتح في مدونة حسابات الخزينة، ضمن المجموعة 4 الحساب العام 40، الحساب رقم 401.003 المعنون "حساب تسوية و تطهير رصيد الحساب الجاري في الخزينة للعون المحاسبي للميزانية الملحقه للبريد و المواصلات سابقا".

هذا الحساب الذي هو مصنف في الباب 14 من الوضعية الإحصائية العشرية يعمل في كتابات العون المحاسبي المركزي للخزينة وحدها و يسجل :

- في الأصول :

- رصيد الحساب رقم 401.001 المثبوت بتاريخ 2002/12/31،
- دفع الأموال نقدا و التي كانت بحوزة البريد و المواصلات بتاريخ 2002/12/31 و التي لم يتم إعادة دفعها في الخزينة بهذا التاريخ.

يتم تحقيق هذه العمليات عن طريق المقابل على ميزانية الدخول فيما يخص الرصيد المستخرج في الحساب رقم 401.001 و على كتابة ثابتة فيما يخص عمليات إعادة دفع الأموال.

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزائن الوليات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للضرائب

- مديرية الضبط و التحديث المحاسبي

- المديرية الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية للخزينة

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمة رقم 06 مؤرخة في 2005/02/28

الموضوع : تقييد الناتج المنجمي.

المرجع : - قانون رقم 10.01 المؤرخ في 2001/07/03 المتضمن قانون المناجم.

- مرسوم تنفيذي رقم 471.02 المؤرخ في 2002/12/24 يحدد توزيع إيرادات إتاوة الإستخراج و الرسم المساحي ما بين صندوق الأملاك العمومية المنجمية و صندوق الجماعات المحلية المشتركة.
- قرار وزاري مشترك مؤرخ في 2003/04/29 المتضمن تطبيق المادة 155 من قانون المناجم، يحدد كيفيات تسديد كل حق إتاوة أو غرامة.
- المذكرة رقم 154/وم/م/ع/ض/م/ع/ج/م/ف/ت/م/1 المؤرخة في 2004/08/04.

للسماح بتقييد و توزيع الحقوق و الرسومات للناتج المنجمي يفتح ضمن الحساب رقم 500.019 "تحويل ناتج الرسومات لأمين الخزينة الرئيسي لحساب الصندوق المشترك للجماعات المحلية" السطور التالية :

- السطر 11 : ناتج 50% من الرسم المساحي c ي
- السطر 12 : ناتج 20% من إتاوة الإستخراج
- السطر 13 : ناتج 9% من الضريبة على الربح المنجمي.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمة هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

يسجل الحساب الفرعي رقم 96 :

في باب الإيرادات :

- التخصيص المالي الأولي وإعانات الدولة،
- الإعانات المخصصة من طرف المؤسسات و الهيئات العمومية أو الخاصة،
- إعانات الجماعات المحلية،
- إعانات المنظمات الدولية،
- الهبات و الوصايا الوطنية و الدولية بما فيها العقارات،
- كل الموارد الأخرى و الإعانات المرتبطة بنشاطات المحافظة.

في باب النفقات :

- نفقات التسيير،
 - النفقات المرتبطة بتسيير المساحات الساحلية و ترميمها و إعادة تهيئتها،
 - كل النفقات الأخرى الضرورية لإنجاز مهامها.
- أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة تهيئة الإقليم و البيئة
- المحافظة الوطنية للساحل
- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة
- المديرية الجهوية للخزينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات.

تعليمية رقم 05 المؤرخة في 08 فيفري 2005

الموضوع : - التسيير المحاسبي للمحافظة الوطنية للساحل.

- إنشاء حساب فرعي رقم 96 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية -".

المراجع : - القانون رقم 02-02 المؤرخ في 05 فيفري 2002 المتعلق بحماية الساحل و تميمه، لا سيما المادة 24 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 113-04 المؤرخ في 13 أفريل 2004 المتضمن تنظيم المحافظة الوطنية للساحل و سيرها و مهامها.

- القرار رقم 11 المؤرخ في 01 فيفري 2005 المتضمن تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المحافظة الوطنية للساحل.

1 - أحكام عامة

بموجب المادة 24 من القانون رقم 02-02 المؤرخ في 05 فيفري 2002 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء المحافظة الوطنية للساحل. حدد تنظيم، سير و مهام المحافظة بأحكام المرسوم التنفيذي رقم 113-04 المؤرخ في 13 أفريل 2004.

المحافظة الوطنية للساحل مؤسسة عمومية ذات طابع إداري، تتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي.

تم تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المحافظة السالف ذكرها، بموجب القرار رقم 11 المؤرخ في 01 فيفري 2005.

2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمحافظة المذكورة أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية -"، حساب فرعي رقم 96 تحت عنوان "المحافظة الوطنية للساحل".

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 961 : السنة المالية الجارية،

- 963 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 57 :

في باب الإيرادات :

- إعانات الدولة،
- عائد الخدمات المقدمة في إطار هدفها،
- الهبات و الوصايا،
- كل الموارد الأخرى المرتبطة بنشاطها.

في باب النفقات :

- نفقات التسيير،
- كل النفقات المرتبطة بتحقيق هدفها .

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التقنين المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية
- الوكالة المحاسبية المركزية للخبزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة العدل
- إقامة القضاة
- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة
- المديرية الجهوية للخبزينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات.

تعليمة رقم 04 المؤرخة في 08 فيفري 2005

الموضوع : - التسيير المحاسبي لإقامة القضاة.

- إنشاء حساب فرعي رقم 57 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية -".

المراجع : - المرسوم التنفيذي رقم 04-361 المؤرخ في 13 نوفمبر 2004 المتضمن إنشاء إقامة القضاة.

- القرار رقم 10 المؤرخ في 01 فيفري 2005 المتضمن تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى إقامة القضاة.

1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 04-361 المؤرخ في 13 نوفمبر 2004 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء إقامة القضاة.

إقامة القضاة مؤسسة عمومية ذات طابع إداري، تتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي.

تم تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى الإقامة السالف ذكرها، بموجب القرار رقم 10 المؤرخ في 01 فيفري 2005.

2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية لإقامة القضاة، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية -"، حساب فرعي رقم 57 تحت عنوان "إقامة القضاة".

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 571 : السنة المالية الجارية،

- 573 : عمليات خارج الميزانية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 03 المؤرخة في 2005/02/08

الموضوع : غلق حسابين فرعيين رقم 57 و 96 المنشأين ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".

المرجع : التعليمية رقم 39 المؤرخة في 22 ديسمبر 1996 المتعلقة بالتسيير المحاسبي للوكالة الوطنية للأثار و حماية المعالم و النصب التاريخية.

يقوم حاليا محاسب معين طبقا للتنظيم المعمول به، بتسيير العمليات المالية و المحاسبية للوكالة الوطنية للأثار و حماية المعالم و النصب التاريخية. فعليه يتم غلق الحسابين الفرعيين رقم 57 و 96 المنشأين في مدونة حسابات الخزينة ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة

- المديرية الجهوية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولايات.

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة المركزية

- خزائن الولاية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للأموال الوطنية

- المديرية الجهوية للخبزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخبزينة

- الخزينة الرئيسية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 02 المؤرخة في 2005/01/31

الموضوع : كيفيات استيداع مبلغ التعويضات الممنوحة فيما يخص نزع الملكية و الامتلاك الفوري.

المرجع : - القانون رقم 21.04 المؤرخ في 2004/12/29 المتضمن قانون المالية لسنة 2005، لاسيما المادة 65 منه.

تطبيقا لأحكام المادة 65 من قانون المالية لسنة 2005 المشار إليه في المرجع، يمكن للإدارة المكلفة بنزع الملكية الشروع في الأملاك الفوري بالنسبة لعمليات إنجاز المنشآت التحتية ذات المصلحة العامة، و الطراز الوطني و الإستراتيجي و بعد استيداع مبلغ التعويضات الممنوحة لفائدة المعنيين.

يقيد مبلغ التعويضات المدفوع في هذا الإطار في الحساب رقم 431.006 "مصلحة الإيداع و الإستيداعات الإدارية و القضائية" من طرف المحاسبين السامين للخزينة على أساس قرار نزع الملكية هذه.

يوضع هذا المبلغ في الحساب السالف الذكر حتى صدور المقرر الذي يأمر بدفعه لصالح المستفيدين.

في انعدام ذلك، يحتفظ بهذا المبلغ حتى انقضاء آجال التقادم المدني و ذلك بغية تسويته طبقا للتنظيم المعمول به.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمية هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرزينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولاية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للخرزينة
- المديرية العامة للميزانية
- الوزارات (لتبليغ الأمرين بالصرف الثانويين)
- الولاية
- المديريات الجهوية للخرزينة
- الخزينة الرئيسية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 01 المؤرخة في 2005/01/08

الموضوع : إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.108 "حساب تسيير عمليات الإستثمارات العمومية المسجلة فيما يخص برنامج دعم الإنعاش".

المرجع : - القانون رقم 21.04 المؤرخ في 2004/12/29 المتضمن قانون المالية لسنة 2005، لاسيما المادة 78 منه.

1 - أحكام عامة

بموجب أحكام المادة رقم من قانون المالية لسنة 2005، يقفل بتاريخ 31 ديسمبر 2005 حساب التخصيص الخاص رقم 302.108 "حساب تسيير عمليات الإستثمارات العمومية المسجلة فيما يخص برنامج دعم الإنعاش".

تهدف التعليمية هذه إلى توضيح الكيفيات العملية لتطبيق أحكام المادة المذكورة أعلاه.

بتاريخ 31 ديسمبر 2005، عند إجراء عمليات من الصنف الأول، يشرع كل من أمين الخزينة الرئيسي و أمناء الخزائن الولائية في نقل الأرصدة التي تظهر في كتاباتهم على التوالي في السطر 001، السطر 002 و في السطر 003 من الحساب 302.108 "حساب تسيير عمليات الإستثمارات العمومية فيما يخص برنامج دعم الإنعاش" إلى الحساب رقم 530.002 "حساب ترتيب التمرکز و التطهير لنهاية السنة".

تسمح هذه العملية للعون المحاسبي المركزي للخزينة في الشروع في إدماج المبالغ المنقولة من طرف المحاسبين الرئيسيين المذكورين أعلاه في كتاباته و تقييد هذه المبالغ في حساب النواتج للخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمية هذه.

مدير التنظيم المحاسبي

إمضاء : خ. لخضاري

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمات

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

مناشير

147	- إدخال الإعلام الآلي على تسيير عمليات الحافطة. - تخصيص رقم رمز لحسابات إيداع الأموال الخاصة.	2005/04/23	01
149	- إدخال الإعلام الآلي على تسيير عمليات الحافطة. - تخصيص رقم رمز لحسابات إيداع الأموال الخاصة.	2005/05/14	02
151	ترميز الأمرين بالصرف.	2005/06/08	03
152	ترميز الأمرين بالصرف.	2005/06/15	04
153	ترميز المراكز المحاسبية.	2005/07/06	05
154	ترميز المراكز المحاسبية.	2005/09/24	06
155	ترميز الأمرين بالصرف.	2005/09/24	07
156	ترميز المراكز المحاسبية.	2005/09/24	08
157	ف/ي تحصيل ديون خارجة عن الضرائب و أملاك الدولة.	2005/11/13	09
159	ترميز المراكز المحاسبية.	2005/12/04	10
160	إعادة تقييم مبلغ المنح الممنوحة فيما يخص حرب التحرير الوطني.	2005/12/24	11

107	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.119 "الصندوق الوطني لتحضير وسير التظاهرة الجزائر، عاصمة الثقافة العربية 2007".	2005/11/14	41
110	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.118 "الصندوق الوطني لتحضير وتنظيم الألعاب الإفريقية التاسعة".	2005/11/14	42
113	- التسيير المحاسبي للمركز الجامعي بتمنراست. - إنشاء حساب فرعي رقم 53 ضمن الحساب رقم 402 001 "الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية".	2005/11/19	43
115	- التسيير المحاسبي للمركز الجامعي بغرداية. - إنشاء حساب فرعي رقم 54 ضمن الحساب رقم 402 001 "الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية".	2005/11/19	44
117	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.117 "الصندوق الوطني لدعم القرض المصغر".	2005/12/04	45
120	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.121 "الصندوق الوطني لضبط الإنتاج الفلاحي".	2005/12/04	46
123	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.067 "الصندوق الوطني للضبط والتنمية الفلاحية".	2005/12/04	47
126	كيفية تزويد وإخلاء صناديق المحاسبين العموميين في إطار نظام RTGS-ARTS.	2005/12/10	48
137	- التسيير المحاسبي للوكالة الوطنية لتطوير المؤسسات الصغيرة و المتوسطة. - إنشاء حساب فرعي رقم 98 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".	2005/12/11	49
139	فتح حساب قرض.	2005/12/25	50
140	غلق حساب فرعي رقم 13 و 57 المنشأين ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".	2005/12/26	51
141	- إنشاء حساب فرعي رقم 20 تحت عنوان "المركز الجامعي" ضمن مدونة حسابات الخزينة ضمن الحساب الفرعي رقم 402 001 "الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية". - غلق بعض الحسابات الفرعية المنشأة ضمن الحساب رقم 402 001 "الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية".	2005/12/26	52
143	- التسيير المحاسبي للمعهد الوطني للبحث في علم التحقيق الجنائي. - إنشاء حساب فرعي رقم 13 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".	2005/12/28	53

73	- التسيير المحاسبي للمدرسة التقنية للتكوين و التدريب البحريين. - إنشاء حساب فرعي رقم 52 ضمن الحساب رقم 402 001 "الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية".	2005/07/06	28
75	برنامج دعم تطوير المؤسسات الصغيرة و المتوسطة في الجزائر (ميديا) - هبة الإتحاد الأوروبي. مشروع "الدعم لإعادة الإعتبار للمناطق المتضررة من عمليات الإرهاب".	2005/07/24	29
77	- التسيير المحاسبي للمركز الوطني البيداغوجي و اللغوي لتعليم تمازيغت. - إنشاء حساب فرعي رقم 97 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".	2005/08/16	30
79	كيفية إلتزام و تنفيذ النفقات المرتبطة بسير إستفتاء الخميس 29 سبتمبر 2005 المتعلق بالمصالحة الوطنية.	2005/08/17	31
81	التكفل بفائض الجباية البترولية (صندوق ضبط الإيرادات).	2005/08/22	32
84	إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.108 "حساب تسيير عمليات الإستثمارات العمومية المسجلة فيما يخص برنامج دعم الإنعاش".	2005/09/03	33
86	تقييد ناتج رسم التوطن المصرفي.	2005/09/05	34
87	تقييد الناتج المنجمي.	2005/09/05	35
88	- التسيير المحاسبي للمجلس الوطني الإستشاري لترقية المؤسسات الصغيرة و المتوسطة. - إنشاء حساب فرعي رقم 90 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".	2005/10/09	36
90	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.079 "الصندوق الوطني للمياه الصالحة للشرب".	2005/10/17	37
92	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.114 "الصندوق الخاص بإعادة تهيئة الحظيرة العقارية لبلديات الولاية".	2005/10/18	38
95	كيفية إلتزام و تنفيذ النفقات المرتبطة بسير الإنتخابات الجزئية للمجالس الشعبية البلدية و الولائية ليوم 24 نوفمبر 2005.	2005/10/25	39
98	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.120 "حساب تسيير عمليات الإستثمار العمومي المسجلة فيما يخص البرنامج التكميلي لدعم النمو".	2005/11/14	40

40	تقييد النواتج المنجمية.	2005/04/13	11
42	إعادة هيكلة الحساب 403.001 "إيداع في الخزينة بدون فوائد - هيئات متفرقة".	2005/04/13	12
44	تقييد ناتج القروض الممنوحة للصندوق الوطني للسكن.	2005/04/27	13
45	تقييد ناتج التنازل عن الأملاك العقارية التي تملكها الدولة و دواوين الترقية و التسيير العقاري.	2005/05/14	14
47	قرض الوكالة الفرنسية للتنمية "تمويل مشروع إعادة هيكلة الأحياء المتدهورة".	2005/05/16	15
49	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.105 "صندوق الأملاك العمومية المنجمية".	2005/05/17	16
51	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.069 "الصندوق الخاص للتضامن الوطني".	2005/05/17	17
53	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.042 "صندوق الكوارث الطبيعية و الأخطار التكنولوجية الكبرى".	2005/05/17	18
55	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.062 "تخصيص نسبة الفوائد على الإستثمارات".	2005/05/17	19
57	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.102 "صندوق ترقية التنافسية الصناعية".	2005/05/17	20
59	كيفية وضع حيز التطبيق العمليات التي تدخل في إطار البرنامج الخاص للإعمار من جراء زلزال 21 ماي 2003.	2005/05/29	21
64	فتح سطرين ضمن الحساب رقم 304.609 "قروض لفائدة الميزانية الملحقة للبريد و المواصلات.	2005/06/07	22
66	تقييد الناتج المنجمي.	2005/06/07	23
68	- قرض "الصندوق السعودي للتنمية رقم 398/11". "تمويل مشروع إنجاز و تجهيز مركزين للتكوين المهني بالجزائر العاصمة". - فتح حسابات.	2005/07/02	24
69	غلق حسابات فرعية رقم 90، 95، 97 و 98 المنشأة ضمن الحساب رقم 003 402 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية" (لأسيما المادة 42 منه).	2005/07/02	26
71	- التسيير المحاسبي لقصر الثقافة. - إنشاء حساب فرعي رقم 95 ضمن الحساب رقم 003 402 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".	2005/07/02	27

فهرس

القوانين التي أنشئت في سنة 2005

رقم	تاريخ	الموضوع	الصفحة
تعليمات			
01	2005/01/08	إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.108 "حساب تسيير عمليات الإستثمارات العمومية المسجلة فيما يخص برنامج دعم الإنعاش".	11
02	2005/01/31	كيفية استيداع مبلغ التعويضات الممنوحة فيما يخص نزاع الملكية و الامتلاك الفوري.	13
03	2005/02/08	غلق حسابين فرعيين رقم 57 و 96 المنشأين ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية".	15
04	2005/02/08	- التسيير المحاسبي لإقامة القضاة. - إنشاء حساب فرعي رقم 57 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية -".	16
05	2005/02/08	- التسيير المحاسبي للمحافظة الوطنية للساحل. - إنشاء حساب فرعي رقم 96 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية -".	18
06	2005/02/28	تقييد الناتج المنجمي.	20
07	2005/03/06	تطهير رصيد الحساب الجاري في الخزينة للعون المحاسبي للميزانية الملحقة للبريد و المواصلات. - فتح حساب.	22
08	2005/03/19	رصد الديون و تسديد الفوائد على التأخير الناجمة عن تنفيذ الصفقات العمومية المرهونة لصالح صندوق ضمان الصفقات العمومية.	24
09	2005/03/19	تقييد ناتج التنازل عن الأملاك العقارية التي تملكها الدولة لصالح دواوين الترقية و التسيير العقاري.	35
10	2005/03/28	كيفية تقييد ناتج المؤونة المخصصة لإعادة الأماكن إلى حالتها الأصلية و المنشأة بموجب قانون المناجم.	37

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

مجموعة

التعليمات و المناشير

2005